

France et Brésil

France et Brésil : les développements politiques dans ces deux pays si différents constituent, comme en juin, l'axe éditorial central de ce numéro. Lorsque les affrontements entre les classes s'aiguisent, surgissent de nouveaux militants, des porte-parole, improvisés, des lutteurs, des meneurs qui n'ont en général pas été sélectionnés... par des votes de congrès. C'est le cas dans chacun des pays concernés.

En France, cahin caha, dans les localités, les entreprises, les meilleurs combattants de la grève de mai-juin comme du combat des intermittents du spectacle continuent à débattre, à réfléchir, élaborant les éléments programmatiques d'une « autre société ». Les dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui se sont rassemblés au Larzac ont signifié leur disponibilité politique. Ces femmes et ces hommes, « anonymes », dont les journalistes décou-

vrent avec étonnement et souvent inquiétude les opinions, commencent à bâtir les bases d'une nouvelle légitimité démocratique. En mai-juin, les enseignants sont allés dans les assemblées des cheminots, des tramnots ou des agents de la RATP et inversement. Plus tard ils ont participé nombreux aux assemblées des intermittents. Un texte dans ce numéro est l'expression de ce travail de préparation théorique politique.

C'est à partir de ces regroupements, ainsi que de la prise de conscience de la nécessité de briser les cadres corporatistes étroits, puisque le fond des problèmes est partout le même, que l'alternative gouvernementale contre Chirac et Raffarin se prépare. De là peut venir un gouvernement anti-capitaliste démocratique. Le blocage politique institutionnel créé par le rejet de la gauche plurielle et la crise profonde de chacune des formations, ensemble avec la montée des

Le Forum social européen va se réunir à Saint-Denis et Bobigny en novembre. Le contexte économique et politique est tel qu'il ne pourra pas se dérouler en dehors de la situation politique et sociale en France, lui rester « extérieur ». En tout état de cause, faire en sorte qu'il y ait fusion entre les débats du Forum et la situation des salariés en France reste plus que jamais un enjeu majeur pour le mouvement anticapitaliste. Celui-ci est une composante du mouvement altermondialiste au sein duquel il y a d'autres sensibilités et d'autres options. Il en reconnaît la légitimité, mais il exige d'eux la même chose en retour. Le mouvement anticapitaliste inclut les organisations d'extrême gauche qui veulent y travailler, mais il n'est pas identifiable à celles-ci. La situation politique française a certains traits importants qui lui sont propres et qui sont présentés plus loin. Cependant, dans les termes économiques et politiques propres à chaque pays, la plupart des problèmes auxquels sont confrontés les salariés en France se retrouvent dans l'ensemble du continent. Ces problèmes ne trouveront de solution durable qu'à cette échelle, mais c'est en s'affrontant au gouvernement et au patronat chez eux que les salariés de chaque pays dégageront des réponses qui peuvent ensuite leur devenir communes.

Comment défendre l'emploi ? Comment ouvrir l'avenir ?

Quelques propositions pour nourrir le débat anticapitaliste

Le problème lancinant auquel les travailleurs sont confrontés immédiatement est celui de l'accroissement accéléré du chômage. La question de l'emploi et de son niveau était déjà posée de façon assez

centrale lors du combat contre la « réforme des retraites » du printemps. Avant d'être distribuée, « répartie » entre les membres de la société, il faut que la richesse ait été préalablement produite. Ainsi le ni-

veau de l'emploi et l'évolution du taux de productivité du travail sont des facteurs cruciaux dans la détermination du montant du produit national qui permettra de payer les retraites. La même chose vaut pour le financement des dépenses de santé, qui repose directement sur le niveau de l'emploi dans le système français. Mais en cet automne 2003, il ne s'agit plus seulement de défendre les conditions d'existence quotidiennes de demain. Ce sont celles d'aujourd'hui qui sont menacées de plus en plus gravement. Depuis août le chômage s'étend comme un fléau qui frappe et qui va frapper encore plus un nombre croissant de familles. L'accélération brutale des plans sociaux, la multiplication de situations où les propriétaires d'entreprises ont profité des congés pour disparaître, et surtout l'annonce de très importants licenciements dans le secteur privé (Alstom, etc.), comme de très nombreuses suppressions de postes à la SNCF et dans la fonction publique par non remplacement des départs à la retraite, font du chômage effectif comme de la peur du chômage qui peut arriver à tout moment, la question centrale à laquelle les salarié(e)s doivent répondre.

La dégradation accentuée de la conjoncture économique internationale et française combinée avec l'arrivée à maturité de processus (comme « l'élargissement à l'Est ») lancés depuis longtemps, donne aujourd'hui à la montée du chômage un caractère mécanique. Celui-ci devient une composante de la situation politique et oblige chacun à définir où il se situe. L'annonce à grands renforts de publicité de la signature par la CGT de l'accord sur la formation professionnelle, accompagnée d'informations fournies par les intéressés eux-mêmes sur les « relations privilé-

giées » entre Bernard Thibaut et le ministre des Affaires sociales du gouvernement Raffarin, François Fillon a donc valeur de symbole. La signature de FO et de la CFDT était attendue. Dans le cas de FO, pour essayer de maintenir la fiction d'un « cadre contractuel » avec le MEDEF, qui échapperait à l'intervention de l'État. Dans celui de la CFDT, en tant qu'expression de plus du syndicalisme « d'accompagnement » qui défend ce qui peut l'être dans le cadre d'une « mondialisation inévitable ». Ayant donné en mai son accord au gouvernement Raffarin sur les retraites et signé seule en juin l'accord avec le MEDEF sur le statut des intermittents, la CFDT ne pouvait que signer l'accord sur la formation professionnelle. Le fait nouveau est donc la signature de la CGT. Celle-ci apporte son appui à Raffarin au moment où, en dépit des médias, les sondages montrent que les gens rejettent sa politique et pensent que son gouvernement est en perte. Dans le cas où Chirac se verrait obligé de changer d'équipe, Thibaut fait aussi savoir qu'il a les meilleurs rapports possibles avec l'un des principaux « premier-ministrables »...

**ACCROISSEMENT
ACCÉLÉRÉ DU CHOMAGE,
LIBRE JEU DES LOIS
DU PROFIT,
DÉRÉGLEMENTATION**

À plus d'un titre, l'extension très rapide du chômage n'est pas le résultat d'un plan concerté. Elle n'est pas « voulue ». Elle ne l'est certainement pas par le gouvernement Raffarin, qui la subit à sa manière comme une calamité politique. L'extension très rapide du chômage est le résultat de

mécanismes qui illustrent ce qu'on nomme au sein du mouvement altermondialiste « l'autonomisation de l'économie face à la société ». Ces mécanismes sont inhérents au mode de production capitaliste. Marx les désignait comme « les lois aveugles de la concurrence capitaliste », où chaque entreprise prend les décisions qui lui paraissent être dictées par la maximisation du profit et la survie face à la concurrence des autres. Après avoir été contenues passagèrement dans des conditions historiques très particulières, ces « lois aveugles », ces mécanismes « d'autonomisation de l'économie » ont été de nouveau libérés par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. Impulsées à partir de Washington et de Londres, celles-ci ont été fort efficacement relayées en Europe par les institutions de l'Union européenne (la Commission européenne et, depuis l'euro, la Banque centrale européenne, mais aussi, ne l'oublions jamais, le Conseil des ministres).

Aujourd'hui, les entreprises considèrent que la maximisation du profit et leur survie face à la concurrence leur dictent de délocaliser leurs sites de production vers les pays à bas salaires et à faible protection sociale, ainsi que de réduire l'emploi, même dans les sites qu'elles conservent. À partir du moment où les politiques de libéralisation et de déréglementation les y autorisent, encore plus depuis que « l'élargissement à l'Est » de l'Union européenne a été décidé, les entreprises ne s'en privent pas. Le Medef encourage les délocalisations vers la Pologne, la Tchéquie ou d'autres pays ex-soviétiques, en estimant que le rappel de la réalité des rapports capital-travail propres à la mondialisation permettra d'en finir avec les 35 heures tout en conser-

vant les avancées considérables obtenues dans la déréglementation des heures de travail lors des lois Aubry. Chaque entreprise agit pour son propre compte, le résultat final étant cette avalanche de plans sociaux qui se traduisent immédiatement par une baisse de la consommation populaire. Puisque le système fiscal français a comme assiette principale la TVA et d'autres impôts indirects, dont le montant est étroitement lié au niveau de l'activité économique, et que le gouvernement Raffarin, après celui de Lionel Jospin et de Laurent Fabius, va baisser de nouveau les impôts directs, le déficit budgétaire se creuse automatiquement. Surgit alors la « nécessité » de procéder aux suppressions d'emplois dans le secteur public afin de limiter l'importance des « atteintes » au Pacte de stabilité de Maastricht et d'Amsterdam. C'est ainsi qu'une spirale infernale de chute cumulative de la production, de la consommation et de l'emploi s'est mise en marche.

L'un des traits de la situation économique mondiale est la multiplication, pas seulement en Europe mais aussi en Amérique latine et en Asie, de situations nationales marquées par des enchaînements cumulatifs « vicieux » de ce type (« vicieux » est le terme employé par les économistes eux-mêmes) ainsi que leur interaction à l'échelle d'un ensemble régional ou continental de pays. Loin de pousser les gouvernements dans le sens d'une analyse critique des causes de cet état des choses, les partis politiques « responsables » nourrissent chez eux une approche de la conjoncture économique mondiale dans laquelle « en dehors des États-Unis point de salut ». Ils font reposer la fin de la récession sur ce que feront ou ne feront pas les États-Unis, notamment la Banque centrale

(la Fed) et son président Alan Greenspan. L'absence radicale d'autonomie économique de l'Europe face aux États-Unis est une composante essentielle de cette situation où le gouvernement Raffarin, au même titre que tous les autres, n'a plus de prise sur les paramètres qui commandent la production et l'emploi. La Commission européenne n'en a que faire : au contraire, c'est l'occasion pour elle de faire sentir le pouvoir très grand qu'elle en tire, qu'il s'agisse des règlements instituant la libéralisation que les États ont approuvés à un moment ou à un autre ou du transfert de compétences qu'ils ont accepté, que de son caractère d'institution relais de la déréglementation, de la privatisation et de la mondialisation.

Les mesures d'austérité budgétaire qui paraissent devenues « indispensables » du fait des déficits budgétaires ont toujours été des leviers majeurs du démantèlement de l'enseignement, de la santé et de l'ensemble des administrations sans lien immédiat avec le maintien de l'ordre. C'est vrai en Europe comme ailleurs dans le monde. Les périodes d'accroissement des déficits sont celles où la déréglementation et les privatisations paraissent « s'imposer » aux gouvernements pour des raisons financières autant que par croyance idéologique. La Banque centrale européenne (BCE), les Banques centrales de chacun des pays de l'Union, et la Commission européenne sont peuplées de fonctionnaires, économistes et juristes, qui ont été formés dans la doctrine néo-libérale à un degré qui les empêche d'agir en dehors de celle-ci. Dans la situation de crise politique interne et de fin de règne qui sévit à Bruxelles, ces appareils politico-idéologiques ont l'initiative, sinon les mains libres. Ils ont

notamment comme porte-parole des Commissaires tels que Mario Monti, Commissaire à la concurrence, gardarme chargé d'interdire les « retours en arrière » vers la propriété d'État, Pedro Solbés, le Commissaire chargé de veiller à ce que le Pacte de stabilité et les « critères de Maastricht » sont respectés. Mais les positions d'un Pascal Lamy, Commissaire au commerce extérieur et négociateur à Doha et Cancun, traduisent aussi le poids de ces appareils, comme celui des lobbies industriels et financiers avec lesquels ils marchent la main dans la main.

SEULE L'ACTION PROPRE

DES TRAVAILLEURS PEUT

« INTERDIRE

LES LICENCIEMENTS »

L'hebdomadaire de la LCR, Rouge, a titré le 11 septembre « Interdisons les licenciements ». Il y a trois ans, c'est un mot d'ordre voisin mais quand même différent que le mouvement social et les militants syndicaux les plus actifs avaient adressé au gouvernement (en l'occurrence celui de la Gauche plurielle), réclamant de lui une « loi interdisant les licenciements ». Un pas a donc été franchi par la LCR. Il serait important que le changement de mot d'ordre traduise plus, ou très exactement tout autre chose, qu'un constat de changement de gouvernement et qu'il exprime les traits nouveaux fondamentaux de la situation politique. Le mot d'ordre « Interdisons les licenciements » aurait alors une fonction plus forte que de servir simplement, comme dans le numéro 2030 de Rouge, de support à la suggestion : « l'heure est à une grande manifestation nationale contre le chômage et les licenciements ». Il exprimerait les traits spé-

cifiques de la situation politique française et pointerait vers le type d'action politique qui pourrait modifier l'état actuel des rapports entre le capital et le travail. Il énoncerait le fait qu'il n'y a plus que les travailleurs qui puissent par leur action propre créer les conditions pouvant conduire à l'interdiction effective des licenciements. Un pas politique qualitatif aurait alors été franchi. Ce pas est à notre portée (le « notre » englobant l'ensemble des militants anti-capitalistes, qu'ils soient ou non membres des organisations d'extrême gauche). Il exige simplement qu'on sorte du piège du champ de la politique « officielle » formé par les partis (ou leurs débris), les journalistes politiques autorisés et les médias. Il suppose de cesser de passer son temps à voir ce que les dirigeants des anciens partis ouvriers pensent, à supputer s'ils sont d'accord, même un petit peu, avec telle ou telle initiative. Aujourd'hui, le seul front qu'il importe de constituer est celui qui nous liera à celles et à ceux qui ont mené les grèves de mai et juin 2003 ainsi que le combat des intermittents, comme à celles et à ceux du privé qui ne sont pas entrés dans le combat avant l'été, mais qu'une étincelle (inutile de tenter de dire laquelle) va appeler à l'action.

Une succession d'articles dans *Carré Rouge*, dont celui de Charles Jérémie dans ce numéro, ont expliqué les raisons qui font qu'il n'y aura plus « d'alternance » comme il a pu y en avoir encore lors de la victoire du PS emmené par Lionel Jospin en 1997, donc plus de gouvernement de « gauche » auquel réclamer une loi sur les licenciements (ou tout sujet analogue). Le Parti communiste s'est effondré sous le poids combiné de son héritage stalinien et de stratégies visant à lui trouver une place sur

un terrain à peu près identique à celui du Parti socialiste. Personne n'est venu de la direction du PCF qui aurait pu tirer un bilan du stalinisme qui ouvre en même temps vers une perspective révolutionnaire. On a surtout entendu des mea culpa pitoyables adressés, non à la classe ouvrière ou aux militants victimes des chasses aux sorcières et des assassinats organisés ou permis par le PCF en application d'orientations stalinienne, mais à la bourgeoisie et à ses idéologues. Le PCF a démontré son incapacité à concevoir son existence autrement que comme « parti de gouvernement », même s'il s'est agi pour lui à ce titre d'aider la direction du Parti socialiste à appliquer le programme de libéralisation et de déréglementation auquel celui-ci est totalement acquis. Robert Hue a récemment repris la parole pour dire que si c'était à recommencer, il le referait. Il dit tout haut ce que d'autres dans ce qu'il reste de l'appareil pensent.

L'effondrement du PCF a eu comme versant positif la décision bien réfléchie de trois millions d'électeurs salariés, chômeurs et jeunes, en votant pour les organisations d'extrême gauche, de ne plus jamais permettre aux partis de l'ancienne Gauche plurielle de gouverner. Ces électeurs ont tourné le dos aux Verts comme au PS et au PCF. Un nombre à peu près équivalent se sont réfugiés dans une abstention (et parfois dans un vote Front national) que le mouvement anticapitaliste ne peut applaudir et dont il ne peut se satisfaire. Nous y reviendrons plus loin. Cette situation a la conséquence suivante : le Parti socialiste ne peut plus revenir au gouvernement comme parti dirigeant d'une coalition de « gauche ». Il y reviendra sans doute un jour, mais dans le cas de figure d'une re-

composition politique au « centre » à la suite de circonstances politiques radicales où la formation d'un gouvernement d'Union nationale (une « grande coalition ») s'imposera entre le PS, François Bayrou et des éléments de l'UMP. Tel est le sens des admonestations de Michel Rocard à « ses camarades » publiées dans *Le Monde* du 19 juin lors des vacillements de certains sur la loi Fillon : « à supposer que la gauche doive assumer la réforme [des retraites], nous proposerions à la négociation un cocktail un peu différent des grands paramètres. Un peu, mais certainement pas beaucoup ». Et cela, dit Rocard, pas seulement pour les motifs économiques et démographiques débattus à satiété, mais parce que « le capitalisme a gagné ». Rocard a dit tout haut ce que tous les hiérarques du Parti socialiste pensaient et que Dominique Strauss-Kahn et Charasse ont dit clairement eux aussi. Les salariés et les organisations d'extrême gauche ne peuvent plus adresser à de tels dirigeants des demandes de réalisation de revendications transitoires. Le Parti socialiste n'est plus de ceux dont on peut attendre, donc à qui on peut réclamer, qu'il fasse « un pas, si petit qu'il soit, dans la rupture avec le capitalisme ». Les quelques militants qui y restent en sont convaincus. Ils demeurent au Parti socialiste uniquement parce qu'il n'y a pas encore de perspective claire de construction d'une force politique nouvelle.

Ni Bernard Thibaut, ni Jean-Christophe Le Duigou, le principal stratège de l'appareil cégétiste, pas plus que la plupart des dirigeants de la FSU et de Force Ouvrière, ne sont prêts à faire le moindre pas dans la rupture avec la bourgeoisie. On a vu plus haut le sens de la signature par la CGT, aujourd'hui, dans le contexte

actuel, de l'accord sur la formation professionnelle. Mais contrairement à ce qui vaut pour les partis, cette appréciation ne règle pas la question de l'activité dans les syndicats et de la politique et des mots d'ordre à l'adresse des directions. En juin dernier, les cadres moyens et les militants d'entreprise de la CGT et de FO, comme des militants des syndicats Sud et de ceux du groupe des 10 étaient souvent favorables au mot d'ordre de grève générale, et certains ont vraiment combattu pour sa réalisation. Ils peuvent donc être entraînés dans un vrai combat pour « interdire les licenciements ». Mais pour cela il faut savoir lequel et donc y voir clair soi-même.

CESSER DE SE TOURNER VERS L'ÉTAT COMME RELAIS DES REVENDICATIONS

Pour y voir plus clair, il faudrait engager le débat sur deux choses essentielles. La première est le moment que nous vivons dans l'histoire du capitalisme et de la lutte des classes (ou si certains le préfèrent, du « combat social »), qui est marqué par un changement radical dans les rapports mouvement ouvrier – capital – État. Ici je soumets à la discussion la proposition selon laquelle une longue phase de l'action revendicative, voire de l'action politique de la classe ouvrière, est close, totalement close et qu'il faudrait en tirer les conséquences sans regarder en arrière. La phase dont l'apogée s'est située dans les « trente glorieuses » (1945-1975), au cours de laquelle les réponses réformistes « keynésiennes » ou « étatistes » étaient opérantes, ne peut plus servir de point de repère. Le système écono-

mique était fondé sur l'exploitation, mais son fonctionnement était marqué par les rapports politiques entre le capital et le travail issus de la révolution étouffée de 1944-1946, conquêtes comme la Sécurité sociale ainsi que le rôle alors reconnu à un État centralisant les ressources disponibles pour l'accumulation. Parce qu'il avait été affaibli économiquement et politiquement, le capital n'avait pas d'autre choix que de permettre qu'il soit régulé. En échange d'une sauvegarde de la propriété privée des moyens de production, comme principe autant que comme réalité essentielle, il acceptait que des limitations soient apportées à l'exercice de ce droit. Le capital était contrôlé pour ainsi dire « de l'extérieur » du rapport de propriété, par un appareil d'État bourgeois qui réprimait les grèves mais semblait susceptible d'être le relais des revendications ouvrières. Le régime d'accumulation (appelé « fordiste » par les économistes de l'École de la régulation) était résolument tourné vers l'investissement. Son cadre était celui d'une économie nationale ouverte sur l'extérieur, mais encore autocentrée. Même si la CGT comme la CFTC et plus tard la CFDT ont vite accepté la « concertation », la situation était propice à l'action revendicative. Il fallait se battre contre le capital et l'État, mais on pouvait être certain que l'action revendicative donnerait des résultats. Pour reprendre le mot bien connu d'un dirigeant de Force ouvrière, il y avait du « grain à moudre ».

Les stratégies syndicales correspondant à cette époque n'ont plus prise sur la réalité. Elles ont été sabordées par les directions syndicales au profit des « politiques d'accompagnement » et du « syndicalisme de proposition ». Tout cela

peut seulement conduire les salariés aux pires déboires. Mais ces politiques ne peuvent pas être combattues au nom du retour aux recettes du passé, qu'il s'agisse de la « politique contractuelle » ou de l'appel à l'État. Le bilan des rapports avec le Medef comme de celui de l'application des deux lois sur les 35 heures doit être tiré. Il faut aussi comprendre le sens d'une décision du Conseil constitutionnel de 2002, passée largement inaperçue parce que rendue en pleine période électorale. Cette décision, qui se réclamait même de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, a considéré que plusieurs dispositions de la « loi Danone », posant quelques limites timides au droit de licencier, portaient atteinte à l'exercice de « la liberté d'entreprendre ». Désormais, seul un État reposant sur des bases politiques et sociales qui tirent les leçons du stalinisme, mais aussi de l'évolution de la démocratie parlementaire vers un régime oligarchique, pourra transformer les revendications justes des salariés et des opprimés en lois. Comme élément constitutif essentiel de ce changement, l'appropriation sociale devra venir remplacer les tentatives rendues aujourd'hui totalement vaines du fait de la mondialisation, pour réguler ou re-réguler le capital de « l'extérieur » des rapports de propriété.

DES GOUVERNEMENTS DE L'UMP ET DE L'UDF COMME SEUL HORIZON ?

La seconde chose qu'il faut mettre en débat dans le mouvement anticapitaliste porte sur les traits originaux du moment politique actuel en France. Ce que nous soumettons au débat à partir des discussions que nous

menons à Carré Rouge, c'est que nous abordons de nouveau l'un de ces moments dans l'histoire sociale française où le blocage politique institutionnel (un horizon sans le moindre gouvernement autre qu'une combinaison dirigée par l'UMP ou, variante « progressiste », par la démocratie-chrétienne de François Bayrou...) ajouté à la montée des problèmes quotidiens des salariés et de leurs familles créent une situation politique où couvent les conditions de la rupture. La situation en gestation est de celles qui suscitent l'action politique propre des salariés, qui les poussent à intervenir sur un terrain et à propos de questions qu'ils laissent normalement traiter par d'autres, parce qu'ils les leur délèguent et parce qu'ils acceptent au moins partiellement la légitimité de l'ordre établi. Les salariés et les exploités n'ont plus de représentation politique. Du fait des choix qu'ils ont faits et du rejet dont ils sont l'objet, le PS et le PCF n'ont plus cette qualité. Pour autant, parce qu'elles ont voulu rester des « partis d'opposition » aux « partis ouvriers traditionnels », être leur aiguillon et aspirer même à être un jour peut-être leur « aile gauche » gouvernementale (une mouture d'Union de la gauche ressuscitée et bien sûr améliorée), les organisations d'extrême gauche n'ont pas gagné le statut d'organisations assurant la représentation politique des salariés. Elles peuvent toujours le faire. Il leur suffirait d'oser se donner cet objectif et de commencer à chercher à l'atteindre pour modifier la situation très vite sur ce plan comme sur celui de la confiance en eux-mêmes des militants anti-capitalistes et de ceux et celles qui les soutiennent. Les organisations d'extrême gauche pourraient apprendre beaucoup de choses très positives de Jo-

sé Bové. Mais cela n'a pas été leur orientation jusqu'à présent.

La situation politique est donc bloquée. Cependant, il est rien moins que certain que les salariés et les exploités acceptent de se résigner à ne plus connaître que des gouvernements de l'UMP et de l'UDF. Le jour peut donc venir où une fraction significative des travailleurs français prendront conscience que s'ils veulent un « autre gouvernement », il faudra qu'ils en créent les conditions eux-mêmes. L'hypothèse qui vient d'être formulée se fonde sur le mouvement du printemps et de l'été 2003. La simultanéité des attaques (décentralisation, politique scolaire, loi sur les retraites, annonce de mesures similaires pour l'assurance maladie à la rentrée, atteinte grave au statut des intermittents) a provoqué dans un secteur des salariés la prise de conscience d'être à un tournant de civilisation. Ce sentiment a été une dimension essentielle des grèves et des manifestations dont le mouvement des intermittents a ensuite confirmé l'existence. Il nourrit chez celles et ceux qui combattent la volonté de tenter de surmonter tout ce qui peut diviser face au capital et à l'État patron. On a noté une tendance des manifestants plus forte encore qu'en 1995 dans les cortèges venus des banlieues et des quartiers à se mêler, indépendamment des appartenances syndicales ou de défilier derrière les mêmes banderoles. Les enseignants sont allés dans les assemblées des cheminots, des tramotins ou des agents de la RATP et inversement. Celles et ceux qui ont été les organisateurs spontanés des grèves de mai-juin ont assisté nombreux en juillet aux assemblées des intermittents. À 150 000 ou 200 000, tous se sont retrouvés au Larzac.

« QUE VAUT CE SYSTEME
S'IL NE PEUT PAS
GARANTIR L'EMPLOI ? »

Le capital est un rapport social. Il se noue entre ceux qui détiennent la propriété des moyens de production (propriété aujourd'hui de plus en plus concentrée) et ceux qui sont obligés de leur vendre l'usage de leur force de travail, parce que celle-ci est leur possession monnayable (et monnayable en principe de façon continue). La domination de la bourgeoisie repose d'abord sur ce monopole de l'accès au travail et donc au salaire, lequel conditionne à son tour l'accès aux subsistances, au logement, à presque tout. Elle repose ensuite sur le pouvoir coercitif de l'État. Mais le recours à cet élément de la domination, surtout lorsqu'il commence à être fréquent sinon systématique, traduit invariablement une situation où le capital s'avère tenir son bout de ce rapport social et acheter effectivement la force de travail de tous ceux qui n'ont pas d'autre choix que de la vendre. Le pouvoir du capital est donc à la fois très fort et assez fragile. Pour que sa domination soit perçue comme supportable sinon légitime, il faut que les salariés, qui sont l'écrasante majorité de la société, soient convaincus (ou plus ou moins convaincus) dans leur très grand nombre que le système leur offre et surtout offre à leurs enfants un avenir, c'est-à-dire une vie à peu près décente.

Les traits particuliers de l'histoire politique et sociale française font que cette conviction n'a jamais été totale et qu'elle s'érode ici plus vite et plus fortement que dans beaucoup de pays. Les manifestations des mois de mai et de juin et la teneur des discussions dans les assemblées de

grévistés de l'enseignement et des entreprises du secteur public, et plus tard chez les intermittents, ont exprimé une érosion très marquée de la confiance dans le système politique. Aujourd'hui la chute brutale de Jean-Pierre Raffarin et de ses ministres dans les sondages traduit une diffusion rapide et forte de ce sentiment de perte de confiance vers d'autres groupes de travailleurs. Ce n'est pas uniquement Raffarin qui est touché par une perte de légitimité. Au-delà de l'action de son gouvernement, c'est la légitimité du capital qui est de nouveau questionnée. Chaque nouvelle annonce de licenciements collectifs ou de plan sociaux accentuera la question et accroîtra le nombre de gens qui la posent et le nombre de ceux obligés de l'entendre. Que vaut ce système s'il ne peut pas garantir l'emploi ?

Que vaut ce système s'il ne peut pas garantir l'emploi ? Point n'est besoin de l'appui des Verts ou des débris du PCF pour poser cette question sur les affiches et dans les meetings. En revanche, il faut être prêt à donner au moins un commencement de réponse aux questions qui surgissent immédiatement dans le prolongement de la première : quels sont les pas qu'il serait nécessaire de prendre pour que l'emploi soit garanti ? qui devra les prendre ? sur quels appuis politiques ceux qui agiront pourront-ils compter ? Puisque nous lançons le débat auprès des militants anti-capitalistes, je vais risquer quelques éléments de réponse.

QUEL COMBAT POLITIQUE

PROGRAMMATIQUE,

PRÉPARATOIRE

AUX LUTTES

QUI S'ANNONCENT ?

Je retiens de l'article de Charles Jérémy dans ce même numéro que la démocratie est redevenue une idée révolutionnaire. Son exercice ne peut plus se faire qu'au terme d'un changement politique majeur. La condition et le point de départ en sont de très grandes luttes : des occupations d'usines, la grève générale dont le caractère sera nécessairement très politique. Il faudra qu'elle débouche d'abord sur la formation d'un gouvernement que les travailleurs reconnaîtraient parce qu'ils auraient aidé à le créer. Mais ce changement politique majeur ne pourrait pas être complet sans un renouvellement véritable de la démocratie. Plus haut j'ai dit que le retrait de millions de salariés et de retraités dans l'abstention aux élections n'est pas un fait que le mouvement anticapitaliste peut applaudir ou dont il peut se satisfaire. Ils ne reviendront aux urnes que s'ils pensent que cela vaut la peine. Une fraction reviendra déjà le jour où les organisations d'extrême gauche mèneront des campagnes les incitant vraiment à le faire par la définition des objectifs à atteindre comme par les formes d'association à l'action qui seraient proposées. Mais l'enjeu ici est encore plus important.

En 1968, le gouvernement de Gaulle a utilisé la tenue d'élections générales pour mettre fin à la grève générale, comme instrument contre la classe ouvrière. La prochaine fois, ce sont les salariés organisés qui doivent s'en saisir afin de donner à la grève générale le débouché d'un vrai processus constituant. La démocratie parlementaire est le paravent d'une concentration du pouvoir entre les mains d'oligarchies nationales dans le cadre de rapports internationaux de co-opération/concurrence entre elles. Il faut donc discuter de la

manière de refaire vivre au début du XXI^e siècle le contenu profondément démocratique, donc révolutionnaire, du mot d'ordre de la Constituante souveraine (lequel n'a, on le verra, rien à voir avec le « souverainisme », ni celui de Jean-Pierre Chevènement, ni celui assez pitoyable des cortèges de La Libre Pensée). Avant qu'une loi « interdisant les licenciements » puisse être votée et appliquée, il faudra un autre État et un gouvernement issu d'un processus démocratique qui posséderait des traits bien différents de ce qu'on nous sert aujourd'hui. L'autre condition pour qu'une telle loi soit votée est que les salariés soient passés à l'action et qu'ils aient occupé les usines où les plans sociaux sont annoncés, de même que celles où le patron a mis les clefs sous la paillason. La loi qui interdira vraiment les licenciements sera celle qui légalisera des actions des salariés se déroulant précédemment ou parallèlement à l'acte de légiférer, en somme une loi établissant l'appropriation sociale. Elle ne pourrait trouver sa place que dans un cadre politique nouveau issu d'un processus constituant.

Ouvrir un horizon pour les luttes qui se préparent suppose donc de mettre en cause la propriété des moyens de production sur le plan politique en attendant de pouvoir le faire dans la pratique. C'est parce que ceux-ci sont entre les mains de propriétaires privés, notamment sous la forme d'actions en Bourse, que les salariés sont privés de toute garantie quant à la pérennité de leur entreprise ou de leur site de production, si performants que soient leur travail et leur productivité. Le combat contre les licenciements s'est heurté de plus en plus clairement à ce fait. En un laps de temps très court, du cas de Renault-Villevorde on est passé à

celui des « licenciements boursiers » chez Michelin, puis chez Lu-Danone, et maintenant à celui proprement époustouflant du projet de démantèlement d'Alstom. Dans le cas de ce groupe et de ses filiales, on a vu d'abord la cession par le gouvernement Jospin des parts de l'État. Il y a ensuite eu, sous le coup des ponctions financières faites par les principaux actionnaires (Alcatel et GEC) ainsi que de décisions managériales prises pour satisfaire les « attentes des marchés », le démantèlement d'un outil industriel parmi les plus développés en France. Face à l'annonce de la faillite imminente du groupe et de la disparition de la capacité française de construire des TGV, des turbines et toute une gamme de biens de production modernes, le gouvernement Raffarin a été forcé de tenter de revenir sur la politique de la Gauche plurielle et de rentrer de nouveau dans le capital d'Alstom. Las ! au regard des règlements européens (ce sont de véritables lois qui l'emportent sur les lois nationales) approuvés par les gouvernements français en Conseil des ministres de l'Union, le retour de l'État dans le capital n'est plus possible « juridiquement ». Ceux qui étaient tentés de l'oublier ont vu le Commissaire européen à la concurrence Mario Monti le leur rappeler sans détours. Les dernières années avaient déjà vu, par le jeu des CDD et de l'externalisation, la mise au rancart de salariés (ingénieurs, techniciens, ouvriers) très qualifiés, porteurs de savoirs technologiques avancés. Cette fois c'est la liquidation totale que prépare Bruxelles.

Un groupe tel que Alstom enferme dans le cadre de la propriété privée, dont la forme est aujourd'hui des titres négociés en Bourse ainsi que des reconnaissances de dette déte-

nues par les banques, les résultats d'un travail socialisé dont les caractéristiques supposeraient une appropriation sociale. Les entreprises qui composent Alstom sont l'expression d'une coopération vaste et complexe entre travailleurs de différentes qualifications (depuis les chercheurs dans les laboratoires jusqu'aux opérateurs de base). Cette coopération s'organise au sein du groupe pris comme tel, aussi bien que dans les réseaux de firmes plus petites et d'institutions publiques dont les grands groupes captent les connaissances technologiques et incorporent les produits. Les « actifs productifs » d'Alstom comme des autres groupes industriels et des grandes entreprises publiques sont le résultat de l'accumulation des fruits de la coopération directe et indirecte de dizaines, voire de centaines de milliers de travailleurs salariés, ainsi que de financements dont l'une des sources est les impôts (c'est le cas, notamment, pour toute la recherche publique). Le sort de ces « actifs » est soumis au profit, à la rentabilité des titres et au niveau des cours en Bourse.

La défense de l'emploi commence donc, je pense, par une vaste campagne qui mette en cause la propriété privée et affirme le caractère social de la production et de la circulation des marchandises. Le « tout est à nous, rien n'est à eux, parce qu'ils nous l'ont volé » scandé dans les cortèges doit cesser d'être un mot d'ordre « pour jours de fête » (ou son substitut le jour de « grande manif »). Il faut que les thèmes de l'illégitimité de la propriété privée et du pouvoir donné aux actionnaires et la légitimité au contraire de l'appropriation sociale soient illustrés et concrétisés presque en permanence. Ils correspondent à la situation. La mise en

cause pratique de la propriété privée, aujourd'hui boursière, des moyens de production passera presque obligatoirement par les occupations d'usines et par la grève générale à laquelle elles donneront le signal. L'émiettement de l'activité productive, l'externalisation, la sous-traitance et la dispersion physique des ouvriers et des techniciens qui en résultent, rendent le déclenchement de ces actions beaucoup plus difficile qu'en 1968. Une intense préparation théorique et politique préalable devient d'autant plus nécessaire. Elle a même une importance critique. Celle-ci n'est-elle pas du ressort du mouvement anticapitaliste ?

La maîtrise des moyens matériels et des décisions permettant aux travailleurs d'un pays, plus exactement d'un ensemble de pays unis dans un projet commun, d'assurer la satisfaction des besoins individuels et sociaux essentiels sans être soumis à la logique marchande, et de préparer l'avenir repose sur la possibilité d'investir sans être sommé de « s'adapter aux marchés ». L'appropriation sociale des moyens de production et de communication en est l'une des conditions. D'autres conditions concernent le financement des services publics, des hôpitaux, des logements et de la rénovation des quartiers, des écoles, celui de la recherche qui prépare le long terme. Ce financement doit pouvoir être à hauteur de ce qui est considéré comme le chiffre indispensable au succès de ces dépenses et investissements, sans que les arguments relevant de « l'impossibilité budgétaire » soient opposés aux ministères ou agences publiques qui les proposent. La récupération par un pouvoir politique nouveau des moyens qui permettent le financement des mesures nécessaires pour éliminer le

chômage passe donc par une réforme démocratique de la fiscalité, des mesures pour arrêter l'hémorragie de ressources vers les marchés financiers au titre du service de la dette et de mesures pour interdire l'évasion fiscale et la fuite des capitaux vers des places financières « sûres » et des paradis fiscaux. N'est-ce pas là également des mesures qui sont du ressort du mouvement anticapitaliste et sur lesquelles ses militants ont beaucoup travaillé dans le cadre du mouvement altermondialiste ?

Se préparer à la crise politique et aux luttes sociales intenses dont sortirait un gouvernement qui représente les salariés et les exploités suppose aussi une intense activité d'explication autour des premières mesures qu'un tel gouvernement prendrait pour améliorer tout de suite la vie de ceux qui connaissent quotidiennement la « misère du monde ». La rédaction d'un programme « d'urgence économique et sociale » fait aujourd'hui, comme hier, partie des tâches du mouvement anticapitaliste : déblocage immédiat d'allocations aux chômeurs établies au niveau que les associations de chômeurs et les syndicats proposent ; fonds pour les hôpitaux ; travaux dans les logements sociaux et les quartiers. Dans un long travail de 1999, Carré Rouge (voir CR n° 10) avait rappelé de façon fort légaliste (un peu trop en relisant le texte aujourd'hui...), les moyens que le droit public français autorise le gouvernement à employer en situation « d'urgence », notamment le droit de réquisitionner des usines, des locaux, des moyens de transport. Le document rappelait aussi qu'en droit public français, à la différence d'autres pays, le droit de propriété n'est pas un droit absolu.

« EUROPE DES
TRAVAILLEURS » ET
PLAN D'URGENCE
À L'ÉCHELLE
EUROPÉENNE

La situation de blocage politique « institutionnel » fait qu'un gouvernement représentant les salariés et les exploités ne peut plus sortir que de très grandes luttes qui comprendront les occupations d'usines et se centraliseront dans la grève générale. Son émergence ne peut être que « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Le mouvement anticapitaliste y contribuera s'il se structure mieux et s'il parvient à lancer un débat le plus ouvert possible sur les vraies questions : celles des revendications et celles des leviers de leur mise en œuvre dans une situation du type de celle que nous connaissons. Les organisations d'extrême gauche y contribueront, en menant campagne sur les questions et les perspectives du type qui vient d'être esquissé. Elles seraient écoutées et centraliseraient des centaines de milliers de voix de plus que celles qu'elles ont déjà reçues si elles disaient : « voici le programme de gouvernement que nous défendons ; voici les mesures que nous sommes prêtes à mettre en œuvre aux côtés des travailleurs ; voici ce que nous proposons comme issue politique à la grève générale ». Olivier Besancenot a publié en juin dans Libération un article intitulé « Le parti de la grève générale ». Réécrit comme « parti du programme de la grève générale », c'est un thème à défendre dans les campagnes électorales de 2004 qui contribuerait sans aucun doute à la préparation d'une telle action.

Celle-ci aura comme cadre immédiat la France, mais l'horizon d'un gouvernement représentant les salariés et les exploités ne peut être que « l'Europe des travailleurs », point d'appui pour les luttes partout dans le monde. Le patronat et le gouvernement sont adossés à des institutions européennes où ils se concertent et se coordonnent avec leurs semblables. En mai, sur le perron de l'Élysée, Tony Blair a félicité Raffarin pour son « courage » dans la gestion du « dossier difficile ». Au front commun des gouvernements et des patrons, dont on a vu les profondes contradictions sur la guerre en Irak et le rapport aux États-Unis, le mouvement anticapitaliste et les organisations d'extrême gauche doivent opposer l'Alliance des travailleurs d'Europe. Ils voteront « non » au cas où Chirac et les partis institutionnels se verraient contraints d'appeler à un référendum sur la « constitution » et « l'élargissement ». Mais ils doivent aussi donner enfin un contenu à cette « Europe des travailleurs », expression populaire désignant la forme contemporaine des « États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe ». Cette perspective n'est pas hors de portée. Lors de la guerre en Irak, tout le monde a constaté la convergence des manifestants et des opinions publiques alors même que les gouvernements se déchiraient. Des grèves et manifestations des salariés ont eu lieu en Allemagne, en Autriche, en Belgique et ailleurs contre des réformes des retraites parallèles à celle menée en France. Les réformes ont été imposées comme elles l'ont été en France, mais cela n'invalide pas cette convergence dans les objectifs et les moyens de lutte.

Un gouvernement qui prendrait les mesures assurant le droit au travail

égal pour tous, en s'appuyant sur les salariés et les chômeurs, libérerait l'immense potentiel d'aspiration au changement accumulé dans la société française. Il ne serait pas pris à la gorge ni en France, ni en Europe. Logé au cœur d'un continent dont les traditions politiques ont été façonnées par le combat de la classe ouvrière, et entouré de pays où plusieurs millions de chômeurs et travailleurs précaires connaissent une situation analogue, un tel gouvernement ne serait pas menacé d'encerclement rapide, mais il se devrait de devenir le point d'appui du combat politique pour « l'Europe des travailleurs ». C'est cette perspective qui nous sépare totalement des « souverainistes » de tous bords. La tenue éventuelle d'un référendum sur la « constitution » européenne de Giscard (référendum en fait assez peu probable en dehors d'une forte bataille politique pour l'obtenir) accentuerait et rapprocherait dans le temps cette nécessité de se démarquer sur le terrain même des rapports entre capital et travail.

La vraie percée politique serait de commencer à élaborer un plan d'urgence à l'échelle de l'Union. La plus pressante des urgences serait de mettre fin à la terrie concurrence à laquelle les institutions européennes, la Commission, la Banque centrale européenne et les gouvernements obligent les travailleurs à se livrer, entre pays mais aussi à l'intérieur des pays, s'ils veulent être employés. La mise en œuvre effective du droit au travail pour tous et à égalité de conditions est au cœur de la question sociale. Depuis l'Acte unique de 1986 créateur du « grand marché », les grandes firmes ont pu exploiter à fond les différences de salaires, de conditions de travail et de systèmes de protection sociale

entre pays de l'Union et pousser à leur nivellement par le bas. Le processus a été renforcé à Maastricht. Une aggravation de grande ampleur se prépare avec l'entrée des pays de l'Est. Pour bloquer ce processus, l'instauration immédiate d'un salaire minimum garanti européen, la préparation de barèmes européens unifiés par profession et l'instauration de normes communes de protection sociale et de sécurité au travail, sont au nombre des mesures qui seraient à prendre tout de suite.

Il y en aurait d'autres. Le démantèlement du pouvoir du capital et de la Bourse pourrait commencer à être entrepris dans un premier pays, mais il ne pourrait être mené à bien que dans le cadre de l'alliance des classes ouvrières de plusieurs pays. Il exigerait, entre autres choses, de procéder au minimum à des moratoires de la dette publique, avec un service très sélectif qui sauvegarderait l'épargne de certains petits épargnants. Il exigerait l'harmonisation de la fiscalité et la fin des paradis fiscaux continentaux, la Suisse et le Luxembourg en tête. Il supposerait aussi le rétablissement de contrôles sélectifs sur les flux de capitaux et la taxation sur les transactions spéculatives sur les marchés des changes (taxe Tobin). La re-nationalisation du crédit, sur la base de l'expropriation et de la mise sous contrôle social du système bancaire devrait aussi être menée à l'échelle européenne, ainsi que le rétablissement du contrôle des mouvements de capitaux : autant de tâches qui supposeraient notamment le contrôle des opérations par les salariés de la banque. Le financement des mesures nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels (logement, santé, encadrement scolaire à la hauteur définie par les enseignants eux-mêmes, in-

frastructures des banlieues, etc.) et l'élimination du chômage nécessitent une politique de crédit fondée sur des priorités sociales et industrielles. Les formes de propriété sociale qui seront nécessaires pour atteindre ces objectifs sont incompatibles avec l'existence de l'actuelle Banque centrale européenne. D'autres institutions seront nécessaires pour que la monnaie unique soit un instrument d'organisation de la production et des échanges au service des travailleurs de toute l'Europe.

Il faut espérer que ces questions soient soulevées et débattues, au moins un peu, lors du Forum social européen de Saint-Denis. En tout état de cause, elles font partie des questions que les élections européennes, ainsi que la « constitution européenne » qu'on veut imposer aux travailleurs, mettront au centre du débat politique en 2004.

n

« Nous voyons avec plaisir les progrès faits en France. Voyez-vous maintenant quelle arme splendide on a entre les mains en France, depuis quarante ans, dans le suffrage universel, si seulement on avait su en faire usage ! C'est plus lent et plus ennuyeux que l'appel à la révolution, mais c'est dix fois plus sûr, et ce qui vaut mieux, ça vous indique avec l'exactitude la plus irréprochable le jour où il faut en appeler à la révolution par les armes ; il y a même [à parier] dix contre un que le suffrage universel, usé intelligemment par les ouvriers, poussera les dirigeants à renverser la légalité, c'est-à-dire à nous mettre dans la situation la plus favorable pour faire la révolution.

Aux élections de 1893, nous devons conquérir une nouvelle étape. »

Friedrich Engels, lettre à Paul Lafargue, novembre 1892

France année zéro

Le préambule d'une métamorphose des rapports entre masses et appareils, citoyens et dirigeants a commencé à s'écrire, et cependant nous continuons à réfléchir dans les cadres anciens. La chrysalide devient papillon : enfin, le siècle politique commence en France.

Les salariés osent, ils se libèrent : plus de secrétaires généraux, de tuteurs, de chefs, d'appareils dominants, de prétendues solutions gouvernementales offertes par les partis de gauche. Nous ne nous emballons pas : la métamorphose ne fait que commencer. N'empêche : une régénération complète s'amorce. Nous sommes juste sur la ligne de départ ; les surprises ne manqueront pas, car les salariés sont en voie d'autonomi-

sation. Ils n'ont pas encore conscience des possibilités offertes par leur action. Car ce sont leurs luttes, leurs choix, qui ont provoqué ce bouleversement. Mort, le PC fait mine d'aboyer, alors qu'atteint d'une maladie incurable, le PS sourit pour rassurer ses proches. Certes, il y aura des rémissions, des embellies ; au chevet du malade, les médecins s'activent, toutes les forces attachées à l'ordre, à la propriété privée se mobiliseront pour soigner le mal, combattre l'épidémie. Mais rien n'y fera. Depuis que les résultats du 21 avril 2002 se sont transformés en grève « généralisante » en Mai-Juin 2003, suivie par le mouvement des intermittents, un nouveau cycle est engagé. Inévitablement, des luttes de classes déterminantes auront

lieu ; elles ne seront pas toutes victorieuses mais provoqueront des crises politiques majeures, d'un type nouveau, dans un paysage politique totalement dévasté.

Pour la première fois depuis 1936, les salariés français n'accordent plus le moindre crédit au PC pour les représenter politiquement ; c'est en effet durant le Front Populaire que le passage de témoin s'est opéré du PS vers le PC, qui passait du statut de groupuscule à celui de parti ouvrier de masse. Depuis, le stalinisme « tenait » la classe ouvrière. Souvenons-nous : en 1989, après la chute du mur de Berlin, le PC pesait encore plus de 10 % des voix lors des scrutins nationaux ! C'est terminé. Cette réalité se transcrita nécessairement dans le mouvement syndical.

Le PS n'en est pas encore là sur le plan électoral. Il ne « couvre » d'ailleurs pas les mêmes catégories sociales que le PC. En France, historiquement, la social-démocratie a pour « cœur de cible » les classes moyennes des villes et des campagnes : fonctionnaires, notamment enseignants, employés, cadres, professions libérales, petits commerçants, agriculteurs. Une grande partie de ces couches (dans les banlieues et les villes ouvrières) se détourne de lui, se réfugiant dans l'abstention, une minorité tournant ses regards vers l'extrême gauche. Les liens du PS avec le mouvement syndical étaient ténus : ils sont maintenant inexistant, et même dans les appareils syndicaux, on se tient à distance. Thibault ne tardera pas dans la CGT à payer la note de l'ovation reçue au Congrès de Dijon...

Le Parti Socialiste est donc entré en crise récurrente. La disparition électorale du stalinisme lui interdit dorénavant de « relier » les deux électors (ouvriers, chômeurs, couches

moyennes) qui permettaient d'envisager un socle électoral, une majorité, donc de gouverner. L'union de la gauche, quelle qu'en soit la sauce, est morte. Pour la première fois depuis 1971 (Epinay) le PS n'a plus de stratégie gouvernementale audible, crédible. Ses partenaires électoraux sont fragiles, fuyants. Sans perspective gouvernementale, le déclin s'accroît, ponctué de conflits internes, d'autant que cette situation a une conséquence institutionnelle considérable pour la stabilité de la V^e République : il n'y a plus d'opposition qui maintienne l'équilibre majorité-minorité... Plus de jeu de rôles entre droite et gauche. « Nous sommes la gauche » s'égosillent François Hollande, M.G. Buffet et D. Voynet... et c'est Raffarin qui, de fait, renationalise Alstom, entre en conflit avec Bruxelles ! De convulsions en ambitions personnelles, une partie de l'appareil social-démocrate lorgnera vers les partis de la bourgeoisie pour revenir aux « affaires », par exemple dans une configuration d'union nationale. À l'opposé, on ne peut exclure des regroupements, voire une scission sur la gauche. Mais c'est vraiment improbable : les animateurs de la « gauche » sont politiquement compromis, corrompus, usés, las. C'est la crainte de la défaite qui guide leurs réactions, pas l'espoir d'une victoire fondée sur des combats, des convictions. Il est rare qu'un ancien ministre-sénateur grimpe sur les barricades ou qu'un Président de Conseil Général troque les prébendes du pouvoir, voiture, chauffeur, au profit... d'incertains lendemains. Il est peu courant, à un âge certain, que l'esprit de rébellion l'emporte sur les petits plaisirs de la collaboration de classe. C'est ainsi, c'est humain. De fait, José Bové a vu juste, diagnostiquant : « des partis de

gauche, morts ou en coma dépassé ».

« Le peuple sait ce qu'il ne veut pas, ce qu'il ne veut plus, mais il ne sait pas ce qu'il veut » note Victor Hugo à la veille de la révolution de 1848. D'une certaine manière, nous en sommes là. Le « peuple » a défait la gauche capitaliste, il affronte la droite capitaliste, le gouvernement Chirac-Raffarin, mais il ne sait pas (encore) ce qu'il veut. Il y a des raisons à cette apparente expectative, à cette période d'incubation. Depuis la fin des années 1970, la classe ouvrière recule sous les coups redoublés, terriblement efficaces, de la bourgeoisie. L'offensive déclenchée par le couple Thatcher-Reagan a été relayée sur notre continent par chaque gouvernement, au nom d'une légalité « européenne ». C'est une stratégie anti-ouvrière d'une folle violence qui a déferlé avec la mondialisation sur les pays capitalistes industrialisés. Les conséquences de ce raz-de-marée sont catastrophiques : millions d'exclus, de chômeurs, privatisations systématiques, nouvelle division internationale du travail, délocalisations massives, dégradation des conditions de travail, de vie, recul des salaires, destruction programmée des services publics, en tête desquels santé, éducation, culture. Dérégulation, déréglementation, précarisation systématique, mise en cause des conquêtes sociales arrachées par les salariés lors de luttes séculaires matérialisent la victoire remportée par le capital financier dans les principaux pays industrialisés : la paupérisation a fait son retour, l'angoisse de la mort sociale gagne des secteurs entiers de la société, la barbarie rampante est à l'œuvre, sans même évoquer la recrudescence des guerres... Une économie « souterraine » a vu le

jour. Armes, drogues, réseaux mafieux, traite des femmes, trafics en tout genre ont créé une véritable contre-société désocialisée, délinquante, avec ses règles ponctuées de violences, de crimes. Ces zones de misère sauvage, dites de « non droit », constituent des terres d'élection pour les communautarismes en tout genre qui font le lit des sectes, de l'obscurantisme, et véhiculent l'image d'un avenir fondé sur la vacuité médiatique. S'organiser politiquement, partant de l'univers de star academy n'est pas une évidence pour les jeunes ! La mise à sac par les prédateurs financiers des ressources de la planète, les menaces que la folle machine à cracher du profit fait peser sur la préservation de la nature dans sa substance même, démoralise, donne le sentiment que le nécessaire combat écologique, toujours, retarde sur l'ampleur de la dévastation.

Cette énumération n'épuise cependant pas, loin s'en faut, l'ampleur des problèmes théoriques et politiques posés aux travailleurs. Durant cette offensive sans précédent depuis la Libération, l'hypothèse (centrale) formulée par Trotsky et la IV^e Internationale d'une révolution politique, démocratique, triomphant en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, chassant la bureaucratie, faisant revivre les « conquêtes d'octobre » a été battue en brèche. Définitivement. L'alliance entre les bureaucrates staliniens, l'impérialisme et l'Église a détruit tout espoir émancipateur. De la Révolution d'octobre 1917, du formidable dessein des bolcheviques d'oser tenter changer la vie, de bâtir le socialisme, ne reste donc que le sanglant souvenir du totalitarisme. Et cette défaite historique a constitué un argument déterminant pour faire avaler toute l'idéologie réactionnaire.

Voyez ce qui arrive, répètent staliniens-maffieux-capitalistes, lorsque l'on touche au veau d'or, à la propriété privée, on sacrifie les libertés, la démocratie^[1] ! L'argument, vulgaire mais d'une terrible efficacité, légitime le capitalisme rebaptisé avec pudeur économie de marché, comme seul possible pour le genre humain. L'équation capital = démocratie fait des ravages, relayée chaque seconde sur la planète par la puissance concentrée des médias télévisés. Le paradigme qu'il faut, de gré ou de force, faire avaler est limpide : on peut certes humaniser le système à la marge, mais en aucun cas l'abattre ! Ouvrez les yeux que diable ! L'histoire va ainsi, et nul n'y peut rien.

Ce matraquage idéologique récurrent (« Le capitalisme a gagné la partie », Michel Rocard) a fait reculer l'idée d'émancipation sociale, de socialisme, liquidé des générations de militants, déstabilisé les salariés, de reculs en défaites, nourrissant le fatalisme, l'amertume, l'individualisme quand ce n'est pas, produit direct du désespoir, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie. Ce flot boueux a souvent emporté la conscience de classe, les réflexes élémentaires de solidarité, la nécessité de l'organisation syndicale... C'est sur ce fumier que le Front National a prospéré.

Ce résultat n'a pu être obtenu pour/par la bourgeoisie que grâce à l'alliance gouvernementale, dans les principaux pays européens, de la social-démocratie et du parti communiste, les Verts jouant un rôle d'accompagnement marginal. Cette fois, social-démocratie et staliniens n'ont pas seulement « géré le capitalisme », pour un bref moment, durant une crise politique ouverte, à la manière des Blum, Thorez, Togliatti, Heath, Brandt, etc. Il y a eu change-

ment qualitatif. C'est la social-démocratie qui, en Europe, a rédigé et mis en œuvre les plans de la mondialisation. De la théorie à la pratique. Tout l'édifice européen (Traité de Maastricht, Institutions européennes, Banque Européenne, Euros, etc.) est le résultat direct du travail de la gauche : Jacques Delors, F. Mitterrand, Felipe Gonzalez, M. Soares, Prodi, Blair, Jospin, Schroeder, etc. ont par la cohérence, la complémentarité de leurs politiques, l'exceptionnelle durée de leur pouvoir, la confiance dont ils bénéficiaient de la part des salariés, joué un rôle historique dans cette entreprise. La profondeur du rejet qu'ils suscitent ne s'explique pas autrement. Jamais dans l'histoire contemporaine la social-démocratie, unie ou soutenue par les partis communistes, n'a gouverné sur une si longue période. L'État, c'est moi, clamait le roi. L'Europe du capital, c'est eux !... Les partis bourgeois (Pompidou, Giscard) s'y étaient cassés les dents : la gauche a imaginé, pensé ce monde, celui de l'offensive libérale et l'a imposé. Or, sans la France, l'Europe de Maastricht ne pouvait voir le jour.

C'est cette stratégie que, bien au-delà des seuls salariés, les citoyens ne veulent plus. Cette résistance se fait rage. Or, pour aboutir, il faut absolument qu'elle se transforme en conscience. Ce qui précède ne vise pas à peindre le noir sur le noir, mais à mettre en lumière les énormes handicaps que le prolétariat européen doit surmonter pour faire face. Ce n'est pas une mince affaire d'affronter ce capitalisme libéralisé, organisé comme jamais à l'échelle européenne, ayant intégré les confédérations syndicales à ses institutions, disposant d'un solide état-major, jetant par brassées billets et piécettes à des « intellectuels » qui se précipi-

tent pour fabriquer de l'idéologie à sa gloire. Et malgré toutes ces difficultés, les salariés sont entrés dans l'action, annonçant (peut-être) en Europe le retour des grandes luttes des classes. Les travailleurs français sont donc engagés dans un processus pratique d'émancipation des appareils contre-révolutionnaires. Cette inédite, magnifique, situation de jachère politique est un résultat historique dont nous nous félicitons sans nostalgie. À la différence de certains, nous ne regrettons ni l'URSS, ni Maurice Thorez, ni Guy Mollet, ni le « bon temps » des « Trente glorieuses », ou de l'union de la gauche, lorsque les révolutionnaires étaient les opposants, résolus mais minoritaires, d'appareils dominants, en fait, leur flanc gauche. Les problèmes se posent dorénavant de manière totalement neuve. Et la plupart des instruments théoriques, élaborés par la IV^e Internationale dans un cycle où staliniens et sociaux-démocrates étaient au zénith, ne sont plus opérants. Cette nouvelle époque exige naturellement de nouveaux instruments politiques. C'est France, année zéro. Mais contrairement à une idée panique qui fait florès, il n'y a pas de « vide politique ». On pouvait utiliser cette formule au lendemain de mai-juin, plus aujourd'hui. Militants syndicaux, politiques, à plus forte raison militants révolutionnaires ont avec les salariés les moyens de penser et de construire l'alternative anticapitaliste. L'ampleur, la puissance du rassemblement politique au Larzac attestent des formidables potentialités. Et pour le coup, vraiment, ce n'est qu'un début. Tous les témoignages convergent. Dans les quartiers, les entreprises, les écoles, dans toutes les villes, sur l'ensemble du territoire, à quelques-uns, parfois plus, les anonymes se réunissent. Ils

ne se considèrent pas comme des militants : de fait, ils en sont. Ils discutent, ils débattent non seulement des verrous à faire sauter pour imposer la grève générale, mais leurs échanges portent sur la perspective d'un monde civilisé. Ce maillage politique national est l'avenir : au contraire du vide, le terrain commence à être déblayé... Lorsque ces efforts se coordonneront à l'échelle du quartier, de la ville, la confiance s'affermira. Les dizaines se découvriront des centaines, des milliers. Voilà qui explique la violence, la vulgarité des attaques contre « l'extrême gauche ». Car dans tous les partis de la V^e République, on craint la rencontre, l'amalgame. Si, d'égal à égal, les militants révolutionnaires s'intègrent dans ces regroupements, écoutent, dialoguent, inventent, les initiatives prises auront des conséquences majeures sur le cours des événements. Une nouvelle légitimité s'affirmera. Nous n'avons pas de but final. Nous sommes des évolutionnistes, nous n'avons pas l'intention de dicter à l'humanité des lois définitives, écrivait F. Engels, vingt ans après la Commune de Paris.

La citation est parfois un art, mais toujours un choix. On peut donc, sans difficulté, nous opposer de nombreux écrits de Marx et d'Engels prônant la « dictature du prolétariat ». Nous les connaissons. Or, nous avons fait ce choix : il dit l'état de notre réflexion théorique sur les problèmes de l'actualité de la révolution, cette « locomotive de l'histoire » (Karl Marx). Nul n'y verra une trace de chauvinisme si nous rappelons que la France est mère de la Révolution : 1789-1793, 1830, 1848, 1870... Les éruptions des masses s'armant pour la conquête du pouvoir d'État, scandent le passé, ont forgé son inconscient révolutionnaire et, au-delà

des frontières, la lutte des classes internationale. Longtemps, la Marseillaise retentira dans les rues, à Berlin, Genève, Londres, Bruxelles, Saint-Petersbourg, chantée par les cortèges d'ouvriers affrontant la réaction, tombant sous les balles.

L'exception française vient donc de là. De loin. L'action révolutionnaire est partie constitutive des gènes de la classe ouvrière. Ce constat éclaire avec d'autant plus d'intérêt un fait majeur pour la réflexion : depuis 1871, création de la III^e République, jamais, plus jamais, il n'a éclaté en France de révolution. Les crises révolutionnaires, sont légion : 1936, 1945, août 1953, mai-juin 1968. Mais plus de révolution ouverte, posant, pour les travailleurs, le problème de la « conquête du pouvoir d'État », de destruction de la bourgeoisie sur le modèle de 1917. Pas de conseils. Par de soviets. Bref, pas de conquête insurrectionnelle du pouvoir à l'ordre du jour. Voilà qui mérite qu'on s'y arrête.

La Révolution d'Octobre a éclaté en Russie tsariste, dans des circonstances historiques proprement exceptionnelles. Lénine et Trotsky en avaient une claire conscience : avec angoisse et impatience, ils misaient toutes leurs espérances sur la révolution européenne. La défaite de la révolution allemande a scellé l'échec de leurs espoirs, de la révolution mondiale. C'est en réfléchissant à ces problèmes que nous avons tout naturellement abandonné (depuis longtemps) la conception léniniste du parti instrument politique, outil d'une stratégie révolutionnaire forclosée : dictature du prolétariat, donc parti centralisé démocratiquement, lutte clandestine, organisation d'un appareil militaire, etc. Nous ne sommes pas devenus anti-léninistes ; simplement sa réflexion, son expérience,

ne s'appliquent absolument pas à la conquête révolutionnaire du pouvoir dans ces vieux pays où le prolétariat, depuis des décennies, a arraché à la bourgeoisie des libertés démocratiques, déterminantes mais toujours menacées. Socialisme et démocratie sont indissociables, ou rien ne vaut. N'oublions pas : la République, les libertés essentielles qui la fondent, les garanties d'organisations syndicales, politiques, n'ont pas été concédées par une bourgeoisie progressiste, mais conquises de haute lutte, au prix d'affrontements aussi héroïques que sanglants. La possibilité de gagner la majorité du peuple à une politique anticapitaliste par l'exercice du suffrage universel n'a jamais été souhaitée par le capital. Il a dû s'y résoudre face aux luttes du prolétariat. Alors, le capital a entrepris, et est parvenu, à corrompre, à intégrer les chefs politiques et syndicaux au maintien de l'ordre social et politique. Rosa Luxembourg, la première, avait pointé avec lucidité ce danger dans l'Internationale et le puissant parti social-démocrate allemand. Ensuite, alors que le combat pour le socialisme progressait irrésistiblement, c'est par la guerre que la bourgeoisie a saigné le prolétariat européen. Après la trahison de la II^e Internationale, la proclamation de la III^e, sa dégénérescence, la réflexion sur ces questions s'est interrompue parmi les révolutionnaires. Un impératif s'imposait : survivre face au stalinisme. Passer le témoin du socialisme aux nouvelles générations. Le modèle bolchevique a donc continué à donner le la, comme on répète des dogmes, devenus sans objet.

Ainsi, en 1936, Trotsky écrit : « C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution ». La classe ouvrière

se constitue en classe révolutionnaire par la grève générale spontanée, impose à la SFIO et au PC, comme si... elle n'avait pas confiance, que le gouvernement de Léon Blum traduise en décisions législatives les quelques réformes significatives de son programme. La grève avec occupation d'usines se répand comme une traînée de poudre. La bourgeoisie, terrorisée, cède... et le « début classique de la révolution » n'a pas de suite. Évidemment le PCF, auréolé d'une URSS qui alors représente pour des millions d'opprimés la patrie du Socialisme, joue le rôle de briseur de grève générale, et de révolution possible. Mais il peut d'autant plus aisément y parvenir qu'il n'y a pas eu création de conseils dans les usines, ni de soviets dans les localités. Pas de « double pouvoir ». C'est que le suffrage universel apparaît aux larges masses comme l'arme révolutionnaire par excellence, combinée à la lutte des classes. À l'organisation syndicale et politique. Il en sera de même à la Libération avec la Constituante alors que, pour de Gaulle et Thorez, il s'agit de reconstruire l'État, de désarmer les résistants, de protéger la propriété privée menacée. Mais revenons en 1936, cette fois sur l'autre versant des Pyrénées. La révolution espagnole éclate lorsque les cercles dirigeants de la bourgeoisie espagnole (soutenus par l'Angleterre, Hitler et Mussolini) s'engagent par le coup d'État de Franco dans la guerre civile contre la République, celle que les peuples d'Espagne, par leur vote, ont contribué à imposer. Comme le prévoyait Engels, c'est dans ce cas les dirigeants (bourgeois) s'opposant à la légalité imposée par le suffrage universel qui provoquent... la révolution, l'armement des masses.

De nombreux camarades, traquant

notre opportunisme, objecteront que chacune de ces situations révolutionnaires aurait pu être victorieuse sans l'action contre-révolutionnaire des appareils. Certes. Encore faut-il préciser qu'à chaque fois que le problème du pouvoir s'est trouvé posé, la classe ouvrière, dans l'action, a considéré normal, naturel, efficace, d'utiliser le bulletin de vote pour mettre en forme l'alternative politique. Les appareils ont à chaque fois pu contenir, dévoyer l'action révolutionnaire, non parce que les travailleurs trouvaient légitime d'utiliser les élections pour changer de majorité, de gouvernement, voire de régime, mais bien parce que les dirigeants ouvriers en charge de cette besogne ont refusé d'ouvrir la perspective anticapitaliste, de tenir leurs engagements !

En s'adaptant, en s'intégrant par le parlementarisme à la société bourgeoise, les appareils ont dévoyé le suffrage universel pour finalement en faire un moyen de leur domination sur les salariés. Avec l'habituel chantage : c'est nous, ou la « droite ». C'est ainsi que les partis ouvriers sont entièrement responsables du développement de l'abstention populaire qui finalement leur laisse les mains libres, écartant de la vie politique des millions de chômeurs, de salariés désabusés. Or, loin d'être un obstacle à l'action révolutionnaire, les élections permettent d'ouvrir la voie à l'action anticapitaliste, à l'unique condition que les révolutionnaires, lorsqu'ils sont élus, utilisent la victoire électorale pour engager la destruction de l'État bourgeois et disloquer la propriété privée [2]. La bataille électorale est un moment de la mobilisation des masses. La victoire doit être un point d'appui pour exploiter la brèche ouverte, combattre avec plus de force la bourgeoisie,

engager son expropriation, jeter aux orties la V^e République, changer de constitution. En 1981, lorsque pendant quelques semaines « l'union de la gauche » a fait mine de balbutier son programme dans ses actes d'apparence anticapitaliste (nationalisations, suppression de la Cour de Sécurité, abrogation de la peine de mort), tous les exploités, opprimés, petites gens des villes et des campagnes soutenaient à bloc Mitterrand et le gouvernement de Pierre Mauroy. La grève, la manifestation comme les élections exigent donc la même ardente obligation de fidélité à ses convictions, au mandat obtenu, on a envie d'écrire à une... morale socialiste ! Hors de quoi, pour citer Marx, on rejoint les rangs des « déclamateurs démocrates ».

Ce constat ne vaut pas que pour la France. Depuis que les libertés républicaines, démocratiques, politiques, d'organisation ont été conquises dans la plupart des pays capitalistes avancés, la « prise du pouvoir » n'a jamais été sérieusement envisagée par les opprimés autrement qu'essentiellement par l'exercice du suffrage universel. À l'inverse, la révolution, l'insurrection, n'ont éclaté que là où monarchie, fascisme, dictature corporatiste... ou stalinienne (!), dominaient la société.

Si nous abordons aujourd'hui de front ces problèmes, ce n'est pas que nous nous soyons assagis et que, l'âge aidant, nous rêvions de sinécure parlementaire. Au vrai, ce débat est d'actualité, nécessaire ; le mythe de la « prise du pouvoir » par la « démocratie directe » sans règles ni constitution est, à nos yeux, un procédé de ronflante rhétorique, qui masque un manque de confiance dans les masses, quant aux possibilités réelles, non utopiques, de disloquer l'État bourgeois, de supprimer

la propriété privée des moyens de production. De prendre en charge, réellement, la construction « d'un autre monde ». Non par une avant-garde éclairée, mais avec l'aval, la participation active de la multitude des exploités, des opprimés.

Jusqu'à hier, nous étions de très faibles minorités, luttant contre le capital, le stalinisme et la social-démocratie. Les révolutionnaires luttaient... pour leur survie. Jamais, autrement que de manière générale, propagandiste, nous n'avons réfléchi sérieusement à la question du pouvoir, de l'alternative. Et encore aujourd'hui, les responsables du PT, de la Ligue, de LO, s'expriment sur ces questions par rapport aux appareils qui seraient seuls légitimes à gouverner. Les faits vont rudement les interpeller.

À l'évidence nous sommes à la veille d'événements politiques considérables en France [3], voilà pourquoi nous devons débattre avec les salariés des voies et des moyens pour combattre victorieusement le capitalisme et donc gouverner. Et gouverner comment ? Sur quels objectifs ? Quel programme ?

Après la boucherie mondiale provoquée par l'union sacrée, l'espoir né de la Révolution d'Octobre, pour des raisons mille fois analysées, s'est transformé en cauchemar totalitaire, en Russie, puis en Chine, à Cuba, etc. Le stalinisme a été le chien de garde du capital durant des décennies et le demeure là où la révolution démocratique ne l'a pas encore balayé. Nous sommes loin d'avoir tiré toutes les conséquences de cette sanglante barbarie antisocialiste.

Espérons que les salariés ne confieront plus de chèque en blanc à quiconque pour exercer le pouvoir en leur nom sans sourcilieux contrôle. La délégation de pouvoir, c'est le

contrôle mais aussi bien sûr la révocation ; c'est l'une des conditions d'une démocratie vivante. Nous devons élaborer sur ces problèmes clefs, quasiment laissés en jachère depuis la Commune de Paris.

Toute réflexion sérieuse sur l'actualité du socialisme impose immédiatement un postulat : pas de règlement progressiste de la question sociale, d'organisation économique civilisée, sans garantie de progrès démocratiques, protégeant, élargissant les libertés. C'est la question politique centrale. Ce n'est pas au nom de la dictature, fût-ce celle du prolétariat (!), que les salariés s'émanciperont, émanciperont l'humanité des rets du capitalisme.

Quel autre moyen pratique que le suffrage universel pour progresser dans cette voie ? Quelle autre lutte que celle « évolutionniste » évoquée par Engels, par opposition au prétendu grand soir, à un règlement immédiat, brutal, du rapport social ?

Quel autre principe que la « lente et ennuyeuse » bataille pour convaincre, rassembler et gagner la majorité sur un programme d'expropriation du capital ?

Le salariat doit ressaisir le suffrage universel pour le rénover par les méthodes révolutionnaires, pour en faire, avec la grève, la manifestation, l'instrument privilégié du changement politique en définissant des règles absolues, programmatiques, de démocratie. C'est-à-dire de lutte permanente contre toutes les dérives de la bureaucratie. Les élus comme les permanents sont certes nécessaires, mais de fait, ils constituent un danger mortel pour le mouvement ouvrier. La permanence... des permanents est un cancer pour l'organisation comme pour les permanents qui deviennent des éclopés sociaux... Tout un protocole doit être

élaboré pour éviter la cristallisation professionnelle, dans les syndicats, les partis, des porte-parole, des délégués, des responsables, des élus. À plus forte raison dans l'État. Un, deux, trois ans de responsabilité politique, et retour au travail, à la base. Un homme (une femme), un mandat et un seul. Aucun cumul. Pas de « révolutionnaires professionnels », des amateurs éclairés, bénévoles, conscients, avec une rotation systématique. Plus de professionnels de la politique socialiste : défendre un idéal n'est pas un métier, c'est un service. Une cause. Faut-il rappeler que la Constituante rassemblait des hommes n'ayant jamais exercé de mandat, afin de leur garantir liberté, légitimité, d'éviter corruption, bu-

reaucratie.

Ce sont ces principes qu'il faut révisiter, élaborer, moderniser, populariser.

Le pouvoir, le gouvernement, ne sont plus des chimères : les salariés, les opprimés au sens large peuvent imposer leur gouvernement. Un gouvernement anti-capitaliste de salut social, de salut démocratique, un gouvernement sans privilèges, contre les privilèges de la propriété privée, de la noblesse d'État, un gouvernement bon marché. Le gouvernement d'une VI^e République sociale, démocratique, défendant ces principes pour tout le continent, mobilisant les peuples pour les États-Unis démocratiques et socialistes d'Europe.

La démocratie est le moteur de toute activité révolutionnaire sérieuse. Tant qu'un salarié soucieux de combattre le système craindra que les résultats de cette lutte n'aggravent sa situation, celle de ses enfants, le capital disposera de la meilleure garantie-vie ! C'est par la démocratie que la propriété privée doit être abattue. C'est seulement par la démocratie que le salariat peut l'emporter dans l'action révolutionnaire. L'émancipation des travailleurs pourra alors vraiment être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La démocratie socialiste est une idée neuve.

¶

Notes

1- L'inénarrable Henry Weber, dans le registre de la caricature anti-trotskyiste, obtient la médaille d'or du comique troupier. Le 15 septembre, dans une tribune libre publiée dans Libération sous le titre enchanteur « Le programme archaïque du trotskisme », polémiquant avec Daniel Bensaid, l'honorable sénateur écrit : « Comment s'y prend-on pour nationaliser -pardon, "s'appropriier socialement"- des grands groupes transnationaux, dont les établissements et les activités sont répartis dans des dizaines de pays et au moins sur trois continents ? L'ultra-gauche ne nous l'explique pas. Pas plus qu'elle ne nous explique par quoi on va remplacer ces entreprises multinationales, ni ce que vont devenir leurs salariés. Le terrible XX^e siècle nous a enseigné que partout où

l'on a aboli les libertés d'entreprendre, d'échanger, de gérer, on a abouti sur la pénurie et le totalitarisme. Les partis trotskistes ne semblent pas avoir retenu cette leçon. » On affirme que depuis cet article, les veuves de J. Duclos, M. Thorez et G. Marchais lui adressent des lettres de félicitations. C'est mérité.

2- Il faudrait, sur ces problèmes, discuter avec les députés de la Ligue, de LO pour savoir ce qu'ils ont fait une fois élus, non seulement dans l'hémicycle, mais au-dehors. Discuter, puis mettre en accusation.

3- Cet article ne vise pas à faire le point de l'actualité politique. Un mot simplement. Margaret Thatcher n'aurait pas voulu de M. Raffarin... comme chauffeur. Les camarades qui craignent une « offensive libérale » doivent s'asseoir, boire un verre et reprendre leurs esprits. Depuis la grève du

printemps, le gouvernement se désagrège, va à vau-l'eau... Certes il annonce des attaques, des « réformes », mais recule en permanence car il ne dispose pas des moyens politiques pour affronter les salariés. Le chef du gouvernement a peur. La discrétion du président de la République n'est pas non plus la manifestation d'un grand courage politique... Chirac doit (encore) tenir quatre ans ! Sourions.

Il ne sera pas nécessaire d'attendre la fin de cette décennie pour comprendre ce qui va se jouer au cours de ce siècle, à savoir la survie ou non de l'espèce humaine et plus largement du vivant...

Socialisme ou barbarie : comment se pose la question en ce début de XXI^e siècle ?

Tel est l'enjeu de la lutte qui va se livrer entre les forces du capital et les forces du travail. « Le temps est l'espace du développement humain » a écrit Karl Marx (Salaires, Prix, Profit). Le temps nous est désormais compté, à nous, membres de l'espèce humaine. La catastrophe dans laquelle nous entraîne le capitalisme mondial s'annonce sous des formes multiples et qui se cumulent. La canicule de cet été a ramené brutalement dans l'actualité les conséquences destructrices pour la vie dans l'avenir de l'effet de serre. Il est le résultat d'un long processus de combustion fossile lié au mode de production capitaliste depuis son origine. La crise sanitaire a révélé une crise de civilisation. Les pannes d'électricité dans le nord-ouest américain, à Londres et dernièrement en Italie illustrent de façon démonstrative que la vie des populations, y compris des pays impérialistes, est une donnée négligeable pour le système productif actuel. Les nouvelles vagues de licenciements révèlent une hystérie dans la concurrence entre les entreprises qui n'a rien de conjoncturelle. Tous ces phénomènes sont liés à la course au

profit à l'échelle mondiale. Comme le sont également la remise en cause des retraites, la destruction progressive de toutes les protections sociales, la transformation de tous les services en marchandises et la déstructuration des relations humaines s'exprimant notamment par la violence contre soi ou contre les autres. Cet article ne vise pas à traiter en profondeur l'une ou l'autre dimension de la crise actuelle de l'humanité mais seulement à proposer quelques réflexions visant à la penser globalement, pour agir en révolutionnaires. Elles sont des matériaux pour contribuer à l'élaboration, qui ne peut être que collective, d'un manifeste inscrit dans la lutte des classes de notre époque.

CRISE DE CIVILISATION

ET PROBLEMES

MILITANTS

La crise de la civilisation capitaliste ne peut être comprise qu'en s'appuyant sur ce principe plus que jamais valide : « Pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ». L'activité politique est trop

souvent marquée au coin de l'activisme, sans réflexion sur le fond. Or bien des acteurs des luttes ne veulent plus pratiquer le suivisme à l'égard de ceux censés mieux « savoir » qu'eux. Ils ne veulent plus agir pour agir, sans comprendre contre qui et contre quoi ils luttent, sans savoir comment on lutte, sans imaginer pour quelle société ou pour quelle civilisation on lutte.

Le lien rationnel et nécessaire entre théorie et pratique est inscrit dans une perception juste de l'histoire passée et en cours. Sans le sens de l'histoire, à savoir le sens de ce qui disparaît, le sens de ce qui perdure et le sens de ce qui émerge, l'activité révolutionnaire théorique et pratique n'a tout simplement aucun sens. Mais elle se heurte à plusieurs obstacles. Il convient d'en cerner certains.

Il existe une sorte de fébrilité, y compris dans le militantisme, poussant à agir ou à s'agiter dans l'instant, sans réflexion globale et historique. Cette fébrilité est une des caractéristiques des relations sociales actuelles. Elle est à mettre en relation avec les rythmes effrénés d'exploitation provoqués par le capital et la pression qu'il exerce pour que tout le monde consomme et « communique » toujours plus et toujours plus vite. Cela s'exprime dans cette réflexion fréquente chez les salariés : « On nous en demande toujours plus. » Le Capital impose son tempo et génère des relations sociales superficielles et insatisfaisantes. Les activités de travail, de consommation ou de loisir baignent dans un sentiment dominant de frustration constamment réactivé.

Un autre obstacle est la propension instinctive chez la plupart des militants à ne pas considérer certaines des manifestations de la crise socia-

le comme des questions les impliquant politiquement. Trotsky reprochait fraternellement à des camarades américains de l'Opposition de gauche que leur presse en direction des travailleurs ne « sente pas assez le whisky ». C'est un reproche que les révolutionnaires d'aujourd'hui pourraient se faire à eux-mêmes car dans leurs écrits, il n'est guère question par exemple de la consommation d'antidépresseurs ou d'anxiolytiques, de la boulimie ou de l'anorexie, de l'addiction aux jeux de hasard (tiercé et autres), aux fast-food, aux jeux vidéo ou aux émissions de télé-réalité. Autant de questions sociales concernant directement les travailleurs et les jeunes, qui ne peuvent être traitées ni en termes de dénonciation moraliste ni en termes de revendications, à l'instar des problèmes de salaires, de conditions de travail ou de licenciements. C'est pourquoi, trop souvent, elles sont laissées à la diligence des sociologues qui ne sont pas censés, sauf à être des révolutionnaires eux-mêmes, relier l'analyse à ses implications politiques subversives.

Ce qui fonde le projet révolutionnaire d'une autre société est de mettre en évidence le maillage de nos vies par les rapports de production et de consommation. La pénétration accélérée des rapports marchands dans toutes les relations sociales peut être illustrée par l'exemple des rapports actuels entre enseignants et enseignants dans le secondaire. A son grand désarroi, l'enseignant est perçu de plus en plus comme un entraîneur, un coach, préparant des clients exigeants (et parfois agressifs) à la compétition acharnée sur le marché du travail. Une partie des élèves ne se préparent même pas à cette compétition. Une frange d'entre eux sont déjà de petits « entrepreneurs » in-

vestis dans le marché des petits trafics et n'ayant nul besoin d'un coach « enseignant ». Les autres, les plus nombreux, savent ou pressentent qu'ils et elles ont perdu la partie avant même que la compétition n'ait commencé pour eux. Pour ces deux catégories de jeunes, l'enseignant est perçu très logiquement plus ou moins comme un flic ou comme un gardien de prison. Là encore, ces relations dégradées, destructrices, qui font souffrir tout le monde, enseignants, élèves, parents d'élèves, ne peuvent pas être abordées par les militants sous un angle étroitement revendicatif. La contrainte est impérieuse : montrer en quoi le capitalisme brise ou pervertit nécessairement les relations sociales.

La réification et la dévalorisation que subissent les relations sociales sous le règne du capital passent par une perte de maîtrise de notre temps personnel, du temps collectif et du temps historique dans lequel se déploie la lutte des classes. Dans le domaine des représentations mentales, il existe une sorte de dictature du présent qu'exprime bien par exemple « les actualités » télévisées. C'est une dictature qui écrase et tétanise les consciences comme si la marche du monde n'était guidée que par une immense fatalité. Avec une avalanche d'informations formatées et une mise en scène répétitive d'événements consternants, on injecte massivement chez des millions de téléspectateurs des affects tristes, comme aurait dit Spinoza. Cette mascarade médiatique a pour but de créer et de consolider le sentiment chez chaque téléspectateur qu'« on n'y peut rien ». Ce sentiment est au cœur de cette « opinion publique » que les médias et les politiciens font mine de consulter avant d'agir comme le faisaient les Grecs anciens en

interrogeant la pythie de Delphes. Mais les propos de cette pythie moderne que constitue l'opinion publique sont beaucoup plus faciles à interpréter ! L'opinion publique, référence constante de toutes les démocraties impérialistes, n'est que l'opinion fabriquée pour le public par les différents organes de communication du Capital.

Pour les exploités, il n'y aurait plus de passé, celui de leurs luttes, que l'on pourrait utilement étudier, revisiter pour éclairer le présent et nourrir un imaginaire indispensable pour mener des actions efficaces. Le fameux devoir de mémoire qui est mis à toutes les sauces n'inclut pas celui de bien connaître l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Les social-démocrates et les staliniens accompagnent cet effacement de la mémoire, ne tenant pas à ce qu'une nouvelle génération de salariés soit bien au fait de leurs infamies et de leurs trahisons comme de ce que leur classe a été capable d'accomplir dans le passé.

Pas d'avenir non plus ! Il faudrait subir le monde tel qu'il est, éternellement. Juste se contenter d'espérer des améliorations marginales et temporaires. Les analogies et références superficielles puisées dans l'histoire du mouvement ouvrier ne sont d'aucune utilité, mais elles ne constituent plus un réel danger depuis quelques années en comparaison avec la tendance lourde à tout simplement se désintéresser de cette histoire-là.

« L'ARCHIPEL DU CAPITAL »

Le Capital ne peut se comprendre que comme un système historique, donc périssable. Le double mouvement permanent de la pensée révolutionnaire nous conduit à dire :

1/ Il n'est pas possible de seulement penser un autre stade de civilisation humaine au-delà du règne du Capital, sans comprendre son fonctionnement fondamental, ce qu'il nous léguera mais aussi les formes nouvelles qu'il est toujours susceptible de prendre pour assurer sa perpétuation.

2/ De même qu'on ne pouvait comprendre le système esclavagiste qu'en voulant l'abolir, il est illusoire de vouloir comprendre le système de domination actuel sans avancer explicitement l'objectif de la transformation socialiste de la société.

Marx a dévoilé l'essence du capital. Il a condensé en une phrase ce qui constitue le fondement de l'analyse et du dépassement du capitalisme : « Le capital est un rapport social médiatisé par des choses. » Et ce rapport social est un rapport de domination d'une classe par une autre. La reproduction de ce rapport est assurée, étayée par la quasi totalité des pouvoirs et institutions économiques, politiques et sociales sur tous les continents. A quoi il faut ajouter toutes les constructions idéologiques engendrées par ces pouvoirs et institutions pour contrer et paralyser les efforts des travailleurs pour se défendre et s'émanciper. Le système du Capital est arrivé à un tel niveau de complexité et de rigidité dans son fonctionnement, de férocité dans son rapport avec le Travail et d'efficacité au plan idéologique qu'il barre la route à toutes les tentatives et velléités de l'amender ou de le contrôler.

Sa dimension spatiale actuelle affecte toute la planète dans tous ses coins et recoins, sol, sous-sol et atmosphère inclus. « L'archipel du Goulag » a disparu, « l'archipel du Capital » s'impose à tous, unifiant et déchirant toute l'humanité par ses standards d'exploitation et de

consommation. Cette image de l'archipel empruntée à un article de Charles-André Udry [1] est évidemment discutable dans l'interprétation que je vais en donner. Elle a l'avantage d'évoquer un ensemble qui est à la fois unifié et fragmenté. On y trouve des îlots protégés, « sécurisés », pour les plus riches qui pratiquent en toute quiétude la surconsommation : quartiers luxueux pour « gens bien » à New York, Paris, Casablanca ou Bangkok, lieux de villégiature pour milliardaires, zones protégées pour les capitaux, à savoir les paradis fiscaux. Aux confins se situent de vastes espaces peuplés par les deux tiers de l'humanité où dominent la peur du lendemain, une violence multiforme, l'impossibilité de satisfaire les besoins fondamentaux de la vie humaine : manger, boire de l'eau potable, se loger décentement, se soigner, apprendre à lire et à écrire, etc. Et il y a aussi des zones intermédiaires où les classes moyennes urbaines et rurales et les couches les moins exploitées de la classe ouvrière tentent, avec des chances diverses, d'échapper à la faillite, à la précarité et à « l'exclusion ». Les « centres » richissimes sont plus dilatés dans les pays impérialistes. Les périphéries insolubles mais corvéables à merci gagnent toujours plus de terrain en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Extrême Orient et à l'Est de l'Europe. Le capital mondialisé a transformé les trois quarts de la planète en un immense ghetto pour pauvres, un ghetto en expansion continuelle.

Le réseau du capital financier couvre l'ensemble de cet archipel monstrueux par ses excès de pauvreté comme par ses excès de richesses. Il en active ou stérilise telle ou telle partie, tel ou tel secteur selon leur degré de rentabilité. Le capital a mul-

tiplié les moyens les plus sophistiqués pour capter la plus-value dans tous les pays. Il a asservi tous les vieux appareils d'État et créé de nouvelles institutions performantes pour accroître et garantir ses profits (Banque Mondiale, FMI, OMC, Banque Centrale Européenne), etc. De la force de travail du mineur ukrainien, du jeune orpailleur brésilien, de l'ouvrier de Détroit, de l'enfant tisserand en Inde ou de l'informaticien de la Silicon Valley, le capital extrait une plus-value qui à la suite de diverses mutations alimente cette masse de capital fictif qui, périodiquement, part en partie en fumée après quelques séances boursières mouvementées. C'est méconnaître ou refuser de comprendre la synergie profonde entre les différentes formes du capital et sa reproduction globale que de s'imaginer que seule la sphère boursière du capital serait absurde et nuisible, qu'il y aurait une strate industrielle du capitalisme ayant une légitimité pour satisfaire les besoins humains. Il n'en est rien. La concurrence dans la recherche du profit maximum introduit le chaos dans tous les domaines, aussi bien dans l'industrie, l'agriculture, les transports, la santé, l'éducation, la recherche scientifique que la culture.

L'HUMANITÉ

EST EN DANGER

Jamais un système d'exploitation de l'homme par l'homme ne s'était accompagné de progrès aussi fantastiques, dont un des derniers et non des moindres a été le décryptage du génome humain. Il s'accompagne de formes de régression tout aussi fantastiques. Les choses en sont arrivées à un point où l'existence même de l'humanité est en danger. La fin

de l'histoire de l'espèce humaine est possible. Outre les guerres provoquées directement ou indirectement par les puissances impérialistes, au premier rang desquelles les États-Unis, il faut considérer que la recherche effrénée du profit depuis deux siècles par les capitalistes sur tous les continents se traduit de plus en plus par des catastrophes écologiques qui peuvent un jour rendre les conditions de vie impossibles de façon irréversible pour l'espèce humaine et bien d'autres. Ce ne sont pas seulement les conditions de reproduction du capital qui deviennent de plus en plus aléatoires, ce qui explique l'offensive tous azimuts, contre les conditions d'existence des classes populaires. Ce sont les conditions de reproduction de la vie qui sont menacées. [2]

Le conflit entre le combat pour sauver l'écologie de la planète et celui pour perpétuer l'existence d'un système économique prédateur et destructeur de la vie sous toutes ses formes est total, sans point d'équilibre possible.

Nous subissons les effets d'une société mondiale du profit à irresponsabilité illimitée. Comme une partie des populations s'indigne et se révolte contre un tel comportement irresponsable, des dispositifs de pseudo-contrôle et de pseudo-régulation sont en place, parmi lesquels on peut citer l'ONU, l'OMC ou le protocole de Kyoto. Politiquement il est bon pour les maîtres du monde de faire croire qu'une régulation du système est en œuvre ou possible dans l'avenir. L'impuissance de ces institutions prétendument régulatrices est un peu trop voyantes. Elles n'empêchent pas les guerres, la pollution, l'accroissement de la misère, etc. Leurs experts et porte-parole, caricatures d'humanistes copieusement ré-

munérés, accompagnent toutes ces calamités et les déplorent avec des discours lénifiants. Ils ne créent pas des illusions au point d'entraver les mobilisations. Mais ils bouchent idéologiquement l'horizon. Car ceux dont la devise devrait être « un autre réformisme est possible » s'empres- sent de faire croire que seuls les choix politiques regroupés sous le terme de néolibéralisme sont contestables et doivent être combattus. Ils se réjouissent que parmi ce qu'ils appellent « les élites » et qui sont les gouvernants et les capitalistes, il y ait des gens raisonnables auprès de qui on puisse se faire entendre.

LES FORCES DU CAPITAL

CONTRE LES FORCES

DU TRAVAIL

Il n'y a pas des productions qui seraient vitales et devraient échapper à l'emprise du marché plus que d'autres. L'ensemble de ce qui est produit à l'échelle mondiale doit échapper à l'emprise du Capital : sources d'énergie, moyens de transports, services. Car toute production prise dans les filets du Capital a inexorablement un caractère mortifère, en contribuant directement ou indirectement à épuiser les sols, à polluer les mers et l'atmosphère, à ruiner la santé des travailleurs et des habitants des grandes conurbations, etc.

Faudra-t-il parler d'un « droit à la vie durable », après avoir décliné toutes sortes de droits (au logement, à la santé, à l'éducation, à un emploi, à un revenu décent, etc.) ? Selon Marx, la classe ouvrière n'avait qu'un seul droit véritable, celui de faire la révolution. « La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien. » Il est urgent de réactualiser cette façon de

poser le problème. Le prolétariat d'aujourd'hui déborde très largement sa composante ouvrière par le développement des activités de commercialisation, d'administration et d'échange. Le monde des salariés et de tous ceux qui ont été éjectés du salariat ou ne parviennent pas à y accéder constitue une classe. Tout en sachant que cette classe a subi des revers et qu'elle n'a que faiblement conscience d'être une classe, contrairement à la bourgeoisie, les révolutionnaires ont pour rôle primordial de favoriser l'émergence de cette conscience. Rien ne peut remplacer ou se substituer au progrès de cette conscience. Le XX^e siècle est riche en expériences douloureuses ou dramatiques où des partis se sont substitués délibérément, et parfois à leur corps défendant, à l'activité consciente du prolétariat.

Sur quoi faire fond pour favoriser le développement de cette activité consciente ? Chaque guerre, chaque injustice, chaque empiétement dans des domaines élémentaires des besoins sociaux illustre où réside le problème essentiel. La propriété privée des moyens de production, de communication et d'échange est une entrave à la satisfaction de tous les besoins de l'humanité, sans exception. Être conscient de cela, c'est prendre une place précieuse dans un grand collectif des forces organisées du Travail pour que ces forces triomphent.

« L'ÉMANCIPATION
DES TRAVAILLEURS
SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS
EUX-MEMES »

Nous fondons notre réflexion collecti-

ve et nos actions sur ce principe. En soi cela pourra apparaître comme tout à fait banal et évident. C'est pourquoi il faut s'arrêter sur ce que signifie cette affirmation pour nous. Être marxiste révolutionnaire à notre époque consiste à se penser d'abord comme un travailleur (« manuel » ou « intellectuel ») parmi d'autres, ayant ses singularités (comme tout travailleur) et agissant parmi la collectivité des travailleurs auquel il appartient. Il faut abolir cette extériorité du « militant » apportant sa science de la pensée politique, syndicale ou associative à une masse de travailleurs jugés plus ou moins ignorants qu'il s'agit de guider dans la bonne voie. La singularité principale du travailleur marxiste révolutionnaire est qu'il ou elle doit produire des analyses, exprimer des idées. La posture du tribun ou de l'avocat des travailleurs est étrangère au marxiste révolutionnaire de notre époque. C'est une prétention dérisoire et dépassée qu'il laisse à celles et ceux qui s'arrogent des privilèges symboliques ou non en endossant l'habit (qui est parfois malheureusement l'uniforme d'un groupe voire la livrée d'un appareil) de « dirigeant », de « responsable », de « délégué » ou de « porte-parole ». L'appartenance à une organisation politique, syndicale ou associative ne peut engendrer pour un marxiste révolutionnaire qu'un surcroît de modestie, une exigence intellectuelle plus grande, un scrupule plus aiguisé à l'égard des autres travailleurs et non cet air de supériorité tranquille, couplé à une bonne dose de fausse modestie pour faire diversion, qui fonde trop souvent l'identité du « militant ». Ce sont ces mécanismes collectifs hérités de la dégénérescence social-démocrate et stalinienne du mouvement ouvrier qu'il est vital de comprendre et de

débusquer jusqu'au niveau individuel (et donc de son propre individu) pour renouveler et revivifier une perspective d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Ni les courants s'affirmant trotskystes, maoïstes ou guévaristes, ni ceux s'affirmant anarchistes ou libertaires n'ont échappé à ce complexe de supériorité du militant qui parle beaucoup et écoute peu les travailleurs ; ce qui est une des manifestations de sa posture d'homme ou de femme « qui sait » par avance. Les protestations de fausse modestie ne peuvent cacher la réalité de cette posture sur le terrain.

Tout progrès dans la compréhension d'un membre ou d'un autre doit devenir un bien collectif pour le monde du travail et non le privilège de pseudo-élites politiques qui cherchent à en imposer pour s'imposer. Le fait que dans les conditions sociales et historiques actuelles, ils ont très peu de chances d'y parvenir ne signifie pas que les comportements élitistes ne doivent pas disparaître et laisser place à d'autres relations que nous qualifierons d'égalitaires ou si on préfère de démocratiques. Un des caractères nouveaux particulièrement réjouissant des luttes de notre époque est la forte pression d'exigence démocratique qui s'est exprimée avec une vigueur particulière lors du mouvement de mai-juin 2003 en France.

Dans ce pays la défection généralisée des salariés à l'égard des partis de gauche gouvernementaux, qui s'est exprimée de façon éclatante aux présidentielles d'avril 2002, a fini par dégager un espace d'autonomie, pour une nouvelle approche de la politique et pour un nouveau développement des formes d'auto-organisation. Vouloir participer et contrôler démocratiquement ses organes de

lutte est une condition nécessaire pour s'impliquer dans tous les problèmes sociaux et pour penser l'avenir. Nous sommes dans la première étape d'un redémarrage au sens profond, réel, de la politisation des salariés et de la jeunesse. A partir de là peut s'édifier le socle d'un projet global, pour construire une autre société, au-delà du capitalisme.

QUELLE PROPRIÉTÉ SOCIALE ? UNE QUESTION STRATÉGIQUE

Tracer une perspective pour les luttes ne se conçoit pas sans tenter d'élaborer constamment les grandes lignes d'un programme. Ne pas être en mesure de répondre de façon claire et vivante à la question « quel programme proposez-vous ? », c'est en réalité se dérober, renoncer à son identité de révolutionnaire, c'est-à-dire d'être humain pensant par avance la possibilité d'un avenir communiste pour l'humanité. Les exploités et les dominés ne veulent pas que des « spécialistes » leur demandent de consommer un programme tout fait. Mais ils et elles ne pourront élaborer et se battre pour leur propre programme que si un certain nombre de propositions programmatiques leur sont soumises. Nous ne pouvons pas nous contenter de dire que le programme permettant le passage à une autre société n'est que l'addition des revendications avancées par les salariés, même si elles en sont le tremplin naturel.

A la question « Contre quoi lutte-t-on ? » la première réponse peut se formuler ainsi : le système capitaliste mondial, avec son réseau de pouvoirs étatiques, économiques, politiques, idéologiques, avec toutes ses ramifications nationales, régionales

et locales. Chaque lutte particulière contre un patron, un État, un pouvoir, un propriétaire individuel ou anonyme ne prendra tout son sens que comme fragment et étape de cette lutte d'ensemble contre ce système. Encore faut-il mettre en évidence ce qui est au cœur du système capitaliste, à savoir la propriété privée des moyens de production, de communication et d'échange. Ne pas cibler cet élément central serait méconnaître totalement la nature du système de domination en place. Ne pas se préparer à abolir cette propriété privée-là vouerait toutes les luttes les plus déterminées à l'échec. Les démocraties impérialistes que certains appellent les « États de droit » ne font que protéger les droits des propriétaires capitalistes. Ces États sont pour les bourgeoisies impérialistes des fournisseurs de marchés protégés, des compagnies d'assurances les préservant contre les aléas du marché et de la concurrence. Les États renflouent les capitalistes essentiellement avec l'argent ponctionné sur les classes populaires.

Il serait d'une naïveté criminelle de s'imaginer que leur fonction « normale » serait de défendre les intérêts généraux ou certains droits particuliers d'une nation donnée, de maintenir en vie des services publics par exemple. Tous leurs agissements démontrent le contraire.

La destruction de tous les appareils d'État par les exploités et les dominés est donc une condition pour abolir la propriété privée, pour lui substituer la socialisation des moyens de production, de communication et d'échange et simultanément pour ouvrir la possibilité d'un plein épanouissement d'une démocratie digne de ce nom. Avant même d'être le résultat d'un processus révolutionnaire concret, la destruction des États

commence dans la conscience des hommes et des femmes qui luttent pour une autre civilisation, sans État, sans exploitation et donc sans violence ni domination.

La nécessité d'une appropriation collective de toutes les sources de richesses a été particulièrement mise sous le boisseau ces dernières années. L'effondrement du bloc de l'Est a été le prétexte pour jeter le discrédit sur cette exigence. Bien des militants, y compris qui avaient combattu le stalinisme d'un point de vue révolutionnaire, se sont repliés sous la pression idéologique dominante sur une formulation beaucoup plus acceptable : « une autre répartition des richesses ». Cette formulation est dans le meilleur des cas superficielle et inoffensive, et dans le pire, elle ouvre la voie à de nouvelles illusions réformistes. Nous ne pouvons pas laisser planer un flou qui n'a rien d'artistique, sur la question de la propriété sociale. Soit nous restons sous le régime de la propriété privée, celle qui anime le Capital et impose son totalitarisme de la marchandisation et du profit. Soit nous passons au régime de la propriété collective, celui des forces du Travail, qui permet la satisfaction des besoins de tous et l'épanouissement de formes authentiques de démocratie et de création à l'échelle mondiale.

Dans leur Manifeste publié en 1848, Marx et Engels affirmaient que les communistes se distinguaient des autres tendances socialistes et démocratiques de leur époque parce qu'ils accordent une importance particulière à la question de la propriété. Ce point n'a pas vieilli. Nous devons plus que jamais le faire nôtre et l'actualiser.

PRÉPARER

LA CIVILISATION SOCIALISTE MONDIALE

La bigarrure des positions défendues par les idéologues de la bourgeoisie ne les empêche pas de s'accorder sur quelques formules récurrentes : « l'horizon du capitalisme est indépassable ; les notions de socialisme ou de communisme sont marquées du sceau de l'infamie totalitaire ; la notion de révolution est assimilable à une volonté stupide de vouloir préparer le Grand Soir ». Cette pression idéologique est incontestablement efficace, au point d'être intériorisée par nombre d'acteurs des luttes sociales. Les caricatures de ces idéologues visent à détourner de notions indispensables pour penser l'avenir de l'humanité sans la domination du capital. Leur objectif est de dépossé-

der les dominés et les exploités de toute formulation d'un projet cohérent global d'émancipation.

Il est ici nécessaire de préciser ce qu'on entend par révolution : un processus long et complexe qui ne se programme pas mais se prépare activement. Pour mener un tel processus à bon terme, il faut une gigantesque accumulation de luttes de tous ordres et une compréhension collective particulièrement aiguë des buts historiques. Aucune révolution ne doit être traitée comme un fétiche. Ni la Révolution française, ni la Commune de Paris, ni la Révolution russe, ni la Révolution espagnole. Aucune n'a un caractère d'exemplarité absolue. Sauf à les déconnecter du mouvement réel de l'histoire, personne ne peut les présenter ni comme un modèle absolu ni comme un re-

poussoir absolu. Cela ne signifie pas que ces révolutions-là et bien d'autres nous ont définitivement tout dit et ne doivent plus être étudiées à la lumière des problèmes actuels.

Les révolutions ne sont pas des buts en soi. Mais on ne voit pas comment les classes dominées pourraient s'en passer. Elles sont des moyens nécessaires pour déposséder des classes dirigeantes de leur pouvoir et de leurs propriétés.

Qu'on l'appelle socialisme ou communisme mondial, notre visée commune est de préparer l'avènement d'une civilisation où les notions de pouvoir, de droit, de richesse et y compris de travail soient dépourvues de sens. Penser cela dès aujourd'hui, c'est permettre sa réalisation dans le futur.

Le 3 octobre 2003

Notes

1- Charles-André Udry, « Socialisme », Carré rouge n° 14, mai 2000, page 53

2- François Chesnais et Claude Serfati, « La fracture écologique », article paru dans le n° 4 de Contre Temps, mai 2002, et extrait de la communication faite au Congrès Marx International III (26 au 26 septembre 2001)

Le texte qui suit a été rédigé par l'association Agir ensemble contre le Chômage et la précarité ! (AC !) de Quimper et plus tard envoyé à Carré Rouge, suite à deux conférences données par Bernard Friot. Bernard Friot a écrit dans Carré Rouge. D'autres lecteurs le connaissent en raison des interventions informées et passionnées qui ont été les siennes dans plusieurs assemblées de quartier, en particulier à Paris, en mai et en juin, lors du combat contre la loi Fillon sur les retraites. Le texte d'AC ! Quimper s'inspire librement de ses analyses. La section " « Ce que nous voulons » et celles qui suivent sont un exemple du travail que les salariés ont commencé à mener dans des assemblées ou des comités en vue d'un programme de défense de leurs conditions élémentaires d'existence et de travail. Carré Rouge ne pouvait évidemment que le publier : on ne pouvait trouver meilleure illustration aux articles qui précèdent...

Salaire pour tous !

Comment répondre au projet de « refondation sociale » qui démolit méthodiquement les droits sociaux du siècle passé ? En contre-attaquant à la hauteur de l'enjeu. Ce texte présente des arguments pour une nouvelle ambition politique. Une feuille de route pour les luttes à venir ?

DROITS DEVANT !

Dans ce pays, les deux derniers siècles d'histoire sociale ont été marqués par de grandes victoires politiques des « classes populaires » (celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre) sur ceux qui possèdent un patrimoine leur assurant des revenus sans travailler (congrés payés, retraites, congés maladie, etc.). L'obtention de droits sociaux

importants, suite à des batailles enragées, est un fait majeur dont nous héritons de nos parents.

C'est parce que nos grands-parents et parents ont obtenu ces droits au cours des décennies passées que nous sommes en mesure de prendre conscience des régressions démocratiques actuelles.

C'est parce que cette dynamique d'accès à des droits nouveaux pour tous a fortement fragilisé les droits d'une minorité à l'appropriation de la valeur créée par d'autres, que nous assistons ces vingt dernières années à une contre-offensive politique.

Celle-ci a marqué des points. Mais ses succès sont partiels et fragiles tant les gains de l'histoire passée sont importants. Seule une incompréhensible indifférence du plus grand nombre à la question de ses

droits sociaux lui permettrait de réussir. Ces dernières années, force est de constater que c'est très souvent cette invraisemblable désertion par tous du terrain où se joue l'avenir de chacun qui a prévalu. Mais même là, les quelques mouvements importants qui ont pu troubler la surface limpide des choses ont eu des retentissements considérables (grèves et manifestations de décembre 1995 par exemple).

Notre étonnante disposition à nous laisser dépouiller de ce pour quoi nos aïeux ont versé sueur et sang ne peut s'expliquer que par la puissance de la croyance que les combats démocratiques sont aujourd'hui désespérés et que les puissants gagnent toujours.

« Les pauvres sont toujours plus pauvres et les riches plus riches » comme le proclament certains slogans de nos manifestations ? Cette croyance est contredite par deux siècles d'histoire passée. Elle sonne le clairon d'une reddition en rase campagne.

Le terrain repris par les possédants ne l'a été que par occupation de zones désertées, que nous avons inexplicablement laissées à leur avantage alors qu'ils étaient acculés.

Nous ne nous battons pas dos au mur. Nous sommes portés par une dynamique historique formidable. Prendre conscience de celle-ci permet de redonner sens aux enjeux politiques de l'heure.

La révolution du salaire a eu lieu. Elle reste inachevée car nous ne nous saisissons pas de ce qu'elle rend possible.

QU'EST CE QUE

LE SALAIRE ?

Le salaire paye l'exploitation du travail. Il est la contrepartie en monnaie

d'une part de la valeur produite par le travail subordonné. Celui-ci renvoie le plus souvent à la mise en œuvre de qualifications professionnelles homologuées au sein d'une organisation sociale hiérarchiquement contrôlée (entreprise, administration, etc.) C'est ce salariat que nos aïeux socialistes projetaient d'« abolir » pour instaurer la libre coopération de tous et de toutes.

Mais le salaire n'est pas que cela. Depuis que la révolution du salaire a été entamée, laborieusement, à compter de la fin du dix-neuvième siècle, il est aussi et surtout autre chose.

Le droit au salaire est la plus haute expression du droit au revenu. Une part croissante du salaire (au moins jusqu'au début des années 1980) paie du temps libre.

Aujourd'hui, le salaire se décompose en deux parties.

LE SALAIRE DIRECTEMENT PERÇU PAR LE SALARIÉ OCCUPÉ

C'est ce qu'on appelle généralement le « salaire net ». Ce salaire n'est pas un prix. Il ne mesure pas la « productivité du travailleur ». Il est le résultat d'une négociation politique, fondée sur un rapport de force imposant la reconnaissance de qualifications homologuées dans des conventions collectives ou des statuts professionnels. Quant au Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC), il n'est pas le prix du travail peu qualifié. Le SMIC fixe le montant du revenu minimum pour vivre. Le salaire direct paie également du temps hors de l'entreprise. En conséquence les congés payés, les congés de formation, les congés maladie ou maternité sont du temps libre que l'employeur est obligé de payer au salarié alors qu'il ne tra-

vaille pas.

LES COTISATIONS SOCIALES POUR LES FAMILLES, LES MALADES, LES CHOMEURS ET LES RETRAITÉS

C'est ce qu'on appelle souvent, à tort, les cotisations « salarié » et les cotisations « employeur ». Elles sont entièrement payées par l'employeur : il serait préférable d'appeler « salaire brut » le salaire total (salaire direct + cotisations sociales). Ces cotisations font l'objet d'un contresens (dont la récurrence mesure l'ampleur de la contre-révolution politique) puisqu'elles sont souvent qualifiées de « charges sociales ». Or cette part mutualisée du salaire, à la différence du salaire direct, représente la part de la valeur produite qui paie du temps libre.

Les retraites, les allocations chômage sont du salaire. Les employeurs sont contraints de verser des cotisations qui servent à payer des salaires aux individus alors qu'ils ne travaillent pas. Les pensions retraites ou les allocations chômage ne constituent pas la contrepartie de versements effectués auparavant par les salariés et « récupérés » aujourd'hui. Elles sont l'expression d'un droit politique sur la valeur. Dès lors les cotisations limitent la part de la valeur qui revient aux employeurs au titre de la propriété lucrative.

Clarifions les termes. La propriété lucrative désigne un patrimoine dont on tire un revenu : propriété foncière, immobilière ou mobilière (les titres financiers). Elle doit être clairement distinguée de la propriété d'usage : propriété de biens de consommation lourds comme une maison ou une voiture.

Le droit au salaire conforte la pro-

priété d'usage, il permet au plus grand nombre d'accéder aux biens et services assurant une vie décente... et il fragilise clairement la propriété lucrative.

Résumons. Le salaire (salaire direct plus cotisations) constitue un droit politique fondamental. Il rémunère aujourd'hui pour une large part du temps libre, dégagé de l'impératif de productivité. Cette rémunération échappe aux propriétaires du capital. Elle connaît une très forte augmenta-

tion, ce dont on doit se réjouir. Elle contrarie dans le même temps bien des intérêts.

Illustrons, pour être sûrs de bien se faire comprendre. Quels mots pour le partage de la valeur ajoutée ? La question est importante. Les mots sont à forte charge politique.

LA GÉNÉRALISATION

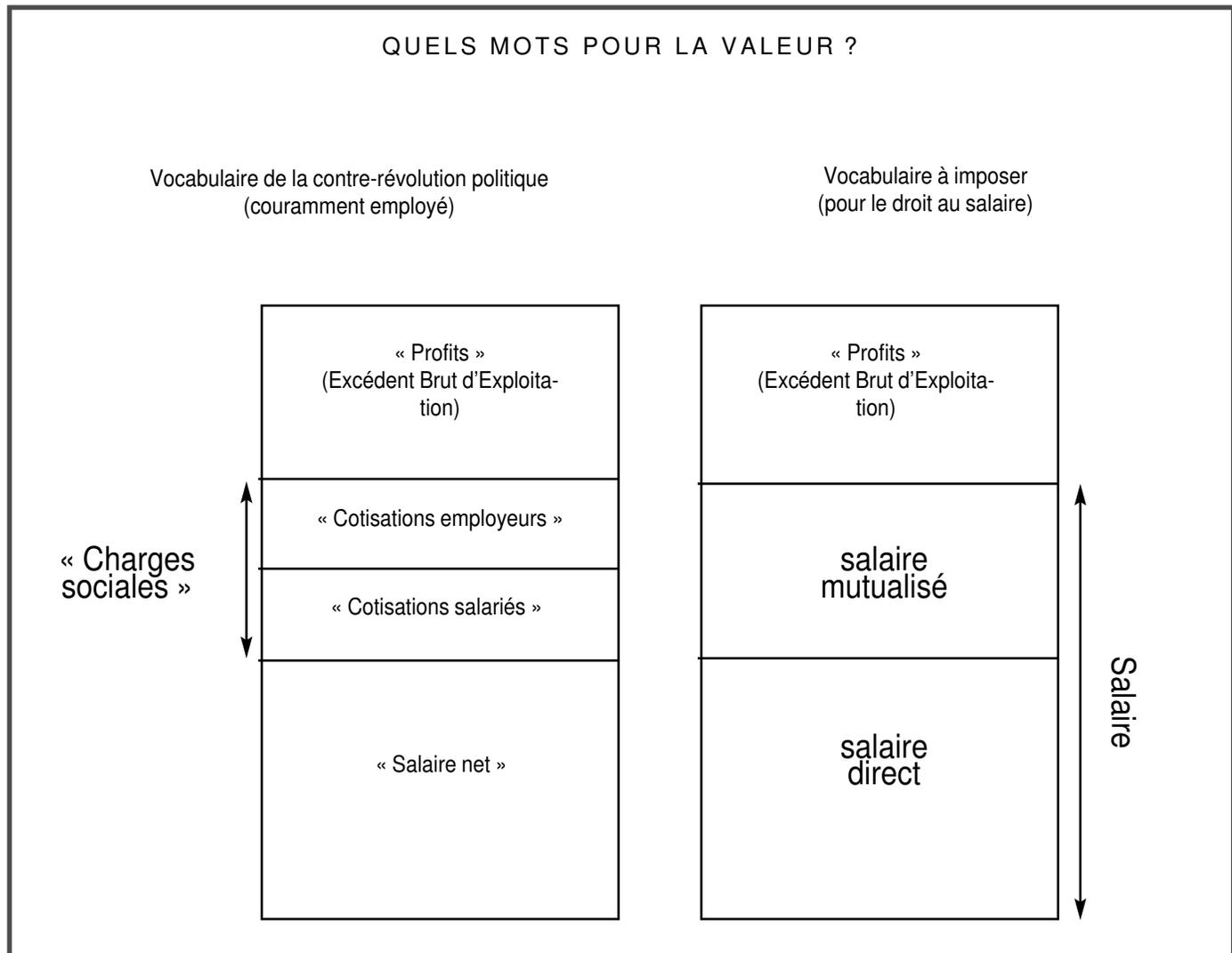
DU SALAIRE

Est donc concerné par le droit au sa-

laire l'ensemble des individus qui ne vivent pas des revenus de la propriété lucrative et qui perçoivent soit un salaire direct, soit un salaire indirect financé par les cotisations sociales.

La généralisation du salaire est la cause de transformations sociales sans précédent :

- fin du choix du montant de la rémunération pour les employeurs (SMIC, conventions collectives) ;
- obligation faite aux propriétaires du capital de payer du temps échappant



aux impératifs de rentabilité capitaliste (congé, maladie, retraites, chômage, jeunesse, famille).

Le droit au salaire a marqué des points importants contre le droit de propriété lucrative aujourd'hui essentiellement constituée de titres financiers (actions et obligations). La révolution du salaire, les victoires des mouvements sociaux passés, se manifestent par la progression des revenus versés sous forme de salaire pour payer du temps libre.

La revendication du droit au salaire signifie que la part de la valeur mutualisée, l'importance de la cotisation sociale, doivent s'accroître au fur et à mesure que les droits au salaire deviennent de plus en plus imposants : salaire pour les retraités (aujourd'hui remis en cause), mais aussi salaire pour les chômeurs (dont il ne reste plus grand-chose alors que le sous-emploi a progressé) ou salaire pour les jeunes avant le premier emploi (à inventer).

Cette revendication constitue inmanquablement une attaque mortelle contre le droit de propriété lucrative garantissant aux porteurs de titres une part de la valeur produite par le travail d'autrui.

C'est pour cela qu'elle a été durement attaquée ces dernières années.

LA DESTRUCTION

DU SALAIRE : LA CONTRE-OFFENSIVE POLITIQUE

Les propriétaires et dirigeants d'entreprises ont une conscience claire de ce qu'implique le droit au salaire. Ils ont logiquement mené une action politique d'envergure pour se dégager de responsabilités qui menaçaient leurs intérêts. Ils ont organisé et soutenu la casse du salaire socia-

lisé.

La contre révolution théorique est entamée dans la quasi clandestinité au début des années 1970. Depuis, elle n'a cessé de marquer des points politiques.

▮ **Attaques contre les chômeurs et l'assurance chômage**

Depuis 1982, les réductions des montants et de la durée des versements du salaire mutualisé pour les demandeurs d'emploi sont une constante. Le Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (P.A.R.E.) constitue la dernière offensive en date. S'il peut comporter quelques mesures appréciées des chômeurs (comme la fin de la dégressivité des allocations versées aux chômeurs indemnisés, qui peut toutefois être remise en cause en cas de déficits de l'UNEDIC trop importants), il sacrifie clairement le droit aux formations longues, instaure de fortes pressions pour la reprise d'emploi dans les pires conditions pour les salariés. Il renforce le déni du premier droit du chômeur : la garantie du salaire.

▮ **Attaques contre les normes d'emploi**

Au nom de « la lutte contre l'exclusion », les normes d'embauche ont été fortement fragilisées. TUC, SIVP, CES, CEC, emplois jeunes, contrats jeunes en entreprises, contractuels, Revenu Minimum d'Activité (à venir), etc., renvoient tous à la même situation. Des individus occupent un emploi, souvent peu qualifié mais pas toujours, et voient leur droit au salaire bafoué. En effet une partie de ces mesures ne vise qu'à masquer le sous-emploi, à justifier le versement de revenus misérables. Quant aux tâches qui produisent clairement une grande utilité sociale, les individus employés sont fortement sous-payés (au mieux le SMIC mensuel temps

plein) par rapport aux autres salariés effectuant des tâches comparables.

▮ **Droit au revenu minimum contre droit au salaire**

Les conventions UNEDIC entre 1974 et 1982 impulsaient le droit au salaire pour les chômeurs. La casse de ce droit a ensuite été méthodiquement organisée au prétexte de « déficits UNEDIC ». Les conséquences sociales ont été colmatées par l'octroi d'un revenu au montant bien inférieur aux normes du seuil de pauvreté, le Revenu Minimum d'Insertion.

La même politique s'est mise en place au niveau de la santé avec la Couverture Maladie Universelle.

Ces « droits » sont misérables. Même un doublement de leurs montants et de leurs seuils les laisserait très loin de ce qu'assurerait le « droit au salaire ».

Financés par impôt, ces « droits » participent au désengagement des propriétaires d'entreprises qui ne veulent plus payer et se déchargent sur la collectivité nationale. Ils le font d'autant plus facilement que la fuite devant l'impôt leur est grandement facilitée (exonérations fiscales, liberté de circulation des capitaux, paradis fiscaux, etc.)

Ces mesures signent le retour en force de l'État et du contrôle social.

En conséquence, les multiples scénarios liés à la thématique du « revenu d'existence » doivent être clairement écartés. Si nous n'avions pas cédé, pied à pied, à partir du milieu des années quatre-vingt, sur la revendication « garantie du salaire pour les chômeurs », il n'y aurait besoin ni de R.M.I., ni de C.M.U.

▮ **Attaques contre les retraites**

Le droit à la retraite est progressivement réduit : allongement de la durée de cotisation, diminution des pen-

sions versées (mesures Balladur) avant la grande offensive préparée par de pseudo rapports scientifiques (rapport Charpin).

Les générations plus jeunes, comme tétanisées, durement touchées par le sous-emploi, intègrent déjà la nécessité de « mettre de côté pour ses vieux jours » et de travailler jusqu'à soixante-cinq, soixante-dix ans... Apprétons-nous à mourir au bureau, à l'usine...

QUELLES

JUSTIFICATIONS ?

Les individus et les organisations qui ont porté et continuent d'appuyer cette offensive politique, au premier rang desquelles le MEDEF, ne se donnent pas même la peine de construire une argumentation crédible. Pourquoi le feraient-ils vu le peu de contre-offensive, voire de résistance, qu'ils ont rencontrées ?

De quelles sornettes ne nous berce-t-on pas (globalisation, démographie, nouvelles technologies, pays émergents — aujourd'hui effondrés, etc.) pour éviter de parler de l'essentiel !

La valeur produite dans ce pays a augmenté de 50 % depuis la fin des années soixante-dix (le début de la supposée « crise »). Nous produisons aujourd'hui approximativement 1 500 milliards d'euros, ou 10 000 milliards de francs. Nous en distribuons 12 % pour les retraites (la part la plus importante du salaire mutualisé). Il reste 1 320 milliards d'euros ou 8 800 milliards de francs pour les individus actifs, l'investissement... ou la spéculation financière. Les prévisions officielles tablent sur 1,7 à 2 % de croissance de la valeur produite par an. Soit son doublement d'ici à 2040, date à laquelle il faudrait consacrer aux retraites 490 milliards

d'euros (3 200 milliards de francs), à prélever sur les 3 000 milliards d'euros (20 000 milliards de francs) que nous produirions alors. Loin que le régime explose, il resterait 2 500 milliards d'euros (16 000 milliards de francs), une richesse telle que nous pouvons dès aujourd'hui supprimer les réformes des années 1990 qui vont entraîner une perte de la parité entre actifs et retraités.

Il est aujourd'hui peu douteux qu'une telle croissance constitue un danger mortel pour notre écosystème et donc pour nos vies. Mais c'est alors la totalité de la valeur produite qu'il faudrait freiner ou diminuer et non uniquement la part des salaires. Aucune perspective de frugalité écologique ne peut se fonder sur une explosion des inégalités sociales.

QUEL TERRAIN PERDU !

La part du salaire (salaire direct plus cotisations sociales) dans la valeur produite a considérablement régressé ces dernières années. En quinze années les salaires ont perdu 10 points de valeur, soit aujourd'hui 150 milliards d'euros ou 1 000 milliards de francs par an. C'est autant qui manque pour l'allocation chômage, les retraites, les salaires directs. A quoi on peut rajouter les sommes considérables consacrées à la propriété lucrative, au paiement de la rente (entre autres, les intérêts de la dette de l'État) ou détruites dans les aventures spéculatives (Vivendi, France Télécom...)

Dans le même temps, du fait de l'impossibilité d'accéder au salaire, 10 % de la population survit avec l'aide sociale, capte 1 % de la valeur produite (soit 15 milliards d'euros pour une valeur produite de 1 500 milliards d'euros).

Mais même après cette offensive po-

litique considérable, cette diminution est résistible. Il sera tout de même difficile de continuer à faire chuter la part du salaire dans la valeur ajoutée alors que le nombre de salariés (employés, sans emploi, retraités) continue d'augmenter. A moins bien sûr que nous décidions de nous suicider politiquement en continuant à n'offrir aucune résistance à cette mise en pièce !

LA RÉVOLUTION

DU SALAIRE

Les détenteurs des portefeuilles financiers sont acculés. Ils ne peuvent s'en sortir qu'en détruisant, façon table rase, les droits sociaux qui structurent la vie de millions d'hommes et de femmes. En effet les besoins à satisfaire sont énormes. Pour les salariés, reconquérir le terrain perdu nous permettrait d'obtenir sous forme de salaire des milliards d'euros. Soit autant qui ne pourraient servir la propriété lucrative.

La révolution du salaire a eu lieu. Elle est attaquée, inachevée, mais elle nous indique notre feuille de route.

Il importe de réaffirmer fortement ses principes pour retrouver sa dynamique :

- Le droit au salaire est un droit politique : le droit pour tous à une part de la valeur produite par le travail.

- Le salaire mutualisé paie du temps libre, délié de tout objectif de productivité capitaliste. Loin de constituer une charge, il est du bonheur : pouvoir s'engager dans des activités libres sans obligation de rentabilité.

- Tous ceux qui ne perçoivent pas des revenus de la propriété lucrative ont droit au salaire, c'est-à-dire au minimum au SMIC, s'ils ne travaillent pas, à un salaire supérieur au SMIC s'ils travaillent.

Pour financer cela, il faut en finir

avec l'étatisation et la part croissante de l'impôt (Contribution Sociale Généralisée) dans le financement de la sécurité sociale. La CSG et les versements budgétaires aux caisses en contrepartie des exonérations de cotisations patronales reviennent à faire financer par les salariés contribuables ce que les employeurs payaient en cotisation, c'est-à-dire en salaire. Toute exonération sociale est une baisse de salaire.

Cela signifie penser des modalités de gestion véritablement démocratiques de la cotisation. Rappelons qu'à ses origines, la sécurité sociale était gérée par une majorité d'administrateurs salariés élus sur listes syndicales. Les associations de chômeurs, qui ont acquis leur légitimité de haute lutte, réclament depuis longtemps d'être associées à la gestion des caisses de l'UNEDIC.

Cela ne signifie pas non plus qu'on rase gratis : il importe de penser la régulation du droit au salaire.

CE QUE NOUS VOULONS

La revendication pour le droit au salaire met à jour les profondes convergences qui traversent les situations vécues par celles et ceux ne disposant pas de revenus de la propriété lucrative. Nous voulons :

DES SALAIRES POUR LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS !

Le droit au salaire pour tous implique nécessairement un relèvement important de tous les salaires directs, notamment des travaux peu qualifiés et dévalorisés. Un de ses effets attendus est de stopper net les dégradations de rémunérations et de conditions d'emploi des salariés occupés. Les tâches dangereuses et ingrates resteront une réalité pour de nombreuses années encore. Le droit

au salaire oblige à les payer correctement.

DES SALAIRES POUR LES CHOMEURS !

Le droit au salaire implique le maintien du salaire passé avec garantie d'allocations au moins égales au SMIC pour les travailleurs privés d'emploi, qu'ils soient démissionnaires ou licenciés. Le versement de l'indemnisation devra être inconditionnel et de durée illimitée. Des formations véritablement qualifiantes devront être financées.

SALAIRE POUR LES JEUNES !

Le droit au salaire implique que soit versé un salaire égal au SMIC pour les jeunes scolarisés, étudiants ou en formation avant leur premier emploi.

SALAIRE POUR LES RETRAITÉS !

Le droit au salaire implique que la pension est la continuation du salaire d'activité. Les pensions doivent être versées avec un taux de remplacement garanti de 80 % du salaire. Le montant plancher égal au moins au SMIC. Les pensions doivent naturellement être versées jusqu'à la fin de la vie des personnes.

OBJECTION (1) : LA

PARESSE GÉNÉRALISÉE ?

Il n'existe aucune raison macro-économique valable pour s'opposer à ce programme.

Rappelons qu'aujourd'hui, sur les quelques 1 500 milliards d'euros de valeur produite, plusieurs centaines échappent au salaire et à l'investissement et constituent des revenus de rente quand ils ne sont pas détruits dans le four de la spéculation financière.

L'objection récurrente est que si nous nous orientons vers un tel programme, plus personne alors ne travaillerait.

La garantie du salaire n'est qu'un moyen permettant de sécuriser les trajectoires individuelles, de libérer les énergies. Le droit au salaire joue le même rôle que la possession d'un patrimoine lucratif : l'ancestrale « crainte du lendemain » doit être conjurée pour créer et travailler. L'objection de la paresse reconnaît implicitement que le travail des autres est nécessairement opéré sous la contrainte, laquelle est inconnue de tous ceux qui bénéficient de l'assurance des revenus de leur patrimoine lucratif, et qu'il est bon de n'en jamais rien changer. Or la révolution du salaire a bouleversé cette antique ligne de partage entre possédants et non possédants.

L'histoire du salaire nous montre que les droits affectés à la possession d'un patrimoine lucratif tendent à diminuer. Nous ne faisons que montrer ce à quoi elle conduit inéluctablement si on désire la poursuivre.

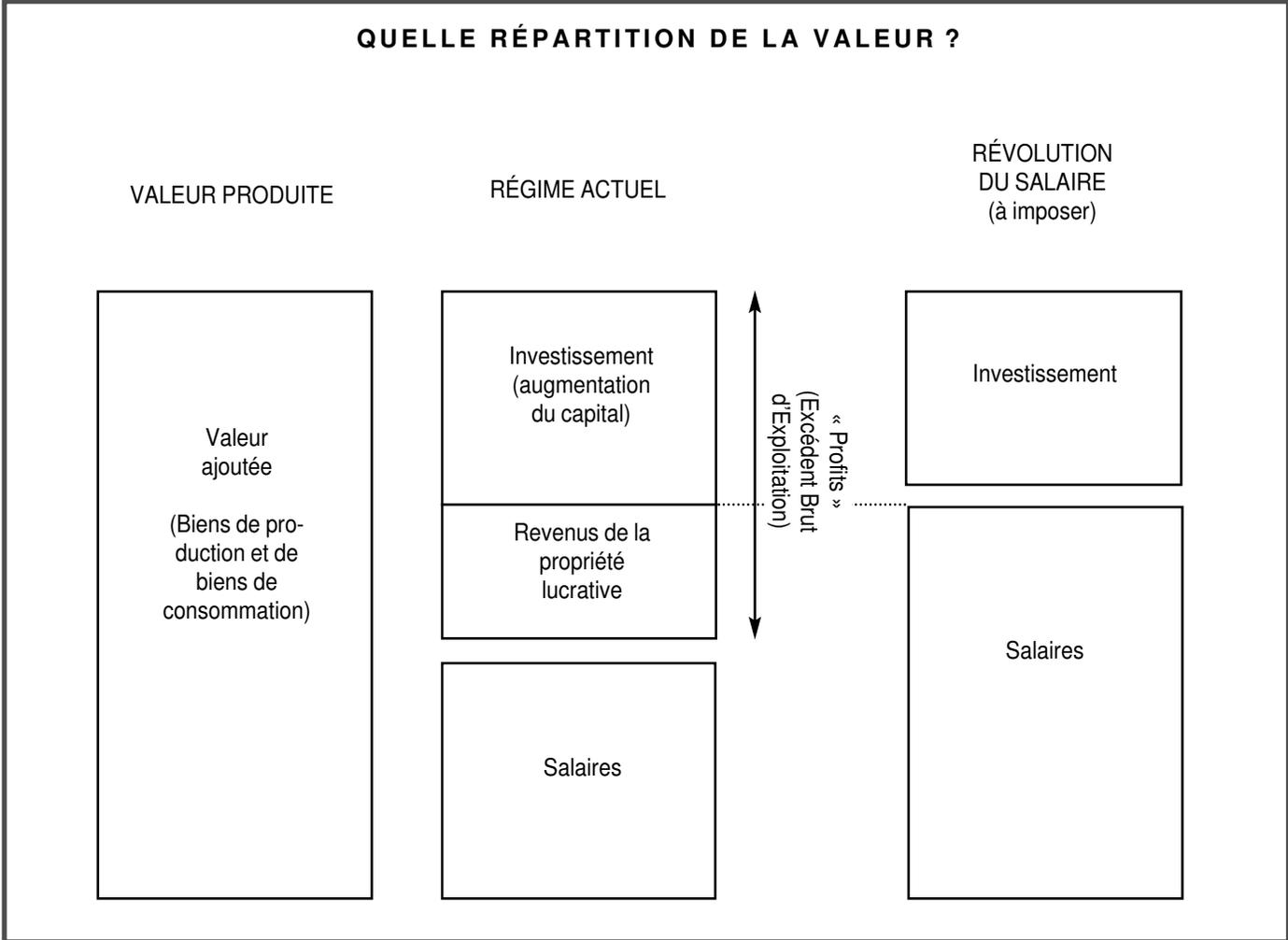
Enfin, si vraiment personne ne « fichait plus rien », valeur produite et salaires versés diminueraient. Que les esprits chagrins se rassurent, la sanction de la nécessité fait toujours peser son lourd joug. Tout au moins peut-on espérer que celui-ci soit plus équitablement réparti.

OBJECTION (2) :

SANS PROFITS

PAS D'INVESTISSEMENT ?

Pour certains de ses détracteurs, la dynamique du « droit au salaire » nous conduirait droit à une impasse : si les entreprises ne faisaient plus de profits mais distribuaient l'ensemble de la valeur produite sous forme de



salaires, il leur serait impossible d'investir et donc de préserver l'emploi (comme le dit l'adage consacré : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain »).

Cette objection repose sur un malentendu. Elle suppose que les profits sont « ce qui reste » sous forme de monnaie à la fin d'un cycle de production. Cette monnaie constituerait une réserve de valeur qui pourrait servir, lors de la période suivante, à acheter de nouveaux moyens de production. Les profits constitue-

raient une épargne de valeur qui serait réinjectée (investie) dans le nouveau cycle de production. De la valeur « congelée » en quelque sorte.

Or, on n'épargne jamais de la valeur. Cette idée fautive et pourtant largement répandue est un des signes les plus probants de la domination du capitalisme dans les esprits. Le seul moyen de conserver de la valeur d'une période sur l'autre est de produire des biens durables, un véhicule, une machine, un bâtiment, etc., ou de « l'immatériel » (logiciels, brevets) - qui permettront de produire de

la valeur lors de période suivante.

Le « droit au salaire » ne remet évidemment pas en cause la nécessité de consacrer une part sensible de l'activité de travail à produire des biens durables (infrastructures pour transports publics, logements sociaux, biens de production, etc.) Il conteste les procédures de décision liées à la propriété lucrative. Qui décide en matière d'investissement ? Illustrons car ce point est essentiel.

[Voir le tableau ci-dessous]

La part des profits qui ne sert pas les

revenus de la propriété (dividendes et intérêts) correspond à une augmentation de capital, c'est-à-dire à la production de biens durables qui permettront de produire de la valeur au cours de la prochaine période. Actuellement ce sont les propriétaires des titres qui décident de l'orientation de l'investissement, en vue de faire croître la valeur (croissance économique, à l'origine de périls écologiques présents et futurs) et leur part de revenu (en plus de la compression des salaires).

Le droit au salaire, si nous parvenions à l'imposer, tendrait à faire disparaître les revenus de la propriété mais, encore une fois, nullement la nécessité de produire des biens de production (investissement). Cette revendication pose donc clairement la question de la délibération collective, démocratique des montants et de

l'orientation de l'investissement auxquels nous devons consacrer les activités de travail une fois la « démocratie des actionnaires » supprimée.

Vaste chantier à peine esquissé. Mais à l'heure où les technologies humaines atteignent une telle puissance sur le vivant (nucléaire, biotechnologie), il serait fou de laisser le capitalisme privé et la bureaucratie étatique décider des orientations de l'investissement en ces domaines.

Une telle revendication est donc tout à fait compatible avec la recherche d'une société écologiquement soutenable, qui ne serait pas obsédée en permanence par son « taux de croissance ». La revendication du droit au salaire doit assurer la délibération du plus grand nombre en matière d'investissement du capital et permettrait d'intégrer pleinement la question

écologique. Faut-il de nouvelles centrales nucléaires ou des éoliennes ? Des autoroutes ou des trains régionaux ? Des Organismes Génétiquement Modifiés ?

LE DROIT AU SALAIRE

Le droit au salaire nous conduit à poser de nouvelles questions. Il est loin de résoudre les différents problèmes que nous devons affronter. Toutefois si le droit au salaire pour tous était respecté, le contexte dans lequel ceux-ci se posent serait profondément transformé.

La seule question qui vaille est la suivante : voulons-nous nous inscrire dans les pas de nos ancêtres qui se sont battus pour poser des limites au droit de propriété lucrative ?

La cotisation sociale est révolutionnaire dans le sens où elle rend progressivement caduc le droit pour le possesseur d'un patrimoine lucratif de ponctionner la valeur créée par le travail d'autrui, de décider de l'orientation de la production à venir.

Et sur cette base la sécurisation de la vie pour tous, fondée sur la valeur produite par le travail de tous, peut être assurée.

Vanina Guidicelli est membre de la direction de « Socialisme par en bas » et explique la manière dont son groupe politique comprend les enjeux du Forum Social Européen.

Pour une intervention efficace des marxistes révolutionnaires

LE MOMENT POLITIQUE

Il est important de comprendre ce que la crise économique est en train de provoquer. Lénine disait qu'une crise révolutionnaire s'ouvre lorsque ceux d'en haut ne peuvent plus diriger comme avant et ceux d'en bas ne veulent plus être dirigés comme avant. Contre-réformes, fascisme et guerre, voilà ce que ceux d'en haut préparent.

« Le Pen, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ! », « Raffi-Fillon-Ferry, on va vous dégager ! », « US, Go Home ! », voilà ce que ceux d'en bas réclament. C'est une véritable guerre de classe qui s'engage pour les années à venir. Si nous voulons la gagner, il faut que le mouvement de contestation se renforce : augmenter le rapport de force et convaincre en son sein qu'un autre monde est réellement possible : le socialisme.

Pour cela, le Forum Social Européen (FSE) est une opportunité, et donc une responsabilité énorme.

CONSTRUIRE LE

POLITIQUE

Qu'il s'agisse de combattre le capitalisme ou de renforcer nos rangs pour les batailles à venir, le FSE est incontournable. Si nous popularisons l'événement, il faut s'attendre à ce qu'il soit aussi gros que le Larzac. Cela signifie concrètement qu'à partir de chaque faculté ou de chaque quartier, plusieurs centaines de personnes s'y retrouveront.

A tous ceux qui se sont mobilisés contre le fascisme, la guerre sans limite de Bush ou le gouvernement Raffarin, à tous ceux avec qui nous travaillons, étudions, militons, nous devons dire que la prochaine étape de nos luttes sera entre le 12 et le 16 novembre à Paris, Ivry, Bobigny et St-Denis pour le Forum Social Européen.

Des centaines de débats, des activistes venus de toute l'Europe et la

préparation de campagnes communes, c'est d'ores et déjà la réalité de ce FSE. Et potentiellement le rendez-vous tant attendu pour la première grosse manifestation de la rentrée, le 15 novembre, que nous voulons revendicative : contre l'Europe de la guerre et du capital.

Il faut se rappeler le premier FSE, qui s'est déroulé l'année dernière à Florence. Il avait réuni 60 000 personnes pour les débats, un million pour la manifestation du 9 novembre. C'est de la mobilisation, et de l'association de plusieurs organisations européennes qu'est sorti un appel européen à une manifestation contre la guerre le 15 février. On connaît la suite : 15 millions de personnes dans les rues du monde entier ce jour-là. Cette année se discutent dans la préparation du FSE deux journées communes de mobilisation : le 15 février de nouveau (mais sur une thématique sociale) et le 20 mars (jour de l'attaque sur l'Irak) contre les occupations. Cela dépendra, compte tenu des rapports de force, de la réussite du FSE lui-même, et notamment de la manifestation du 15 novembre. Cela signifie concrètement que, comme pour le Larzac, le FSE doit être le point de convergence de toutes les mobilisations. Nous devons donc assurer une mobilisation large, avec tous les individus, associations, syndicats et organisations qui veulent s'investir.

OUVRIR

UNE ALTERNATIVE

L'ensemble des mobilisations de l'année passée nous a montré que l'échelle à laquelle la contestation est en train de s'élaborer accroît les enjeux : la question d'une alternative politique est clairement posée par le mouvement à l'ensemble des organi-

sations. La confiance prise par ceux qui luttent, mais aussi leur expérience et le manque d'initiatives qui leur sont proposées augmentent naturellement l'exigence de réponses. Nous devons convaincre.

Le rassemblement sur le plateau du Larzac cet été a mis en lumière un phénomène important : les idées dominantes au sein du mouvement font l'objet d'un débat très fort : si nous avons bien à faire à une radicalisation générale, l'attrait pour les idées révolutionnaires se combinent avec des formes de réformisme radical et d'autonomisme.

Le Larzac a été un véritable champ de bataille idéologique : aucune organisation n'a pu prétendre à l'hégémonie. Cela va s'accroître avec le temps.

Trois forces sont aujourd'hui en concurrence dans le mouvement : pour les organisations réformistes, l'alternative se résume à l'alternance. Pour les forces autonomistes, l'alternative ne peut être politique, elle doit être dans le choix de vie. Pour les révolutionnaires, le changement ne peut venir que de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Aucune d'elles n'est hégémonique, mais aucune d'elles n'est marginale. De fait, la dynamique des mobilisations, qui favorise l'auto organisation et le rejet des idées dominantes, entre en collision avec les orientations politiques des directions réformistes : discrédit de la gauche gestionnaire, des directions syndicales qui ont refusé d'appeler à la grève générale... A l'inverse, elle crée une audience énorme pour les idées marxistes révolutionnaires. A l'approche des élections régionales et européennes, c'est la raison pour laquelle il y a en ce moment une telle offensive des directions réformistes contre l'extrême gauche.

Mais on aurait tort de penser que la désaffection pour les partis réformistes traditionnels conduit les gens directement vers les idées révolutionnaires : les idées, finalement assez proches des partis rejetés, que défendent les dirigeants les plus connus d'une organisation comme Attac (ceux qui ont accès aux médias) continuent à avoir une audience. De même, les idées autonomistes (Negri, Benasayag) sont également très présentes, dues au rejet notamment des politiques traditionnelles menées par les partis réformistes. Plus encore, l'absence d'organisation conséquente à l'échelle du mouvement des salariés (hormis les structures de grève) peut s'avérer être un frein au développement de ces luttes et conduire une partie du mouvement vers les idées autonomistes ou vers l'idée que, in fine, il n'y aurait bien que l'alternance politique qui soit réellement efficace.

COMMENT MENER

UNE POLITIQUE

DE FRONT UNIQUE ?

Le rapport de forces des révolutionnaires au sein de la classe ouvrière apparaît comme différent de ce qu'il a pu être dans les années vingt ou 30, ce qui nous oblige à réfléchir différemment la stratégie de front unique.

Dans les années vingt, révolutionnaires et réformistes étaient regroupés dans des organisations de taille similaire, ce qui permettait un front unique « de la base au sommet », en proposant aux directions réformistes des combats communs sur des questions particulières.

Dans les années trente, et la stalinisation des PC, les forces révolutionnaires étaient extrêmement faibles

part rapports aux forces réformistes. Il s'agissait alors souvent de pratiquer l'entrisme pour essayer de capter une partie de la classe ouvrière qui se radicalisait.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation intermédiaire : l'effondrement du stalinisme, la dérive gouvernementale de la social-démocratie et la montée du mouvement anticapitaliste provoquent une situation où l'on n'a ni à faire à une situation hégémonique des réformistes, ni à un rapport de forces équilibré entre organisations révolutionnaires et réformistes. Si nous voulons gagner cette bataille, il faudra prendre des initiatives. Par exemple, favoriser le fait que le FSE soit bien plus que la convergence dans des actions spécifiques des anti-guerre, des antifascistes, des profs ou des intermittents : il pourrait être son prolongement politique, une étape dans la construction d'une force anticapitaliste, c'est-à-dire anti-guerre, antifasciste et anti-MEDEF.

Cela signifie deux choses pour nous : 1/. Nous devons renforcer le pôle de contestation : organiser les forces et individus qui se sont et veulent se mobiliser contre la guerre, les attaques du gouvernement... dans une structure commune permanente : les forums sociaux locaux (FSL). C'est la meilleure base pour que le FSE ne soit pas un rassemblement d'experts

mais un véritable quartier général pour les grévistes et les manifestants, et la constitution d'une force anticapitaliste.

La base politique de départ peut porter sur les 5 grands thèmes du FSE :

- non à la guerre
- contre le néolibéralisme
- contre la logique du profit
- contre la marchandisation
- contre le racisme et l'Europe forte-ressse

Pour un autre monde !

Mais cette base politique ne peut être qu'un point de départ et ne peut pas se substituer à l'action et à la mobilisation. Cela signifie concrètement que c'est l'action, et le nombre d'individus qui s'y investiront au-delà de l'unité des organisations. Il faut aussi pousser dans nos syndicats, dans les coordinations enseignantes ou interprofessionnelles pour qu'ils participent activement à la mobilisation pour le FSE.

2/. Dans ce pôle de contestation du système, nous devons renforcer le pôle révolutionnaire. Cela se fait et se fera par la combinaison d'un travail plus coordonné entre les révolutionnaires et le recrutement à leurs organisations. Les révolutionnaires devront dans les mois qui viennent affronter les idées réformistes et autonomistes, en intervenant dans les débats locaux et les séminaires pro-

posés au FSE, mais également, chaque fois que c'est possible, impulser des débats larges sur des questions-clés du mouvement, c'est-à-dire sur les stratégies que le mouvement doit adopter pour atteindre ses objectifs.

De nombreux séminaires se mèneront à partir des questions du mouvement (pouvoir/contre-pouvoir ; l'Europe puissance est-elle une alternative à l'hégémonie US ; multitude ou lutte de classe ; quelle stratégie contre l'impérialisme ; l'avenir du mouvement anticapitaliste et la construction d'une nouvelle force politique...), et de la confrontation de différentes positions.

Nous devons être au cœur de ces débats. Nous avons tout à y gagner car nous pourrions montrer que notre politique permet de développer des perspectives conséquentes pour le mouvement.

L'histoire reste à faire !

QUELQUES INFOS

PRATIQUES

- Se procurer la liste des FSL existants : http://www.fse-esf.org/IMG/pdf/liste_fsl_2208.pdf
- Avoir une idée de la réalité des FSL : <http://france.attac.org/site/theme.php?idpage=108 & langue>
- Toutes les infos pour le FSE : <http://www-esf.org> ou http://www.amis.monde-diplomatique.fr/article.php3?id_article = 106

Témoignage sur le Larzac et réflexions sur le moment politique

« Nous entrons dans le troisième millénaire dans une configuration politique totalement bouleversée du mouvement ouvrier. Pas seulement sur des décombres. De nouveaux éléments sont présents. Des raisons d'espérer existent, mais selon la formule de Trotsky à la fin des années trente : Il faut tout recommencer. Naturellement, l'efficacité devrait conduire les organisations révolutionnaires à s'unir. C'est un rêve. Les petits appareils craignent, plus que tout, l'existence d'une formation démocratique unifiée. C'est ainsi, et sinon aux marges, rien ne changera sur ce point à court terme. Seules de puissantes luttes des classes permettront d'avancer en termes neufs, novateurs, vers la formation de nouveaux partis démocratiques et révo-

lutionnaires ».

Cette citation d'un article de Charles Jérémie dans le n° 20 de Carré Rouge (hiver 2001-2002) correspond assez précisément aux débats et discussions qui ont traversé le mouvement des salariés du mois d'avril 2002 au mois d'août 2003, des élections présidentielles au rassemblement du Larzac.

LE RASSEMBLEMENT

DU LARZAC

Quelques mots sur le Larzac où Carré Rouge était présent modestement au travers d'un petit stand.

Les 250 000 personnes (un chiffre rond est toujours sujet à discussion) présentes lors de ce rassemblement exemplaire par son calme et son sé-

rieux, n'étaient pas venues là par hasard ou pour commémorer simplement les trente ans de lutte des paysans contre l'extension du camp militaire et contre le libéralisme capitaliste. Ils donnaient l'impression de ne pas se reconnaître non plus dans les formations syndicales, associatives, ou politiques présentes ; passant de l'une à l'autre, discutant, cherchant des réponses. La faiblesse numérique et organisationnelle d'associations comme ATTAC (30 000 adhérents revendiqués, mais sur le terrain quelques centaines) ainsi que celle de la LCR (un stand de 15 à 20 militants organisés, plus une petite centaine d'électrons libres affichant leur appartenance politique à la LCR) est le reflet du décalage qui existe entre les préoccupations des salariés et de la jeunesse, et les réponses des « institutionnels ».

De la même façon, ce décalage était palpable entre les tribunes et les salles, lors des diverses conférences. En règle générale, les salles sont plus à gauche que les tribunes dans ce type de rassemblement, mais elles sont globalement silencieuses. Là, cela n'était pas le cas pour le silence. Les salles s'exprimaient, prenant à partie les tribunes. Un exemple, lors du débat sur l'OMC, de nombreux intervenants de la salle ont pointé du doigt la tribune où siégeaient des personnes membres de la direction d'ATTAC ; dénonçant le double langage de ceux qui combattent maintenant l'OMC et le FMI, alors qu'il y a quelques mois, ils faisaient partie du gouvernement Jospin qui a mis en place les décisions de ces organismes antidémocratiques.

Le « démontage » pacifique du stand du PS a provoqué un débat riche d'arguments et d'émotions. Beaucoup de ceux qui étaient là n'y au-

raient peut-être pas pensé, mais une fois la proposition faite à haute voix, ils y ont participé... La foule rassemblée autour de ce stand démonté reprenait l'un des slogans des manifestations de ces derniers mois : « qui sème la misère, récolte la colère ».

La discussion sur « les décombres » de ce stand a même pris un tour inattendu lorsqu'une personne s'est adressée aux militants LCR venus de leur stand voisin voir, en bons « casques bleus », ce qui se passait : « Si vous continuez comme ça, dans cinq ans c'est le stand de la Ligue qui sera démonté »... Mouvement d'humeur, peut-être, mais lourd de signification.

Dans l'analyse du bilan des grèves et manifestations des mois de mai et de juin 2003, nous pouvons dégager des lignes de force :

- Les différents acteurs sur le terrain ne sont pas rentrés dans l'isolement que l'on pouvait redouter
- La non victoire contre le gouvernement n'est pas une déroute
- Des réunions dépassant largement le cadre des formations révolutionnaires se sont tenues en juillet et en août (trois sur notre département, le Cher)
- Il faudra digérer ce mouvement, cette non victoire, avant d'engager les prochaines luttes.

LES ORGANISATIONS

D'EXTREME GAUCHE

ET LE NOUVEAU

MOUVEMENT

Nous ne pouvons faire l'économie d'un bref regard sur le rôle et la place des organisations révolutionnaires.

- Leurs militants ont été présents dans la lutte au niveau local, bons manifestants, bons grévistes, bons militants du conflit...

- Nationalement (à ma connaissance) aucune d'entre elles n'a ouvert de perspectives permettant une avancée politique, et un début de dépassement de leur positionnement traditionnel

- Trois millions d'électeurs ont voté pour elles, sans qu'elles commencent à en tirer la moindre leçon de façon visible et crédible pour des milliers de salariés et de jeunes.

En écoutant ce que disent les travailleurs du privé qui ont lutté aux côtés de ceux du public pour la grève générale et le retrait des plans gouvernementaux, nous « entendons » le décalage qui existe entre les formations « institutionnelles » d'extrême gauche (LO – LCR – PT) et cette nouvelle couche de salariés entrés en résistance.

- Il faudra bien que les comptes se règlent avec nos directions syndicales qui refusent de nous entendre.
- Ça c'est notre problème, c'est à nous de finir le boulot.
- Nous voulons bien faire un bout de chemin avec vous (LCR – LO) mais nous voulons surtout ne pas nous couper de nos camarades d'ateliers. Notre force est là.
- Devenez crédibles au quotidien, on s'est fait avoir une fois en étant trop confiants, pas deux.
- Ne confondez pas vitesse et précipitation, on n'a pas le droit de se loupier.

Face à cette démarche, la réponse (locale) des organisations révolutionnaires manifeste le même décalage qu'entre les tribunes et les salles du Larzac. La réponse nationale n'existe pas encore.

D'un levier qu'elles devraient être pour avancer vers la formation de nouveaux partis démocratiques révolutionnaires, des signes nous montrent qu'elles pourraient devenir des obstacles « organisés » dans

cette évolution.

Elles apparaissent chacune avec leurs spécificités comme un négatif du stalinisme et de la social-démocratie.

La formation qui fonctionne le plus

comme la social-démocratie continue de s'adresser à la direction du PCF pour débattre...

La formation qui fonctionne le plus comme le stalinisme s'efforçant de passer des alliances avec la social-

démocratie.

La troisième sous prétexte de ne pas perdre son « âme », s'adresse aux salariés et aux jeunes comme à des demeurés, reprenant la démarche des missionnaires envers les « sauvages ».

Le danger est réel d'être confronté à un « négatif » qui ne peut ni ne veut se séparer de la photo d'un passé qui n'a pas d'avenir. Outil des luttes à venir ? Ou obstacle à balayer ? Effectivement « il faut tout recommencer ».

Les conséquences des choix du gouvernement Lula en faveur d'une politique macro économique de continuité avec la politique néo-libérale du gouvernement antérieur de Fernando Henrique Cardoso, contre laquelle des millions de brésiliens s'étaient prononcés en se saisissant du vote en faveur de Lula, s'expriment jour après jour dans les actes de ce gouvernement et dans la vie quotidienne des brésiliens, créant une situation d'une extrême gravité. Les documents et les contributions que nous publions dans ce numéro de Carré Rouge en relèvent et analysent les éléments centraux.

Note de présentation des documents sur le Brésil

QUELQUES CHIFFRES

Donnons simplement quelques chiffres : huit mois après le début du paiement scrupuleux des intérêts de la dette de l'État par le gouvernement Lula, le montant des intérêts payés atteint cette année 102 417 milliards, soit 11 % du PIB, une somme représentant 60 fois le budget du programme phare « Faim zéro » ; celui-ci, après les restrictions budgétaires sévères pour payer ces intérêts, touche à peine en ce moment 400 000 personnes, se limitant de surcroît à une assistance alimentaire. Pour donner un caractère plus compact à ce qui devait être l'œuvre historique de ce gouvernement, ce programme vient d'être regroupé avec l'ensemble des programmes d'assistance décidés et financés par des mesures antérieures au gouvernement Lula pour accompagner les conséquences de la politique économique, focalisant sur les plus démunis des mesures d'assistance au prix de la remise en cause des politiques sociales universelles.

En coupant les dépenses dans tous les secteurs et en réduisant de 72 % les investissements sociaux en infrastructures, le gouvernement a réussi à accumuler jusqu'à ce jour un excédent budgétaire primaire (avant donc le paiement des intérêts) de 49 293 milliards. Une fois payés les intérêts, cet excédent se transforme en un déficit de 53 125 milliards (5,29 % du PIB). La dette publique

brésilienne vient donc d'augmenter à nouveau pendant ces huit mois de sévère austérité. En même temps, un transfert massif de richesses du peuple brésilien en faveur du capital financier spéculatif international vient d'être opéré par les vertus de cette politique. Pour « gagner la confiance des marchés », le gouvernement a permis que la Banque Centrale, présidée par un homme choisi par Lula et qui vient des milieux financiers internationaux, Meirelles, pratique des taux d'intérêt de base parmi les plus élevés de la planète, tout en ouvrant la voie à son autonomie. La stagnation économique qui s'en est suivi a provoqué le chômage de plus de un million de travailleurs en huit mois. Ainsi le taux de chômage dans les grandes villes du Brésil a atteint lui aussi, sous le gouvernement de Lula, un record historique, dépassant les 20 %. On comprend que le grand économiste Celso Furtado, candidat au prix Nobel de l'économie, ait pris ses distances avec le gouvernement, lui demandant de préparer les conditions de la déclaration d'un moratoire de la dette pour préserver les conditions d'une politique visant à solder l'immense dette sociale accumulée au Brésil auprès de millions d'exclus des villes et des campagnes.

La lettre-programme du Ministère des finances explique clairement que c'est le cap inverse qui sera suivi pendant toute la durée du mandat de Lula (voir les articles dans Carré

Rouge n° 26 de juillet). Les conséquences sur la situation des travailleurs à la campagne en sont analysées en détail dans l'article de J.-P. Divés. Soulignons dans cette introduction que l'un des principaux arguments pour réaliser la contre réforme sociale des retraites des fonctionnaires est la réalisation d'une économie budgétaire s'inscrivant dans la politique stratégique d'ajustement budgétaire permettant le remboursement des intérêts.

LA CONTRE RÉFORME

DES RETRAITES

Pour comprendre dans toute sa portée la gravité de la situation qui se noue au Brésil, il faut revenir sur le sens profond de cette contre-réforme sociale que le gouvernement Lula (en alliance étroite avec l'ensemble des gouverneurs, donc dans un cadre d'Union nationale sans limites à droite) a tenu à faire adopter par le Congrès national dès les premiers mois de son mandat. Il l'a fait à marche forcée et au roulement des tambours, provoquant ainsi contre lui les premières grandes manifestations et grèves des travailleurs atteints par ces mesures dans la structure même de leurs acquis sociaux. La contre-réforme a déclenché une grave crise au sein du mouvement ouvrier brésilien, au sein du Parti des travailleurs (PT) en particulier, comme dans les milieux intellectuels qui ont contribué à sa construction. Elle a semé aussi le trouble et le désarroi parmi ceux qui, à l'échelle mondiale, attendaient de l'élection de Lula à la Présidence de la République un point d'appui pour une contre-offensive face aux politiques néo libérales menées dans tous les continents par les gouvernements bourgeois et leurs institutions internationales.

Il s'agit d'une contre-réforme qui s'attaque à la structure de la protection sociale de la couche des salariés du service public, au système de solidarité construit face à la vieillesse. Poursuivant la tâche du gouvernement de FHC, elle entame la densité sociale et le dispositif de défense collectif des travailleurs. Elle est profondément anti-ouvrière. C'est pour cela qu'auparavant, sous les présidences Color et Cardoso, le Parti des travailleurs s'y était fermement opposé. Au-delà de l'allongement de sept ans du droit à la retraite, et de la remise en cause de l'acquis que représentait le versement d'une pension équivalente à l'intégralité du dernier salaire versé, le centre du dispositif en est la fixation d'un plafond maximum de pension fixé à 2 400 reais (environ 800 £) liant le sort des fonctionnaires qui auront droit à une retraite supérieure à la création de fonds de pension.

C'est prétendument au nom de la « justice sociale » que l'énorme déploiement de propagande gouvernemental en faveur de cette contre-réforme a développé sa campagne. Il est certain, (voir mon article dans Carré Rouge n° 26) qu'il y a au Brésil, qui est l'un des pays les plus inégalitaires du monde, une immense dette sociale, dont les millions d'électeurs de Lula pensaient que son gouvernement commencerait à entreprendre le règlement. 57 % des travailleurs sont démunis par exemple de toute protection face à la vieillesse. Or, loin de se préoccuper de l'universalisation du risque vieillesse en direction de ces millions de travailleurs, et d'envisager des stratégies pour qu'ils accèdent à la jouissance de ce droit élémentaire, les mesures proposées par le gouvernement Lula et ses alliés gouverneurs n'ont qu'un seul objet et une cible

bien précise : en finir avec les acquis des fonctionnaires (« les privilèges de ces nantis » selon les propagandistes du palais présidentiel) pour les aligner sur les mêmes conditions que Fernando Henrique Cardoso avait réussi à imposer aux travailleurs du secteur public en 1998, malgré l'opposition alors du PT. La « justice sociale » serait donc d'aligner vers le bas, d'égaliser dans l'injustice les travailleurs du public et ceux du privé. Les mesures proposées ne font que compléter la contre-réforme commencée par Cardoso, celle que recommandent la Banque Mondiale et le FMI. Ainsi, par trois fois, Cardoso essaya de faire passer par exemple l'obligation pour les retraités de contribuer, par une ponction sur leur retraite, au paiement de leur propre retraite. Par trois fois il échoua, grâce entre autres à la lutte du PT. Aujourd'hui, en revanche, c'est par la lutte acharnée du gouvernement de Lula et de la direction du PT contre ceux qui l'ont élu que cette mesure inique a été imposée.

Ne craignant pas de distordre les chiffres, le gouvernement a fait peser sur le pays le spectre d'un immense « trou », d'un gigantesque déficit causé par le régime des retraites des fonctionnaires. Le travail précis et irréprochable des économistes et spécialistes universitaires a contraint le gouvernement à reculer sur ce point. Les considérants du projet de loi présenté ont complètement abandonné cet angle d'attaque.

Le ministre Ricardo Berzoni a calculé que l'économie budgétaire réalisée par l'application de la contre-réforme pendant 20 ans pourrait atteindre 52 milliards. C'est l'équivalent de ce que le gouvernement Lula a payé en six mois en 2003 pour le paiement des intérêts de la dette publique. Ainsi, s'il n'existe pas de déficit, si la mo-

tivation n'est pas de promouvoir la justice sociale, si de plus l'économie budgétaire est aussi limitée, au nom de quoi cette contre-réforme est-elle mise en marche ? C'est dans la possibilité qu'elle offre désormais de création de fonds de pension pour les fonctionnaires. Son but, selon le gouvernement, est de dynamiser le marché des actions et l'économie nationale. Le gouvernement Lula manifeste l'intention d'utiliser les ressources des fonds dans ses futurs programmes d'infrastructure ou de caractère social. C'est bien pourquoi a été fait le choix du système dit de la contribution définie, où le salarié verse ses cotisations au fonds de pension sans aucune garantie quant à la valeur du bénéfice en retour. Ainsi, par le moyen de ces fonds se dessine un brutal transfert régressif des revenus des travailleurs salariés pour les centres financiers. L'avenir des travailleurs serait donc suspendu à un fallacieux actionnariat salarial, à la possibilité de bénéficier indirectement du marché financier à travers les fonds de pension contrôlés par les syndicats.

GESTION SYNDICALE DES FONDS DE PENSION ET CONVERSION DU PT AU « BLAIRISME »

Déjà au cours du gouvernement Cardoso, les fonds de pensions se sont renforcés dans les grandes entreprises d'État, dont la plupart ont été privatisées, fonds de pension gérés par les syndicats, en particulier ceux de la CUT, dont les dirigeants forment une partie centrale du noyau dur de la direction du PT. C'est ce qui amène le sociologue Francisco de Oliveira, dans sa tentative de com-

prendre le cours actuel de la direction du PT et du gouvernement Lula, à pointer vers la formation d'une nouvelle couche sociale (il la nomme, à tort selon moi, une « classe ») dont les intérêts supposent l'extension des fonds de pension : « C'est cela qui explique de récentes convergences pragmatiques entre le PT et le PSDB [le parti de Cardoso], l'apparent paradoxe qui voit le gouvernement de Lula réaliser le programme de celui-ci en le radicalisant : il ne s'agit pas d'une erreur, mais de l'expression d'une véritable classe sociale, qui se forme d'un côté à partir des ingénieurs et intellectuels doublés de banquiers, noyau dur du PSDB, et de l'autre d'ouvriers transformés en gestionnaires de fonds de pension, noyau dur du PT ».

Sans aller jusqu'à la notion de classe sociale, dans un récent article dialoguant avec Oliveira, les professeurs Alvaro Bianchi et Ruy Braga, dont je partage l'opinion écrivent : « Il est certain que s'est développé le poids relatif de fractions de gestionnaires issus de la classe ouvrière, co-responsables de la valorisation de ces fonds, qui deviennent ainsi le pont qui viabilise l'alliance organique de secteurs de la bureaucratie syndicale avec le capital financier. D'étroites relations de dépendance fonctionnelle entre la bureaucratie syndicale, qui s'éloigne du corps de la classe ouvrière brésilienne, et les opérateurs du marché des actions. »

C'est ce cours que veut approfondir la contre-réforme des retraites des fonctionnaires. A ces processus s'ajoute le poids de la formation de groupes de gestionnaires et d'administrateurs appartenant au PT de grandes villes et d'États régionaux, et leur acceptation de plus en plus complète du cadre des « lois du mar-

ché ». C'est sur la base de ces processus que l'on constate la conversion au programme social libéral de l'équipe gouvernementale et du noyau dur de la direction du PT. On assiste au rapprochement de Lula avec la « Troisième Voie » du « New Labor » de Tony Blair après son rapprochement antérieur avec le « socialisme administratif » du PS français. On note aussi la parenté de certaines mesures du gouvernement Lula avec celles que prend le « Nouveau Centre » allemand. Le prix payé dans un pays dépendant comme le Brésil pour une telle évolution est terrible. La « réforme agraire de marché », par exemple, sur laquelle s'oriente le gouvernement Lula aujourd'hui, est un abandon de la revendication démocratique historique de réforme agraire qui répond aux besoins et aux aspirations de centaines de milliers de déshérités de la campagne. Le nombre d'assassinats de paysans sans terre par les tueurs des milices des latifundistes brésiliens, qui relèvent la tête et reprennent l'initiative sur les bases des orientations du gouvernement Lula, s'élève à 45 depuis le début de l'année. Nous ne pouvons qu'être solidaires de ceux qui refusent d'entrer dans l'engrenage de ces choix désastreux.

UN ACTE POLITIQUE DE FIDÉLITÉ AUX PRINCIPES ET DE SAUVEGARDE DE L'AVENIR

A la veille de la présentation au Parlement de la contre-réforme des retraites des fonctionnaires, alors que se rassemblaient les milliers de ma-

nifestants et de grévistes contre le projet de loi aux abords du Congrès à Brasília, le président du Parti des Travailleurs, José Genoïno, se réunissait avec les députés de gauche du PT et leur déclarait que, en cas de vote contraire à la « réforme », ils seraient exclus du parti. Refusant le diktat et l'acceptation de cette agression contre une conquête structurante du camp des travailleurs, reprenant les positions historiques du PT, trois députés du PT, Luciana Genro, João Fontes et Babá votaient contre la contre-réforme le 6 août 2003. Le lendemain ils votaient à nouveau contre la contribution imposée aux retraités (la soumission de leur maigre pension à l'impôt). Ils étaient rejoints par la sénatrice Heloisa Helena qui s'est prononcée contre aussi, au Sénat. Huit députés du PT s'abstenaient, mais le lendemain, alors que la direction du PT avait des difficultés pour réunir le quorum nécessaire à la majorité, ils votaient en faveur de la contribution des retraités, méritant ainsi l'indulgence de la direction du PT. Vingt-quatre membres de la gauche du PT, tout en se déclarant contraires à la contre-réforme, s'alignaient sur le diktat de la Direction et votaient pour, avec le reste des députés du PT. José Genoïno déclarait que les trois députés, appelés par la presse « les radicaux », étaient pratiquement en dehors du parti.

Ces députés, ces militants, n'ont pas hésité à se ranger par leur acte dans le camp de ceux qui ont agi par la grève et la manifestation pour la défense de leurs conquêtes. Ils ont su répondre en tant que parlementaires au combat critique d'analyse et d'explication que des intellectuels du PT ou sympathisants, refusant l'accommodement, ont commencé à mener contre les mesures socio libérales du

gouvernement de Lula. Par là, ils ont montré une voie pratique, refusant l'adaptation et les demi-mesures ambiguës. Parce qu'ils ont su dire non, leur acte est un acte éducateur et fondateur.

Pour leur fidélité aux idées et aux actions par lesquelles ils ont contribué à construire le Parti des Travailleurs, ils sont poussés hors du parti par la direction de ce parti. Celle-ci, appliquant aujourd'hui une politique opposée à celle qui a permis de construire le PT indépendant des patrons et de son État, ne peut plus tolérer qu'un combat conséquent en son sein devienne un point d'appui pour les luttes des travailleurs contre sa politique socio libérale. Pour éviter la contagion, pour éviter que les « radicaux » soient rejoints dans cette action pratique par d'autres qui sont opposés aussi à la politique du gouvernement, il lui faut couper court et exclure. Certes, les trois députés « radicaux » et la sénatrice Heloisa refusent l'exclusion et la combattent, mais pas au prix de se rendre muets dans leurs actes, pas au prix de ne plus servir pour la résistance concrète des travailleurs contre le gouvernement Lula. Exclus, ils refuseront aussi de renoncer et de cesser de s'organiser pour lutter. Ils appellent à la formation d'un mouvement pour un nouveau parti. La résistance des trois députés « radicaux » et de la sénatrice Heloisa ouvre la porte largement à l'organisation de ceux qui n'acceptent pas qu'un parti sans patron, un parti indépendant, anti-capitaliste et anti-impérialiste, ne voit pas le jour au Brésil. C'est ce combat, c'est ce processus qu'ils expliquent dans le texte signé que nous publions ci-après.

Au sein du PT, nombreux sont les militants, les responsables qui n'acceptent pas les conséquences pratiques

de la politique du gouvernement Lula et qui sont engagés eux aussi dans un processus sincère et douloureux. Le débat avec eux est bien sûr indispensable. Par contre, ce qu'il est difficile de comprendre et d'accepter, c'est qu'au nom de considérations tactiques sur les opportunités, l'état plus ou moins grand du mûrissement de la conscience des militants et des travailleurs, on cautionne par le vote une politique anti-ouvrière qui contribue à la démoralisation et à la démobilisation, aidant ainsi à fermer la voie à la construction de toute force politique. C'est malheureusement ce qu'une grande partie de la gauche du PT pratique, et parmi elle une grande partie des dirigeants de la tendance Démocratie et Socialisme, qui se réclame du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale. De même, il est difficile de comprendre la position de ceux qui, étant à l'initiative du regroupement « Resgatar o PT » (récupérer le PT), les militants de la tendance « O Trabalho » liés internationalement à la IV^e Internationale animée par Pierre Lambert, mettent sur le même plan la politique d'exclusion de la direction du PT et celle de ceux qui sont victimes de ces exclusions. La position que ceux-ci développent est exprimée dans la formule « Non aux exclusions ! Non à la scission ! ». Celle-ci est une protection et un alibi fournis aux mesures prises par Genoïno, Dirceu et Lula pour normaliser le PT afin de mieux appliquer la politique gouvernementale.

Pour notre part nous saluons la volonté manifestée par les exclus ou futurs exclus, de rester militants ouvriers, donc organisés pour combattre. Nous leur exprimons de nouveau tout notre appui, car leur combat est aussi, pour nous ici, en France, un point d'appui à nos propres luttes.

Quelque 5 000 familles de paysans sans terre installées de janvier à septembre 2003, alors que l'objectif était de 60 000 à fin 2003... Sur ces 5 000, la moitié comme résultat des programmes engagés sous le gouvernement précédent, lequel avait tout de même aidé, entre 1995 et 2001, à l'installation de 330 000 familles [1]... Un budget d'austérité qui ne permettra pas de dépasser les chiffres de 10 000 installations cette année et de 25 000 en 2004 [2]... 140 000 familles vivant aujourd'hui au bord des routes dans 1 600 « campements » [acampamentos], dans des conditions de précarité extrême... Et au total, près d'un million de familles qui attendent de bénéficier de mesures de réforme agraire...

L'enterrement de la réforme agraire

Il est un fait que la situation des paysans sans terre du Brésil ne s'améliore pas sous le gouvernement Lula. Dans le même temps, d'un côté il ne se passe pratiquement pas une semaine sans qu'un paysan sans terre ne soit assassiné par les bandes armées des latifundistes, dans une impunité jusqu'à présent totale. De l'autre côté, plusieurs dirigeants du MST (Mouvement des sans terre), et sans doute pas par hasard des membres de son aile la plus radicale (José Rainha Junior, Diolinda Alves de Souza et Felipe Procopio dos Santos), croupissent en prison, accusés ou condamnés pour de supposées mesures d'auto-défense n'ayant entraîné aucun dommage corporel.

Ce panorama explique que malgré l'attitude modérée (car favorable au gouvernement) de la majorité de la direction du MST, la mobilisation des sans terre se soit fortement développée. Depuis le début de l'année, il y a déjà eu près de 200 occupations de masse de parcelles non exploitées des latifundia, contre 103 pendant toute l'année 2002. S'y ajoutent d'autres types d'actions, telle l'occupation du siège de l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) [3] dans l'État de Pernambouc, à Recife, les 22 et 23 sep-

tembre par 1 000 paysans de l'Organisation de lutte de la campagne (OLC).

La situation est si grave que le principal dirigeant du MST, João Pedro Stédile, a été pour la première fois amené à durcir le ton. « Stédile a dit que malgré son vote pour l'opposition dans les dernières élections, le peuple brésilien n'est pas parvenu à défaire le néolibéralisme. Selon lui, des membres du gouvernement lui-même défendent ce modèle à travers l'adhésion à l'ALCA, en suivant les règles du FMI et en se soumettant à celles de l'OMC. Selon le leader des sans terre, d'autres courants du gouvernement Lula défendent un recyclage du modèle néolibéral, sans en altérer les fondements, avec des mesures inefficaces telles que de petites baisses des taux d'intérêt et des politiques compensatoires de redistribution sociale » (Folha Online, 22/09/2003, 13h48).

LE SENS

D'UN LIMOGEAGE

C'est dans ce cadre qu'est intervenu, le 2 septembre, le limogeage du président de l'INCRA, Marcelo Resende, par le ministre du développement agraire, Miguel Rossetto, et son remplacement par Rolf Hackbart, un an-

ancien dirigeant de la Banque régionale de développement de l'Extrême Sud (Rio Grande do Sul), devenu dernièrement l'un des assistants du président du groupe parlementaire PT au sénat. Selon l'éditorialiste de O Estado de S. Paulo, Dora Kramer, qui avait annoncé ce « scoop » dès le 28 août, le ministre a agi à la demande expresse du président Lula. Sept des dix membres de la direction nationale de l'INCRA ont ensuite démissionné en solidarité avec Resende. Quelle est donc la raison de ce bouleversement à la tête de l'administration en charge de la réforme agraire ?

Le ministre du développement agricole a nié l'existence de divergences sérieuses avec l'ancien président de l'INCRA, affirmant que son remplacement « fait partie d'un processus de gestion de la chose publique, des ajustements nécessaires pour répondre aux besoins auxquels la nouvelle période va tous nous confronter ». Marcelo Resende a quant à lui fait état de « motifs d'ordre politique et personnel », tandis que tous les commentateurs soulignaient que son limogeage était lié à la situation de polarisation et d'affrontement croissant dans les campagnes. Ils remarquaient en même temps que « ce remplacement est bien accueilli par les grands propriétaires fonciers », évidence soulignée par les déclarations favorables de tous leurs porte-parole (voir notamment O Estado de S. Paulo, éditions des 3 et 4 septembre).

Selon celui qui était le ministre du développement agricole dans le gouvernement précédent, Raul Jungmann, « le gouvernement a repris le contrôle de l'INCRA, qui était entre les mains des mouvements sociaux [...] Celui qui sort venait du mouvement

social, auquel il était loyal, tandis que celui qui entre vient de l'appareil du parti. Cela signifie que le PT va maintenant contrôler fermement cette administration. Il est clair que Lula a jeté la casquette du MST qu'il avait arboré... ». Jungmann ajoute que « Resende était irrespectueux des institutions, il se heurtait y compris au parti, pour favoriser les mouvements sociaux. Il s'était déjà affronté, il y a des mois de cela, au ministre Miguel Rossetto. La nomination de Rolf signifie le retour de l'institutionnalité. Il est probable que sa première tâche sera la dépolitisation de l'INCRA [...] Une crise s'était installée, avec les gouverneurs qui appelaient l'attention du gouvernement fédéral sur la nécessité de solutionner des conflits que l'INCRA contribuait à créer, au lieu de les résoudre » (O Estado, 04/09/2003).

LA « RÉFORME AGRAIRE DE MARCHÉ »

Dans la même interview, l'ancien ministre lève un peu plus le coin du voile en affirmant qu'il « y a des signaux clairs indiquant que le gouvernement de Luiz Inacio Lula da Silva ne réalisera pas la réforme agraire massive et populaire revendiquée par João Pedro Stédile, du MST ». C'est également l'avis du président de la Commission pastorale de la terre (CPT), Dom Tomás Balduino, qui estime que « Resende est tombé parce qu'il était plus engagé en faveur de la réforme agraire et des intérêts sociaux que le ministre Miguel Rossetto [...] le président de l'INCRA était devenu un obstacle pour la politique du ministère ». Selon lui, « Rossetto est en faveur de la réforme agraire de marché, qui peut amener le retour de la Banque de la Terre, combattue par

les mouvements sociaux. On comprend mieux maintenant pourquoi il n'a pas fait avancer le plan de réforme agraire qui, après huit mois de gouvernement, n'a pas encore démarré ».

Ainsi, « il ne s'agit pas seulement d'un changement de personnes, mais aussi d'un changement du modèle de réforme. Ce qui est en gestation au ministère du développement agricole, c'est un modèle basé sur le marché, pire que celui adopté sous le gouvernement de Fernando Henrique [Cardoso] » (O Estado, 03/09/2003). Moins sévère, Jungmann considère quant à lui que « c'est le retour à ce que nous disions dans le précédent gouvernement ».

En tout cas, sur le fond le président de la CPT ne s'était nullement trompé. Quelques jours plus tard, on apprenait en effet que « le gouvernement va relancer la Banque de la Terre [...] créée sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso dans le but de financer des lots pour les agriculteurs sans terre. Cette initiative a toujours été combattue par le MST et la CPT, qui voient dans la vente de lots une négation des objectifs sociaux de la réforme, basée sur l'expropriation de terres improductives. Ce serait, selon ces organisations, une réforme agraire de marché, imposée au pays par la Banque Mondiale – d'où proviennent les ressources pour financer ce projet [...] La semaine dernière, après que Resende eut quitté l'INCRA, des représentants du ministère du développement agricole et de la Maison civile [4] se sont réunis pour finaliser le texte d'une loi complémentaire qui va relancer ce programme sous un nouveau nom : Projet Crédit Foncier [...]. Dans le passé, la commission agrai-

re du PT avait combattu la Banque de la Terre [...]. L'actuel président de l'INCRA, Rolf Hackbart, qui faisait partie de ce groupe, avait écrit en 1999 un article dans lequel il affirmait que "la réforme agraire de marché" était une exigence de la Banque Mondiale, "immédiatement et pleinement respectée par le gouvernement FHC" » (O Estado, 07/09/2003).

TIRER LES LEÇONS

A la contre-réforme des retraites, équivalente brésilienne de notre contre-réforme Fillon-Chérèque, s'ajoute donc maintenant, entre autres, l'enterrement du programme historique de réforme agraire du PT et la reprise, sur ce terrain également, de la politique du gouvernement précédent. Tout cela est parfaitement clair et n'appelle pas beaucoup d'autres commentaires.

Tout au plus peut-on préciser, pour compléter le tableau, que la « réforme agraire de marché » se double d'une orientation bourgeoise classique de « maintien de l'ordre » dans les campagnes, avec renvoi dos-à-dos de tous les « fauteurs de trouble », oppresseurs et opprimés, assassins et assassinés. Tandis que Rainha et ses camarades sont serrés en geôle, « une action est en cours au ministère de la justice pour confier à la police fédérale la responsabilité des zones de conflit. L'un des objectifs est de démanteler les milices armées, constituées par les sans terre comme par les responsables des assassinats à la campagne » (Folha Online, 22/09/2003, 08h16).

Dans la même veine, lorsque les députés et sénateurs de droite liés aux latifundistes ont demandé la formation d'une commission parlementaire

d'enquête sur les invasions de terres et propriétés, le gouvernement a répondu en suggérant que son objet englobe toutes les formes de violence à la campagne – ce que la droite latifundiste s'est empressée d'accepter. « Pour Miguel Rossetto, la commission parlementaire d'enquête sur le MST est "bienvenue" [...] "C'est un mouvement fort et important du sénat et de la chambre [des députés], que je veux saluer. Je suis certain que cette commission constituera un instrument positif de dialogue sur ce que nous voulons le plus : la construction d'un agenda de paix et de justice à la campagne" » (Folha Online, 18/09/2003, 14h02).

Des leçons, des conclusions politiques doivent maintenant être tirées. Dès la formation du gouvernement Lula, il était clair que l'on était en présence d'un gouvernement pro-capitaliste et de conciliation avec l'impérialisme, fondé sur un accord stratégique entre la direction du PT et une fraction significative de la bourgeoisie brésilienne, qui inévitablement s'opposerait de plus en plus ouvertement aux revendications ouvrières et populaires. Tout l'indiquait : la formation du « ticket » présidentiel avec le grand patron José Alencar, le contenu pro-capitaliste de la campagne électorale de Lula et du PT, l'entrée à des postes clés du nouveau gouvernement d'autres représentants attirés du grand capital...

Ceux qui ironisaient alors à propos du « dogmatisme » de la définition de ce gouvernement comme « bourgeois de front populaire » avaient oublié des choses pourtant très élémentaires, confirmées cent fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, et cela sous toutes les latitudes, au « Sud » comme au Nord : que lorsqu'il y a dans un même gouverne-

ment des représentants d'organisations se réclamant des travailleurs et des représentants du patronat et de partis bourgeois, ce gouvernement fait toujours la politique du patronat et de la bourgeoisie, et jamais celle des travailleurs ; qu'on ne peut en aucun cas satisfaire les intérêts ouvriers et populaires si l'on ne s'attaque pas aux intérêts capitalistes ; que dans un pays dépendant, un gouvernement présentant ce type de caractéristiques allait nécessairement capituler devant l'impérialisme, etc.

Le problème est certes plus aigu puisqu'il se double de celui que pose la politique menée par la tendance du PT affiliée à la Quatrième Internationale (Secrétariat unifié), tendance dont on sait qu'elle est justement représentée au gouvernement par le ministre du développement agraire. Remplir une telle fonction, comme plus généralement soutenir le gouvernement Lula-Alencar, pouvait-il, peut-il être compatible avec un combat pour la démocratie socialiste, sans parler d'une défense élémentaire des travailleurs ? Non, bien évidemment. Pouvait-on, fallait-il parler à ce propos de « forfaiture » ou de « trahison » ? En fait, ce débat est maintenant dépassé, il ne s'agit même plus de cela. Nous ne sommes plus en train de parler d'un éventuel reniement, mais de la mise en œuvre quotidienne, depuis bientôt un an, de la politique de la bourgeoisie brésilienne.

Au Brésil, comme d'autres articles de ce numéro le soulignent, la résistance, la fidélité aux intérêts des travailleurs comme à l'espoir qu'avait représenté le PT, la rupture avec le capitalisme et l'impérialisme sont à l'évidence incarnées dans le combat de ceux qu'on appelle « les

radicaux ». Comme nous, ils se battent aussi dans la perspective d'un nouveau parti de lutte de classe pour le socialisme, large, pluraliste et démocratique. Ce sont eux qui représentent l'avenir, et ils méritent d'être soutenus, en France comme ailleurs. Mais cela implique bien sûr de rompre avec toute forme d'attachement au gouvernement Lula et à sa politique...

Notes

1- Selon Raúl Zibechi, « Le Brésil et la réfor-

me agraire – Rainha comme symptôme », article publié dans *Rebelión* le 18 juillet 2003. Zibechi signale que ces mesures, absolument insuffisantes, n'avaient nullement modifié la structure de la propriété foncière.

2- Après les coupes budgétaires drastiques opérées en février dernier pour assurer le paiement de la dette, il ne reste dans le budget 2003 que 162 millions de reais (environ 50 millions d'euros) destinés à l'acquisition de terres, ce chiffre passant à 400 millions de reais (160 millions d'euros) dans le budget 2004, ce qui reste tout aussi misérable (O Estado de S. Paulo, 03/09/2003).

3- L'INCRA est l'administration publique,

dépendant du ministère du développement agraire, qui est chargée de la préparation et de l'application des mesures de réforme agraire.

4- Le ministre de la « Maison civile » (actuellement, José Dirceu) représente le gouvernement auprès du parlement, des partis politiques, et joue aussi un rôle de coordination entre les différents ministères, en représentation du président.

La « prudence » a cédé le pas à la perplexité. Jusqu'à ce que l'on soit face à ce qui est désormais incontestable. Il ne s'agit pas d'un « faux pas social-libéral », mais du cours irréversible du gouvernement Lula.

Dilemme dans la gauche du PT

Mal à l'intérieur. Plus mal en dehors ?

FEUILLE DE ROUTE

NÉOLIBÉRALE

Le sociologue et économiste André Gunder Frank^[1] a été encore plus loin : il a comparé Lula au dirigeant de Solidarnosc, Lech Walesa, qui a mené une politique économique plus conservatrice que ses prédécesseurs lorsqu'il a pris la présidence polonaise. Exagération ?

En prenant ses fonctions, le 1^{er} février, le président Lula a promis « la récupération des dettes sociales centenaires de ce pays » et de commencer à dépasser « l'héritage maudit » laissé par Fernando Henrique Cardoso et les gouvernements néolibéraux successifs. Mais rien de cela n'apparaît à l'horizon. Au contraire, le changement a cédé le pas à la continuité la plus absolue.

Le gouvernement Lula a fini par accepter les règles du jeu du capital transnational. Il s'est mis d'accord avec l'état-major du FMI, des banquiers et des principaux actionnaires de l'État brésilien privatisé. Il a imposé la « réforme » des retraites au bénéfice des fonds de pension privés ; et il est en train de faire adopter

l'autre « réforme » ordonnée par Washington : celle des impôts. En suivant sa feuille de route néolibérale, il prépare la flexibilisation de la législation du travail (exigée par les patrons et le FMI), accroît la dette publique par rapport au PIB, et prépare « l'autonomie » d'une Banque centrale qui, en réalité, est une succursale de la FED nord-américaine.

Tout continue comme avant. ou empire. Le chômage atteint 20 % dans les grandes villes ; les revenus des familles ont chuté de 16 % au mois de juillet ; plus de 50 % de ceux qui travaillent n'ont aucune sécurité sociale. Pendant ce temps, le plan Faim Zéro touche à peine 350 000 personnes. C'est-à-dire qu'il est paralysé. Et il dépend plus que jamais de ce que la prochaine négociation avec le FMI permette l'inclusion d'une « clause sociale » et une baisse de l'excédent fiscal primaire [avant paiement de la dette, NdT], en plus de la « compréhension » de la Banque mondiale. et des « donations » de multinationales telles que Coca-Cola et Nestlé.

La réforme agraire que les sans terre exigent est dévoyée vers un modèle de marché agro-exportateur et ré-

pond aux intérêts des multinationales agro-alimentaires. La récente destitution du président de l'INCRA (Institut

national de colonisation et de réforme agraire) Marcelo Resende (lié à la

Commission pastorale de la terre) est un coup mortel contre les espoirs de millions de paysans. Et l'annonce que seules 7 000 familles seront installées cette année (alors que le chiffre de 60 000 avait été promis) indique que le gouvernement a choisi de céder aux pressions des grands propriétaires fonciers, représentés par le ministre de l'agriculture, Roberto Rodrigues.

Dans ces conditions, le rôle du ministre du développement agraire, Miguel Rossetto, est de plus en plus subordonné. Dans le même temps, la guerre dans les campagnes s'intensifie : les hommes de main des latifundistes ont déjà assassiné 30 sans terre depuis le début de l'année. et les seuls à se trouver en prison sont des dirigeants du MST, parmi lesquels José Rainha et Felinto Procopio dos Santos.

Enfin, le projet de budget 2004 présenté au congrès (chambre des députés et sénat fédéral), réduit tous les budgets sociaux, alors que le paiement des intérêts de la dette demeure intouchable.

ENGAGEMENTS

INCOMPATIBLES

Cela s'explique. Avant d'arriver au gouvernement, Lula et la fraction dirigeante du PT ont formé une alliance avec des secteurs décisifs de la classe dominante brésilienne afin de « développer le marché interne », le « capitalisme productif » et procéder à la tant vantée « redistribution équi-

table du produit national ». Et ils ont passé un accord avec les marchés financiers. Ainsi, deux engagements incompatibles ont été pris : le changement (revendiqué par les travailleurs et les pauvres) et le respect des contrats et accords avec le FMI, les banques et, en définitive, les grands capitalistes.

Évidemment, personne ne s'attendait à l'ouverture d'un scénario de « transition au capitalisme », dans la mesure où la fraction dirigeante du PT (Lula et le courant Articulation) allait subordonner tout programme de changement à l'institutionnalité capitaliste. En s'adaptant politiquement et matériellement à l'appareil d'État, la fraction dirigeante du PT est devenue irrécupérable pour la lutte révolutionnaire. De la même manière, très peu nombreux étaient ceux qui croyaient à la possibilité d'engager un

processus de « rupture démocratique », voire à une extension de l'expérience du budget participatif, toujours focalisée à Porto Alegre.

La fraction dirigeante du PT s'est transformée en un élément de soutien de l'ordre bourgeois. même si elle se maintenait dans l'opposition aux

gouvernements néolibéraux successifs, en adaptant le ton de son discours à l'évolution des luttes sociales. L'assimilation idéologique, ainsi que l'incorporation de la thèse sur la « neutralité » des institutions démocratiques bourgeoises, ont écrasé non seulement toute perspective de classe et anticapitaliste, mais même une timide option anti-néolibérale. La couche de bureaucrates aspirants « hommes d'État » qui a été galvanisée par de longues années d'électoratisme, de prébendes parlementaires et de pratique entrepreneuriale-gestionnaire

(dans les États et les municipalités) a fini par réaffirmer, de façon définitive, la stratégie de conquête du Planalto (palais du gouvernement à Brasilia) comme « alternance de changement sans rupture » afin d'assurer une « gouvernabilité démocratique »[2].

Pour cela, il faut éviter à tout prix le « chaos social » et « l'ingouvernabilité » générés par « l'excès de demandes » et « l'incapacité à les satisfaire ». Et la main du gouvernement et du lulisme ne tremblera pas si ceci exige d'envoyer les troupes de choc, d'appeler les opportunistes à « défendre le gouvernement » par-dessus les intérêts des travailleurs, et d'expulser les « radicaux » qui ne renoncent pas à l'histoire de lutte et à l'engagement du parti auprès de ceux d'en bas.

Huit mois plus tard, deux rubriques figurent au « bilan positif ». D'une part, une politique extérieure dépeinte comme « indépendante » et « progressiste », où se mêlent les sermons critiques de la globalisation dans les forums internationaux, la condamnation du « terrorisme », les initiatives afin de renforcer le Mercosur et « l'alliance stratégique » avec l'Argentine, les accords commerciaux avec le Venezuela et la Communauté andine, et le pari d'une ZLEA (ALCA) « light », dans l'illusion vaine que négocier avec Bush (et tout ce qu'il représente) pourrait amener à quelque concession.

De l'autre, les enquêtes « d'opinion publique », ce mécanisme de manipulation des « citoyens » qui a pris le pas sur le fonctionnement du parti et sur toute autre instance de démocratie participative. Le 23 août, l'action du président Lula était considérée « très satisfaisante (en espagnol, optima) par 45 % des sondés », trois points de plus qu'en juillet, tandis que 42 % la considéraient « assez satis-

faisante » (regular) et 10 % seulement « non satisfaisante » (malo)[3]. Applaudissements à la tribune. Dans cette logique de pur marketing politique, le fait que dès le mois d'avril 1938 % des sondés considéraient le président Lula comme étant du « centre » ou du « centre-droit », devient anecdotique. Comme pour confirmer les mots du président lui-même lors de sa récente visite au Venezuela : « De toute ma vie, je n'ai jamais aimé être considéré de gauche ».

DÉBUT D'UNE RUPTURE

Selon les propos de la sénatrice Heloísa Helena[4], opposante intransigeante au cours néolibéral du gouvernement Lula et l'une des principales références de la gauche révolutionnaire et des mouvements sociaux qui résistent (entre autres raisons parce qu'elle s'est refusée à approuver la désignation de Henrique Meirelles comme président de la Banque centrale, et est actuellement suspendue du groupe parlementaire du PT), ceux qui ont voté la contre-réforme ne peuvent être qualifiés que de « pusillanimes et couards ». Quant au congrès, elle l'a défini comme « une foire commerciale honteuse »[5].

C'est un point d'inflexion. Avec ce vote favorable[6], le gouvernement Lula obtient une double victoire politique : il émet un signal de confiance en direction du FMI et des investisseurs étrangers des fonds de pension, en réaffirmant sa conversion au marché, et simultanément, il obtient la capitulation d'un secteur de députés fédéraux dudit « camp de gauche ». Avec cette reddition, le « camp de gauche » qui a voté les contre-réformes se neutralise lui-même en tant que pôle de résistance à la poli-

tique du gouvernement et de la fraction dirigeante du PT. à moins qu'il ne change radicalement de stratégie et rompe avec son confort institutionnalisé. Dans le même temps, le gouvernement utilise cette reddition pour mettre un terme à la préoccupation de secteurs de la bourgeoisie et des médias nationaux et étrangers, au sujet de la carte politique interne du PT qui montrait les

« radicaux » avec 30 % du parti et de son groupe parlementaire.

Cependant, cette première victoire du gouvernement Lula (il manque encore le vote au Sénat, même si la seule à avoir annoncé qu'elle voterait contre est Heloísa Helena) n'a pas été obtenue sans frais. Les 60 000 manifestants à Brasilia, la grève massive des salariés de la fonction publique, la croissance d'une opposition de classe à la bureaucratie de la CUT, tout comme la condamnation de la fraction dirigeante du PT par de larges secteurs de militants du mouvement social ou politique, marquent le début d'un processus de rupture politique. Processus qui s'accélère dans la mesure où un large secteur des militants entrés en résistance et des mouvements sociaux « font l'expérience » du gouvernement Lula. Tout comme les milliers d'étudiants qui se rebellent à Salvador, en protestant contre l'augmentation du prix des transports. Il s'agit donc de l'achèvement du parcours politique-stratégique du PT. Un processus de décantation est en cours, qui (le signaler est quasiment superflu) sera marqué par des attentes, des rythmes et des expériences différenciées. Des dizaines de milliers de militants du mouvement social et de militants pétistes refusent de tomber dans la complicité. Ils manifestent leur indignation et se rebellent face à ce qu'ils considèrent comme une ca-

pitulation inconditionnelle du gouvernement Lula et du PT.

Des tracts, des affiches, des manifestations de masse, des assemblées syndicales et des congrès étudiants, des séminaires et des débats publics dans différentes villes accusent déjà de « trahison » le gouvernement. et les députés fédéraux qui ont voté la contre-réforme des retraites. Les sans

terre et les sans toit sont las des promesses ministérielles et sont passés à l'action directe en occupant des latifundia et des bâtiments publics et privés. De nombreux intellectuels et économistes du parti critiquent sans pitié la ligne de continuité économique néolibérale. La « lune de miel » avec le gouvernement commence à se terminer pour les secteurs les plus conscients et politisés du mouvement populaire. Une phase s'ouvre d'instabilité, d'accélération des expériences et de l'affrontement avec le régime politique de domination. Cependant, « si une telle référence ne se construit pas dans la prochaine période, nous connaissons un processus de dispersion et la déception envers le gouvernement débouchera sur une désorganisation et un recul. L'espace ouvert à gauche ne le restera pas très longtemps »[7]. Pendant ce temps, les mouvements sociaux s'organisent autour de l'élaboration d'un programme alternatif pour « organiser l'espoir » et répondre « au besoin d'unifier les mouvements sociaux dans le nouveau contexte que connaît le pays après la victoire de Lula, en cherchant à définir une plate-forme commune de propositions et à organiser des actions communes, dans l'objectif de renforcer le camp des changements, du développement et de la valorisation du travail »[8] L'idée que le cours du gouvernement est « en dispute » part

en fumée ou se réduit à un artifice tactique pour « éviter l'isolement ». Le rapport de forces entre les conservateurs et les « niches progressistes » a été et est écrasant en faveur des premiers. Il n'y a pas affrontement entre deux projets antagoniques. La fraction dirigeante du PT et ses nouveaux alliés (banquiers, entrepreneurs, politiciens corrompus du PMDB tels que Sarney et d'autres transfuges) dirigent le navire. depuis le début de la traversée. Pour la gauche révolutionnaire, il n'y a aucun doute quant au programme économique dans ses aspects fondamentaux. Luciana Genro le précise : « La voie qui a été choisie est extrêmement claire dans le sens de l'approfondissement du modèle néolibéral. Il n'y a aucun signe de forces internes au gouvernement qui prétendraient effectuer un tournant. D'un autre côté, les alliances imposent des limites à la volonté de certains secteurs du gouvernement [...] Vous ne pouvez pas dire, "j'ai gagné la confiance des marchés et maintenant je fais ce que je veux", parce que cette confiance, il faut la gagner tous les jours. Le PT a clairement choisi de continuer à payer la dette extérieure, et il est impossible de réaliser des changements sans opérer des ruptures »[9]. Il pourra y avoir des coups de barre un peu plus ou moins au centre, ou à gauche, et y compris des grimaces voulant exprimer un retour à une sensibilité sociale. Mais le cercle se ferme. Dans ce sens, tant la participation au gouvernement que la tactique de cohabitation critique avec la fraction dirigeante du parti, sont incompatibles avec une politique d'accumulation révolutionnaire et socialiste.

NOUVELLE ALTERNATIVE

L'intoxication médiatique de la droite monte son cirque : « les radicaux du PT discutent de la création d'un nouveau parti de gauche »[10], ou bien « les radicaux du PT annoncent un nouveau parti »[11]. La fraction dirigeante du parti et le président Lula lui-même déprécient ce phénomène politique : « j'ai appris qu'il y a un certain type de gens qu'il vaut mieux avoir contre soi qu'avec soi »[12]. Quant aux alliés opportunistes du lulisme, ils le ridiculisent en le réduisant à une petite minorité de nostalgiques d'époques révolues : « je veux prévenir les plus mal informés que le choix fait par certains de développer les tensions jusqu'aux ultimes conséquences fait partie d'une stratégie politique. Ils veulent être expulsés du PT. Ils croient que l'heure est venue de construire un nouveau parti, qui celui-ci soit véritablement révolutionnaire. Dans le fond, ils sont prisonniers d'un vieux schéma : celui de la révolution Russe de 1917 »[13]. D'autres agitent auprès de leurs militants déconcertés et mécontents le danger que le processus de rupture et de réorganisation finisse dans un regroupement « des trotskysmes » doctrinaires. Les uns et les autres mènent une opération trompeuse destinée à réduire la signification de la rupture à une poignée de militants. Et à trois députés et une sénatrice. Ils se refusent à reconnaître qu'à la base du parti, dans les universités, les entreprises, les usines et les mouvements populaires, ils sont déjà des dizaines de milliers à prendre conscience et à tirer des conclusions politiques. Ils se refusent à digérer le fait que la colonne vertébrale du mouvement ouvrier, paysan et populaire, n'a pas contracté un mariage indissoluble avec le lulisme.

La construction d'une nouvelle alternative de gauche est posée, et elle est inévitable. Gauchisme fébrile ? L'économiste et dirigeant reconnu du parti, Plinio Arruda Sampaio Jr, qui impulse un document signé par plus de 2 000 militants[14], a également été catégorique quant au diagnostic : « nous vivons une nouvelle vague néolibérale. Et l'ironie de l'histoire, c'est que c'est un ouvrier qui dirige cette nouvelle vague néolibérale. Nous sommes à un moment très grave. Le parti que nous avons mis 25 ans à construire est en train de disparaître »[15]. De son côté, Waldemar Rossi, ancien dirigeant syndical métallurgiste et membre de la Pastorale ouvrière, affirme que « la fidélité au parti est donc relative. Elle n'est valable que si elle est au service et sur une voie correcte de pratique de justice sociale »[16]. C'est dans ces nouvelles conditions politiques qu'ont pris corps tant le débat que le mouvement pour une alternative de gauche programmiquement délimitée. Un premier pas a été l'initiative lancée par les députés Luciana Genro, Joao Bautista Babá et Joao Fontes. « Il est de notre responsabilité d'organiser la résistance des pétistes et la construction d'une nouvelle alternative avec ces dizaines de milliers de militants qui disent non au New PT. En premier lieu, nous discuterons à fond avec les militants pétistes, avec les dirigeants syndicaux combatifs et les militants des mouvements sociaux, de l'alternative dont nous avons besoin. Nous déciderons en commun avec la sénatrice Heloísa Helena des pas à réaliser dans cette voie. Il n'est pas inutile de rappeler que l'opinion d'Heloísa a pour nous une très grande importance. Nous la soutiendrons et l'accompagnerons si elle prend la dé-

cision de disputer la mairie de Maceió [capitale de l'État d'Alagoas], et serons à ses côtés pour exiger la démocratie dans le parti tant qu'il nous sera possible de maintenir cette exigence. Dans ce sens, notre propre expulsion constitue notre limite, comme c'est la limite pour les milliers de pétistes qui ont signé avec nous le "Manifeste d'urgence contre la faim, la misère et le chômage" [...] Nous allons maintenir et développer nos liens avec ces milliers de combattants du mouvement social qui n'ont pas viré de bord. Nous allons appeler à la construction d'un nouvel outil politique, un nouveau parti anticapitaliste, anti-impérialiste, démocratique, de lutte et de classe, qui reflète la pluralité de la gauche socialiste en intégrant tous les secteurs du PT désireux d'y participer, ainsi que les camarades du PSTU qui ont déjà appelé à la construction d'un nouveau parti »[17].

Le PST-U (Parti socialiste des travailleurs - unifié)[18] avait appelé à construire « un mouvement pour un nouveau parti qui unisse tous les militants, radicaux du PT, PST-U, militants des mouvements sociaux, pour que nous puissions lutter en faveur d'une alternative militante et de masse pour les travailleurs brésiliens »[19]. Il a cependant mis le pied sur le frein et considère aujourd'hui que la création d'un nouveau parti est prématurée. Il propose de discuter un projet qui ne soit pas « un accord de sommets » et offre sa légalité pour participer aux élections municipales d'octobre 2004[20].

Par delà ce type de contorsions et les allées et venues tactiques (qui recouvrent des différences politiques légitimes, des myopies sectaires et/ou des prétentions hégémoniques), ce qui est certain, c'est que le temps pour une alternative de

gauche est venu ; et qu'il y a, comme le dit Valerio Arcary, un premier défi : « construire un mouvement unitaire, à partir de ce moment dramatique que vit la gauche brésilienne. Un mouvement qui incorpore toutes les forces vives venant de la lutte de classes dans la construction d'une nouvelle alternative politique »[21]. Un mouvement qui, en définitive, « combine rénovation et radicalité »[22].

Tous les courants internes de la gauche pétiste (qui concentre indiscutablement la plus forte accumulation politique, marxiste et révolutionnaire) sont traversés par ce dilemme stratégique. Il en va de même dans le PST-U, où des divergences existent. Des tensions, des réorientations, des ruptures avec la routine institutionnelle seront à l'ordre du jour. Ce qui est cependant décisif, c'est le lien de ces courants avec l'intensité des mouvements sociaux, avec le processus d'extension et de radicalisation des luttes de résistance. C'est de cela que dépend l'issue de la bataille qui s'est ouverte.

RÉPERCUSSIONS

EXTÉRIEURES

Le « PT des origines » se (dé) construit comme parti de classe, comme option

réelle de changement, comme expression de masse de la résistance anti-néolibérale et anti-impérialiste. Sa défaite est dans ce sens un fait d'une importance fondamentale. Si pour les forces populaires qui ont mené une résistance farouche au néolibéralisme, en réalisant d'innombrables protestations, rébellions et soulèvements révolutionnaires comme l'argentinazo, si pour le mouvement altermondialiste qui affronte l'offensive prédatrice et guerrière de l'impérialisme, si pour la gauche so-

cialiste qui se construit dans le cours des luttes et de la radicalisation des masses, le PT et le gouvernement Lula étaient « un laboratoire social et politique d'expériences » de dimensions internationales, alors, le « moment très grave »

ne l'est pas seulement pour la gauche brésilienne.

La transformation de la nature du PT et le cours irréversible du gouvernement Lula renforcent toutes les tendances « social-libérales » d'un secteur de la gauche latino-américaine favorable à une « culture de gouvernement », ainsi que l'idée conservatrice selon laquelle les rapports de forces défavorables et l'héritage tragique du néolibéralisme empêcheraient jusqu'à des « réformes structurelles » tendant à satisfaire les besoins sociaux les plus élémentaires et urgents. Dans un cadre de recolonisation impérialiste accélérée (plan Colombie, offensive déstabilisatrice contre Chávez, Plan Puebla-Panama, ALCA, ajustements de type FMI, dette extérieure et règles draconiennes de l'OMC), la capitulation inconditionnelle du gouvernement Lula et de la fraction dirigeante du PT devient un boulet pesant à tirer. Son évolution à droite et son échec introduisent une forte dose de confusion, de désorientation et de désespoir, justement au moment où la crise de légitimité du « modèle » néolibéral provoque un affrontement avec un processus d'organisation, de mobilisation et de radicalisation d'une gauche sociale à l'échelle continentale.

Dans ce contexte, le défi est double pour les forces marxistes révolutionnaires. D'un côté, recomposer une perspective politique transitoire à partir des luttes sociales ; une perspective radicale et renovatrice. De l'autre, relancer dans la pratique

(sans calcul mesquin ou « organique » d'aucun type) une stratégie de regroupement de la gauche anticapitaliste et socialiste à l'échelle nationale, régionale et internationale, avec des campagnes, des initiatives et des tâches communes, qui aillent au-delà des congrès autoproclamatrices, des forums académiques et des séminaires type ONG aux discussions plus ou moins érudites.

Évidemment, il y a un premier point de rencontre incontournable : le soutien et la solidarité politique avec la lutte de la gauche et des mouvements

sociaux du Brésil, qui engagent avec toutes les difficultés imaginables, et sans échéancier fixe, la (re) construction d'une alternative révolutionnaire. C'est la seule voie vers la récupération de ce « mandat populaire » que Pachakutik et le mouvement indigène équatorien revendiquent, en rompant avec le gouvernement néolibéral de Lucio Gutiérrez.

[Traduit de Rebelión, periódico electrónico de informaciones alternativas, 6 septembre 2003, www.rebelion.org]

L'auteur est membre de la direction du Courant de Gauche, regroupement radical au sein du Frente Amplio (Front Large) d'Uruguay. Il a été pendant de nombreuses années membre de la direction de la Quatrième Internationale - Secrétariat Unifié, dont il coordonnait le travail latino-américain jusqu'en février 2003. Il a édité le Courrier de presse de la Quatrième Internationale (bulletin électronique pour l'Amérique latine et la Caraïbe) de juillet 1999 à septembre 2003, et collabore régulièrement aux revues *Desde los Cuatro Puntos* (Mexique) et *Inprecor* (France). Récemment, il a participé au Brésil à diverses activités organisées par le MES (Mouvement de la gauche socialiste) et par des mouvements sociaux.

Notes

[1] Folha de Sao Paulo, 24/08/03. Gunder Frank a été l'un des principaux invités du séminaire « Hégémonie et contre-hégémonie : impasse de la globalisation et des processus de régionalisation » (Rio de Janeiro, août 2003).

[2] Selon Marco Aurelio Garcia, l'un des promoteurs de la social-démocratisation du PT, conseiller de Lula pour la politique extérieure, lors du colloque « Système de partis et rôle des partis politiques dans le système démocratique » (Montevideo, juin 2003).

[3] Enquête Dadafolha, Folha de Sao Paulo, 31 août 2003.

[4] Sénatrice pour l'État d'Alagoas et militante de Démocratie socialiste (DS). Sa position politique est en totale contradiction avec l'orientation de la DS, qui participe au gouvernement de Lula avec Miguel Rossetto comme ministre du développement agricole.

[5] Courrier de presse de la Quatrième Internationale (bulletin électronique pour l'Amérique latine et la Caraïbe), n° 855 du 7 août 2003.

[6] Les seuls à avoir voté contre la « réforme » sont les députés Luciana Genro, État du Rio Grande do Sul, militante du Mouvement de la gauche socialiste (MES) ; Joao Bautista Babá, État de Pará, militant du Courant socialiste des travailleurs (CST) ; et Joao Fontes, État de Sergipe, qui n'est affilié à aucune des tendances internes du PT. La majorité des députés fédéraux du PT ont voté pour. De même que la majorité des députés de la DS et d'Articulation de Gauche qui l'ont fait, bien qu'avec diverses critiques, par « discipline de parti ». Huit députés, dont deux de la DS, se sont abstenus lors du vote en première lecture. Lors de la seconde lecture, le député Walter Pinheiro (DS, État de Bahia) a également voté

contre.

[7] Infor-MES, 12 août 2003, Document MES sur la conjoncture nationale et l'orientation politique.

[8] Coordination des Mouvements Sociaux. Y participent notamment le MST, la CUT, l'UNE (Union nationale des étudiants), la Pastorale ouvrière. Cinq rencontres régionales se sont tenues durant le mois d'août. Le document peut être lu en castillan sur *Rebelión* du 21 août 2003, <http://www.rebelion.org>.

[9] « Lula est la continuité de Cardoso », interview dans l'hebdomadaire *Brecha*, Montevideo, 22 août 2003.

[10] Folha de Sao Paulo, 30 août 2003.

[11] Folha de Sao Paulo, 2 septembre 2003.

[12] « Je joue mon histoire dans ce mandat ». Entretien dans la revue *Veja*, Sao Paulo, 20 août 2003.

[13] Lindberg Farias, député fédéral, Rio de Janeiro. « Ce qu'il ne faut pas faire ? », Folha de Sao Paulo, 16 août 2003.

[14] « Récupérer le PT », document présenté publiquement à Sao Paulo, qui propose de reprendre des bannières historiques telles que la défense des retraites. Les promoteurs de ce document ne posent pas la question de la construction d'une nouvelle alternative de gauche.

[15] Communication au séminaire international « Un autre monde est possible. La construction d'une gauche anticapitaliste » organisé par le MES, le 15 août 2003 à Porto Alegre.

[16] Infor-MES, Porto Alegre, août 2003.

[17] Point 8 de la « note publique aux militants du PT » divulguée lors d'un meeting

tenu à Rio de Janeiro le 1^{er} septembre 2003. Déclaration reproduite ci-après.

[18] Le PST-U est la principale force trotskyste au Brésil. Disposant d'une importante

implantation syndicale, universitaire et jeune, il compte plus de 2 000 militants très organisés. Il est en dehors du PT depuis 10 ans. Dans les élections présidentielles de 2002, son candidat et président national Jo-

sé María de Almeida (Zé María) a obtenu 400 000 voix. Il n'a pas de représentation parlementaire. Il considère le gouvernement Lula comme « un front populaire, de collaboration de classes, donc un gouvernement bourgeois anormal, dans le sens où la majorité de la bourgeoisie, si c'était possible, préférerait et aurait davantage confiance en un gouvernement qui soit directement le sien » (Marxismo Vivo n° 6, novembre 2002).

[19] Opinião Socialista n° 156, 8 août 2003.

[20] La légalité est une question importante, la loi brésilienne ne permettant pas de présenter des candidatures à ces élections si l'on n'a pas été affilié à un parti avant le 2 octobre 2003. On peut prendre connaissance des 8 points de la nouvelle proposition du PST-U sur son site, <http://www.pstu.org.br>

[21] Dirigeant du PST-U et membre de l'Institut d'études socialistes, qui édite la revue Outubro (Octobre). Communication au séminaire « Un autre monde est possible. La construction d'une gauche anticapitaliste », 15 août 2003, Porto Alegre.

[22] Ricardo Antunes, sociologue, militant du PT, éditeur de la revue Margem Izquierdo. Ibidem.

PRISE DE POSITION DES DÉPUTÉS RADICAUX

Note publique aux militants du PT

1/ Nous considérons que les huit mois du gouvernement Lula ont largement

démonstré que la politique du noyau dirigeant du PT a provoqué un changement brusque dans l'orientation du parti. D'une opposition plus ou moins ferme au néolibéralisme, le parti est passé à un rôle de principal pilier des plans capitalistes. Il s'est complètement intégré au régime politique bourgeois brésilien, régime anti-populaire marqué par la corruption et le clientélisme, comme par le fait de soutenir des relations de dépendance

vis-à-vis de la banque internationale et du système capitaliste impérialiste dominé par la bourgeoisie nord-américaine.

2/ Nous considérons que ce cours du parti est irréversible. En effet, la décision du noyau dirigeant n'est pas l'expression d'une erreur d'orientation, d'une tactique mal pensée ou d'un rapport de forces qui interdirait un autre cours. Il s'agit d'une stratégie consciente, assumée, qui correspond à la défense des intérêts et privilèges d'une caste bureaucratique dont les principaux secteurs, à travers la gestion de l'État bourgeois, des fonds de pension et des rapports

avec le grand patronat, cherchent à se transformer directement en de nouveaux bourgeois. Pour cela, ils ont besoin d'un nouveau PT, à l'instar de ce que Tony Blair a fait en Grande-Bretagne lorsqu'il a créé le New Labour associé aux intérêts de Washington.

3/ La capitulation de la majorité des directions de la dite gauche pétiste a favorisé ce changement de cours sans retour en arrière possible. Le plus parfait exemple de cette capitulation a été donné lors du vote de la contre-réforme des retraites, lorsque la majorité des parlementaires de la dite gauche ont voté pour ce texte dicté par le FMI. Dans certains cas, la capitulation a été pathétique. Une simple menace d'expulsion a fait courber l'échine de politiciens plus préoccupés de leur carrière que de la défense

des principes (Lindberg Farias en est un exemple). Avec le vote de cette gauche favorable à la contre-réforme, la possibilité d'une résistance qui empêche les expulsions s'est évanouie : au lieu de dizaines de voix contre la privatisation des retraites et les attaques portées contre les fonctionnaires et les retraités, seuls trois députés pétistes ont défendu la grè-

ve nationale des salariés de l'État et les droits des travailleurs.

Au sénat, jusqu'à présent, la seule à avoir assuré qu'elle ne courberait pas

l'échine est Heloísa Helena, qui maintient sa cohérence et son courage bien connus. Courage et cohérence qui ont fait d'elle la principale référence de la gauche brésilienne, après que Lula ait lancé son gouvernement bourgeois et ait affirmé récemment, pour couronner le tout, qu'il n'a jamais été de gauche. Les prochaines réformes, en harmonie avec la politique économique désastreuse de l'excédent budgétaire primaire et du paiement de la dette, suivront la même ligne néolibérale. C'est ainsi qu'est sur le point d'être votée la réforme fiscale, qui pérennise la CPMF, détourne les 20 % de la DRU^[1] pour faire de l'excédent primaire et concentre le budget entre les mains de l'Union, en compliquant la vie des États et des municipalités, et en ne s'attaquant pas aux inégalités régionales contrairement à ce que le président Lula avait tant de fois promis. Viendront ensuite la loi sur les faillites, la réforme de la législation du travail visant à privilégier les plus riches, et l'autonomie de la banque centrale, laquelle est déjà dominée par les banquiers à travers Henrique Meirelles. Les conséquences de cette politique sont le chômage chronique, la chute de la consommation et des rentrées fiscales, le gel des salaires et l'aggravation de la situation de dépendance du pays.

4/ Comme l'avait fait Tony Blair, le noyau dirigeant du parti a décidé, afin de finir d'imposer le New PT, d'expulser la gauche qui résiste de façon résolue à la politique du gouvernement, de défense des intérêts bourgeois. Pour appliquer son plan, il

n'hésite pas à piétiner ouvertement les statuts du parti. Ces dirigeants ont d'abord convoqué une « commission d'éthique » afin de juger les parlementaires pour délit d'opinion. Puis ils ont procédé à une expulsion rampante, sans délibération de la direction nationale, en privant les parlementaires (Heloísa Helena, Luciana Genro et Joao Fontes) du droit de participer aux groupes du parti au sénat et à la chambre des députés. Et pour finir, ils utilisent les médias nationaux ainsi que la presse du parti pour annoncer l'expulsion, sans qu'il y ait eu de délibération de la commission d'éthique, délibération qui selon les normes statutaires aurait déjà dû être prise. Leurs intentions sont claires : nous contraindre à sortir du parti sans avoir besoin de nous exclure formellement, ou bien faire en sorte que notre expulsion ait le moins d'impact possible.

5/ Nous déclarons avec force que nous ne faciliterons pas la tâche des nouveaux défenseurs politiques de la bourgeoisie dans notre pays. Nous ne quitterons pas le parti avant d'en être expulsés. Nous nous joignons à l'exigence formulée par la sénatrice Heloísa Helena : que la commission d'éthique émette sa résolution et que la direction nationale s'en saisisse immédiatement, ou que toutes les accusations et propositions d'expulsion soient retirées. Nous savons que les reports successifs ont également pour

but d'empêcher la population de l'Alagoas de voter pour Heloísa Helena à la mairie de Maceió^[2], et nous dénonçons cette manœuvre. Nous réitérons l'exigence d'une Rencontre nationale^[3] immédiate du parti. Si une Rencontre nationale des militants du parti approuvait le cours tracé par la direction, nous n'aurions pas d'autre solution que de quitter le

PT. Mais cela ne s'est pas produit jusqu'à présent, et, par ailleurs, une telle rencontre n'aurait plus de sens après notre expulsion.

6/ Nous savons qu'aucune exigence démocratique n'est respectée par le noyau dirigeant du PT. Ses membres continueront de ne pas appeler les militants à décider et de ne les « consulter » qu'au moyen de sondages d'opinion. Rien par conséquent ne nous conduit à penser que le processus de notre expulsion rampante pourrait être inversé.

Ainsi, en même temps que nous maintenons nos exigences, nous intensifions l'action afin de construire une alternative politique pour les travailleurs et le pays. Cette nécessité ne découle pas seulement de la destruction de la démocratie dans le PT, mais aussi de l'abandon par le noyau dirigeant des bannières historiques du parti.

Cet abandon brise le lien du parti avec des dizaines de milliers de sympathisants et militants pétistes, et avec les intérêts de millions de travailleurs. La grève des fonctionnaires fédéraux a constitué la principale expression de cette rupture en cours, mais ce n'est pas la seule. Un très grand nombre d'intellectuels historiquement liés au parti ont tiré la même conclusion que des dizaines de milliers de fonctionnaires : le PT défend les intérêts capitalistes. C'est pourquoi, en contradiction avec le parlement et avec la direction nationale, c'est par centaines de milliers qu'amis, sympathisants et militants du PT soutiennent ceux que l'on appelle « les radicaux ». Et c'est de ce soutien que la direction du PT a peur.

7/ A Rio de Janeiro, où nous tenons ce meeting public, l'annonce de l'entrée dans le Parti socialiste brésilien (PSB) de Vladimir Palmeira, un fondateur du PT et l'une des principales

figures de la gauche carioca, constitue une autre expression de la situation de rupture dans le parti et une confirmation que mener une bataille sur le cours du PT est à l'évidence devenu une impossibilité. C'est pourquoi ceux qui n'acceptent pas la politique de la direction pétiste, ceux qui rejettent en même temps l'affiliation à des partis bourgeois (que celle-ci soit, ou non, de complaisance), ceux qui n'acceptent pas non plus d'aller grossir les rangs d'un parti de gauche ne réunissant pas les conditions afin de se transformer en un pôle d'unité des socialistes et des militants combattifs brésiliens, ceux-là doivent assumer la responsabilité de discuter d'une alternative. C'est ce défi que nous voulons relever.

8/ Il est de notre responsabilité d'organiser la résistance des pétistes et la construction d'une nouvelle alternative avec ces dizaines de milliers de militants qui disent non au New PT. En premier lieu, nous discuterons à fond

avec les militants pétistes, avec les dirigeants syndicaux combattifs et les militants des mouvements sociaux, de l'alternative dont nous avons besoin. Nous déciderons en commun avec la sénatrice Heloísa Helena des pas à réaliser dans cette voie.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'opinion d'Heloísa a pour nous une très grande importance. Nous la soutiendrons et l'accompagnerons si elle prend la décision de disputer la mairie de Maceió, et serons à ses côtés pour exiger la démocratie dans le parti tant qu'il nous sera possible de maintenir cette exigence. Dans ce sens, notre propre expulsion constitue notre limite, comme c'est la limite pour les milliers de pétistes qui ont signé avec nous le « Manifeste d'urgence contre la faim, la misère et le chômage ».

Ainsi que nous l'avons affirmé à de très nombreuses reprises, après notre expulsion, nous n'abandonnerons donc pas nos bannières ni ne nous réfugierons dans nos pantoufles. Nous allons maintenir et développer nos liens avec ces milliers de combattants du mouvement social qui n'ont pas viré de bord. Nous allons appeler à la construction d'un nouvel outil politique, un nouveau parti anticapitaliste, anti-impérialiste, démocratique, de lutte et de classe, qui reflète la pluralité de la gauche socialiste en intégrant tous les secteurs du PT désireux d'y participer, ainsi que les camarades du PSTU qui ont déjà appelé à la construction d'un nouveau parti.

9/ Nous affirmons que ce nouveau parti devra être anticapitaliste, parce que nous sommes convaincus que le capitalisme ne nous ne réserve que davantage de misère et de faim, en menaçant l'existence même de l'espèce humaine. Qu'il devra être anti-impérialiste, parce que l'impérialisme est la plus haute expression de la force destructrice du capital, sa logique guerrière et parasitaire menée à ses ultimes conséquences. Ou notre pays rompt avec l'impérialisme, le FMI et l'ALCA, pour construire des liens de solidarité avec les autres pays, particulièrement d'Amérique latine (Cuba, Venezuela, Argentine, etc.), ou il est condamné à une condition toujours plus proche d'une situation coloniale.

10/ Nous disposons, pour la construction de cet outil, d'un grand avantage qui facilite l'unité des socialistes. Ses bases programmatiques ont en effet déjà été lancées, et une partie d'entre elles est y compris assumée fermement par un secteur de la classe des travailleurs. Les bannières levées par la classe des travailleurs et par le PT ces vingt dernières années

sont des bases solides afin de commencer la construction de ce parti. La défense des grèves, de l'augmentation des salaires, de la réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire, la défense des occupations de terres et de la réforme agraire, la lutte contre le FMI et l'ALCA, le non-paiement de la dette extérieure et l'étatisation du système financier, la solidarité internationaliste. Il existe dans le pays une accumulation de revendications concrètes, de bannières programmatiques de transition au socialisme, qui ne peuvent être mises en œuvre sans s'affronter au capitalisme et à l'impérialisme. Ces bannières garantissent, sans besoin de discussions interminables, la base programmatique afin de mettre sur pied un outil politique dans des délais relativement courts.

11/ Un nouveau parti devra privilégier la lutte et l'action directe des travailleurs, et non les élections. Comme le disait le PT, « ce n'est que par la lutte que la vie va changer », même s'il ne faut pas sous-estimer l'importance de la lutte politique sur tous les terrains, parmi eux le terrain électoral. En effet, privée de tout contrôle sur la propriété et la production (sources premières du pouvoir dans une société capitaliste), la classe des travailleurs ne pourra ouvrir la voie du changement uniquement par la participation aux élections et l'occupation d'espaces dans l'appareil de l'État. Il n'y aura de transformation sociale que si nous rompons avec cette « démocratie » du capital pour instaurer un ordre véritablement démocratique, de la classe des travailleurs - comprise comme tous ceux qui ne peuvent survivre que par leur travail, ce qui inclut l'ensemble des salariés mais aussi des millions de précaires et de chômeurs. Nous affirmons également qu'un nouveau parti devra apprendre des leçons du

PT et se vacciner contre ce qui a constitué sa plus grande faille : la collaboration de classes. Dans ce sens, outre un parti de lutte, il nous faut un parti qui rejette la conception de collaboration de classes d'un gouvernement commun avec la bourgeoisie, et qui assume la défense de la mobilisation de masse pour construire un nouvel État fondé sur l'auto-organisation démocratique des travailleurs et des secteurs populaires, c'est-à-dire construire un véritable gouvernement des travailleurs pour les travailleurs.

12/ Un autre antidote, déterminant afin d'éviter le cours suivi par le PT, mais qui est aussi une nécessité élémentaire pour la construction d'un outil véritablement nouveau, est la question démocratique. Dans un parti

réellement démocratique, la base doit disposer de toutes les conditions afin de s'organiser pour débattre de sa politique, ainsi que pour contrôler ses dirigeants et ses figures publiques. C'est pourquoi il faut en premier lieu des noyaux militants^[4] et des organismes décisifs souverains auxquels tous soient soumis. Ce sont les militants qui doivent décider à travers des rencontres et des congrès souverains, dont les décisions ne peuvent pas être bafouées à l'instar de ce que fait la direction du PT, et pas non plus remplacées par des enquêtes d'opinion ou des plébiscites. Enfin, et ce n'est pas le moins important, un parti capable d'unir les militants et la gauche socialiste dans les conditions actuelles de notre pays devra respecter leurs différentes traditions et sensibilités, en les représentant proportionnellement dans les organes de direction et en garantissant la liberté du débat interne.

13/ Sans cela, la fragmentation des forces socialistes sera inévitable et nous perdrons une immense opportunité de construire un pôle de référence de gauche dans le pays. Il est certain qu'avec l'intensification des affrontements de classe, ce pôle se verra contraint de relever des défis nouveaux et majeurs. Mais le défi actuel, que nous assumons ouvertement et qui deviendra une tâche immédiate dès que notre expulsion aura été confirmée, est d'initier la construction de ce nouvel outil. Nous ne resterons pas les bras croisés ni ne nous contenterons de débats. Au cours de cette année et de l'année 2004, nous construirons avec tous ceux qui y seront disposés (forces politiques de gauche, militants syndicaux, militants étudiants, populaires et paysans) un mouvement qui cherchera à soutenir les classes exploitées et opprimées, à encourager leur organisation indépendante. Avec ces forces, nous rechercherons les appuis nécessaires à la formation d'un nouveau parti, en nous efforçant de gagner en influence dans les mouvements sociaux, en collaborant avec les militants anticapitalistes d'autres pays, en conquérant la légalité et en intervenant dans les luttes pour présenter au pays une alternative socialiste.

Le 1^{er} septembre 2003

Luciana Genro (PT/Rio Grande do Sul)

Babá (PT, Pará)

Joao Fontes (PT, Santo Espirito)

Notes

[1] CPMF : sorte de CSG brésilienne. DRU : dispositif par lequel le gouvernement s'affranchit partiellement des règles budgé-

taires, en disposant comme il l'entend de 20 % des recettes fiscales. Ces 20 % devant garantir « l'excédent fiscal primaire », donc le paiement de la dette extérieure (toutes les notes sont ici de la rédaction d'Avanti!).

[2] Au Brésil, une loi impose aux candidats aux élections d'être affiliés à un parti légal depuis au moins un an au moment du scrutin. Les élections municipales auront lieu en octobre 2004. Les sondages donnent Heloísa Helena gagnante, avec 60 % des voix au premier tour, à la mairie de Maceió, ville de 700 000 habitants et capitale de l'État d'Alagoas dont elle est sénatrice. C'est la raison pour laquelle la direction du PT a repoussé à la fin octobre la réunion (prévue initialement début septembre) dans laquelle elle doit décider des sanctions et sans doute de l'expulsion des parlementaires radicaux. Si Heloísa est expulsée à ce moment, elle ne pourra plus se présenter à la mairie de Maceió en 2004. Les bureaucrates qui dirigent le PT ont voulu ainsi, soit l'obliger à quitter d'elle-même le PT pour s'affilier (même de façon seulement " technique ") à un autre parti légal (en l'occurrence le PSTU, puisqu'elle a déclaré que c'était la seule possibilité compatible avec son identité politique), soit l'empêcher de remporter la mairie de Maceió. Le 1^{er} octobre, Heloísa Helena (dont la presse avait largement commenté le « dilemme ») a annoncé qu'elle ne se laisserait pas dicter sa conduite par un calendrier électoral.

[3] Sorte de conférence nationale.

[4] Le PT est devenu un parti d'adhérents dans lequel ceux-ci ne disposent plus de structures militantes de base. En dehors des « rencontres nationales » ou congrès, peu fréquents et dont les votes ne sont d'ailleurs pas respectés, la politique du PT se décide exclusivement dans sa direction et autour de ses élus et fonctionnaires (du parti ou de l'État).

Ricardo Napuri, péruvien, est l'un des révolutionnaires les plus anciens d'Amérique latine. Il a été collaborateur de Che Guevara dans le projet d'exportation de la révolution cubaine sur le continent. Plus tard, il a été cofondateur de la centrale ouvrière péruvienne et du FOCEP (front ouvrier paysan, étudiant et populaire) qui avait obtenu 21 % des voix à l'Assemblée Constituante de 1978. Lui-même a été député et sénateur de son pays. Fondateur et co-fondateur de plusieurs partis politiques de gauche, il a connu les emprisonnements et une longue déportation. Membre du mouvement Praxis d'Argentine, il a été, dans ce pays, dirigeant du Syndicat de la presse durant de longues années. Il a écrit deux essais : La réalité péruvienne et L'APRA bilan et liquidation. Il a collaboré avec son maître Silvio Frondizi au livre La Réalité argentine. Napuri a adhéré au trotskisme en 1973. Dernièrement, il est venu en France pour réunir des matériaux afin de poursuivre la rédaction de son livre qui témoignera de ses 55 ans de combat révolutionnaire et pour le Socialisme. C'est avec enthousiasme que les membres de Carré Rouge ont accueilli Ricardo Napuri, qui a été notre camarade durant les années de son militantisme en France.

Entrevue avec Ricardo Napuri

Carré rouge Dans la situation actuelle où les USA avec leur projet de domination impériale prétendent devenir la seule puissance impérialiste dominante, comment cela se traduit en Amérique latine, région qu'ils ont toujours considérée comme leur « arrière cour » ?

Ricardo Napuri Étant donné le caractère limité de notre entretien, je ne peux vous donner qu'une vision très générale de la situation. Je commencerai en disant que des jours terribles attendent nos peuples et nos pays. Les USA avec leurs actuels plans de domination mondiale, laissent derrière eux l'ancienne idée de « l'arrière cour » pour avancer sans

vergonne vers une recolonisation de l'Amérique latine. Pour essayer de réaliser leurs objectifs, ils se dotent peu à peu de toute une série de points d'appui. C'est ainsi que, à leur offensive économique et politique, ils ajoutent des objectifs militaires.

Carré rouge Peux tu préciser ce dernier point ?

Ricardo Napuri Évidemment. Leur offensive pour que les gouvernements acceptent l'ALCA le plus tôt possible, a pour but de créer un espace économique continental où « la libre concurrence » signifie la suppression des barrières douanières,

de tout type de mesures protectionnistes pour que les produits et marchandises des USA liquident le peu d'industrie nationale qui reste encore.

De plus, il y a la pression insupportable (à travers le FMI, la banque mondiale, le BID, l'OMC...) pour faire payer ponctuellement les intérêts de l'usurier dette externe. Dans le domaine politique, la puissance impériale croit déjà disposer de la soumission des bourgeoisies locales et de leurs gouvernements. Et elle attaquera impitoyablement ceux qui prétendront résister un tant soit peu. Avec le « Plan Colombie » ils sont en train d'installer des bases dans ce pays auxquelles il faut en ajouter d'autres qu'ils occupent dans plusieurs pays, parmi lesquels Cuba (Guantánamo), l'Équateur etc. De la même manière qu'ils installent des bases militaires à la périphérie de l'Amazonie avec l'accord des gouvernements, sous prétexte de soutenir les activités de la DEA et d'aider au contrôle et au suivi des activités spatiales. Mais ce que cela suggère, c'est que l'infrastructure de ces soi-disant petites bases est là pour recevoir plus tard des bombardiers de tout type.

Carré rouge Comment le temps joue-t-il dans cette politique d'intervention-agression ?

Ricardo Napuri C'est avec cynisme que les équipes de conseillers du gouvernement Bush délivrent peu à peu les informations sur leur stratégie de domination mondiale. Ils affirment qu'il faut agir rapidement sur l'Amérique Latine. Pour ce faire, les prétextes ne leur manquent pas ; lutte contre le terrorisme, pour installer des démocraties contre les dictatures, interventions humanitaires. Le

tout, en défense de leurs intérêts nationaux, et avec la « méthode » de la guerre préventive. De sorte que, selon eux, les « narcoterroristes » et les « dictatures » n'en auraient plus pour longtemps. De cette manière, le « paquet » va ensemble.

Ils n'ont pas de problèmes avec le président Uribe qui, en bon agent de l'impérialisme, insiste à chaque instant pour qu'ait lieu l'intervention d'une force militaire étrangère (il faut lire en réalité, des USA) dans la guerre civile de Colombie. Ils ont voulu renverser le président Chávez à travers un coup d'État civico-militaire en avril 2002. Que personne ne s'y trompe ; comme en Irak, ils veulent s'emparer du pétrole vénézuélien qui couvre 20 % de leur consommation.

L'impérialisme yankee compte sur l'alignement de Lucio Gutiérrez en Équateur, qui a trahi les paysans et d'autres forces sociales qui l'ont installé, par leur vote, à la présidence.

Il y a un moment déjà que Toledo gouverne au Pérou en tant qu'agent direct. Des pays voisins de la Colombie, il ne manque que le Brésil puisqu'ils attendent que Lula convainque les militaires que si le « terrorisme » des FARC avance, le Brésil serait aussi menacé.

Cependant, ils ont des difficultés à boucler leur dispositif pour empêcher, à la fois, le développement des oppositions et révoltes de masses travailleuses contre cette agression colonisatrice.

Carré rouge Donc l'intervention qui se profile en Colombie est moins sournoise ?

Ricardo Napuri Oui, mais attention ; avec le contrôle de la Colombie, s'ils y parvenaient, les USA veulent s'emparer de toute l'Amazonie, la grande

réserve de biodiversité du monde. Ainsi, leur contrôle réel de toute l'Amérique du Sud serait un fait. Alors qu'il n'y ait pas le moindre doute : l'impérialisme vise la domination totale de la région.

Carré rouge Il semblerait que tout doive être facile pour les USA, n'y a-t-il pas d'oppositions de différentes sortes ?

Ricardo Napuri Une fois que l'on a identifié la stratégie de domination, il faut parler des obstacles qu'elle rencontrera pour sa réalisation. Il faut insister sur le fait que le pire, à cette étape, c'est la tenaille économique qui a réduit les masses populaires au chômage, à une misère catastrophique et à la marginalisation, évidemment avec la complicité des bourgeoisies et gouvernements locaux. Ceux-ci sont leurs alliés directs dans l'exploitation de leurs propres peuples. Avec leurs maîtres, ils affirment défendre « le monde libre » ; ils sont contre le « totalitarisme » ; en faveur des « interventions humanitaires » ; et surtout pour la lutte « contre le terrorisme » qu'ils traduisent dans chaque pays en répression contre les combattants sociaux et politiques qui « tombent » dans cette qualification. Cette complicité patronale a cependant des degrés divers en accord avec le poids de la lutte des classes dans chaque pays. Jusqu'à présent ils disposent d'instruments politiques pour « légaliser » ce pacte tacite. Ils avancent l'idée que ces pays arriérés ne méritent pas d'avoir une démocratie comme celle des pays centraux. Ils ne mériteraient d'avoir que des démocraties « protégées » ou « autoritaires ». Autrement dit, à moins d'un « miracle », nous ne devons pas espérer que les bourgeoisies nationales (bien que

certaines puissent avoir des frictions occasionnelles avec l'impérialisme dans cette époque de globalisation-mondialisation) opposent des résistances réelles qui compliquent le statut de domination impérialiste sur l'Amérique latine.

Carré rouge Alors, entre les mains de qui peuvent être les oppositions aux agressions et plans impérialistes ? Les pays latino-américains ne résistent-ils pas, avec des différences évidentes, à travers des mobilisations radicalisées, des luttes et des soulèvements, et même en créant parfois des organes embryonnaires de double pouvoir ?

Ricardo Napuri C'est facile à vérifier et évident pour tous. La tâche de l'agresseur ne sera pas si facile, il n'y a aucun doute là dessus.

Citons quelques exemples significatifs. Pour commencer, l'importance de Cuba qui continue à être une référence pour le mouvement populaire, en ce qui concerne la lutte pour son indépendance nationale, malgré les désaccords que l'on peut avoir avec le régime castriste.

Chávez, un nationaliste « tardif », n'a pu être renversé par l'opposition interne grossièrement pro-impérialiste. Et ceci, parce que les mobilisations de caractère révolutionnaire des masses pauvres sont le facteur décisif dans la crise vénézuélienne.

En Équateur, la trahison de Lucio Gutiérrez n'a pas permis de mettre fin à la crise. Les paysans radicalisés et d'autres forces sociales continuent à être en alerte et combatifs. Tout indique qu'au fur et à mesure ils tirent les leçons de leur soutien au colonel qui se réclame du « chavisme ».

Toledo affronte en ce moment une quasi rébellion populaire de portée nationale, que la suppression des

droits et garanties démocratiques n'a pas réussi à faire reculer. Des 70 % de soutien qu'ils avaient obtenus à l'époque de la lutte contre le fugitif Fujimori, il est passé à un dangereux 10 %.

En Argentine, avec les dernières élections qui ont installé Kirchner à la présidence, on a voulu en finir avec le processus révolutionnaire qui s'était ouvert avec la révolte populaire de décembre 2001 ; de véritables journées au contenu révolutionnaire mais qui cependant n'ont pas eu raison de l'ancien régime. La combinaison entre la profonde crise organique du capitalisme argentin, véritable crise de domination de classe, et les progrès de la maturité politique de larges couches de la population ouvrira des brèches pour la résistance et la mobilisation des travailleurs et jeunes.

Kirchner, élu avec seulement 22 % des voix est en train de prendre une série de mesures (entre autres mettre à la retraite le haut commandement des forces armées et de la police) sans doute pour gagner un soutien politique. Il dit qu'il va renégocier l'ALCA, et qu'il n'appliquera pas à la lettre les exigences du FMI. C'est que cette année, il y aura des élections pour élire députés, sénateurs et gouverneurs de provinces. Beaucoup de ceux qui s'en réjouissent, dans un pays où l'on demandait « qu'ils s'en aillent tous », ont commencé à dire qu'il s'agirait là d'un gouvernement de la bourgeoisie « nationale ». Dans cette situation, le nouveau président tente de rapprocher les directions conciliatrices du mouvement ouvrier et populaire des bureaucraties syndicales et d'une partie du mouvement « piquetero », c'est-à-dire qu'il essaie d'éviter la polarisation sociale grâce à un front de collaboration de classes.

Car le gouvernement sait que dans cette crise, il devra subir la pression et l'offensive des USA dont le but est d'imposer la recolonisation du pays. Avec une bourgeoisie en crise et sans aucun projet national, il est évident que les forces capitalistes en défense de la propriété privée et de leurs intérêts de classe, craignent ce qui peut survenir dans la période, dans la conjoncture. Elles pensent à l'Amérique latine avec ses luttes sociales, ses révoltes, ses soulèvements qui vont croissant et redoutent que la lutte des classes prenne des formes plus aiguës et qu'en Argentine le gouvernement péroniste de crise soit déstabilisé.

Pour Lula, les choses ne sont pas faciles non plus. Les plus de 50 millions de voix qu'il a obtenues constituent un réel message politique de « ceux d'en bas ». C'est-à-dire l'exigence potentielle qu'il ne capitule pas comme il est en train de le faire jusqu'à présent devant l'impérialisme nord-américain. C'est pourquoi au Brésil, rien n'est résolu. Les forces sociales ne sont pas encore entrées en action. Si les forces bourgeoises et le gouvernement agissent en front unique pro-patronal, les sans terre et les paysans pauvres commencent à se mobiliser pour la terre que Lula leur a promise. Et les travailleurs le font déjà, dans leur rejet de la modification de la loi qui les privera de leurs droits en matière de retraites. Ainsi, les divergences politiques au sein du PT, qui a une gauche numériquement forte, indiquent que les tendances des forces de classe mettront le gouvernement de Lula à la croisée des chemins, plus tôt qu'on ne le pense.

Mais nous n'irons pas plus loin dans l'analyse pour des raisons de place. Nous nous priverons ainsi d'avoir une vue plus globale et critique de la

réalité de nos pays et de l'avenir qui les attend devant l'agression impérialiste déclarée.

Carré rouge Il y a peut-être un « match nul » entre l'agression impérialiste et la résistance parfois héroïque des peuples ?

Ricardo Napuri Il n'y a pratiquement pas de « matchs nuls », et si c'était le cas, ils ne seraient qu'un moment de la lutte des classes. Ici, j'ai seulement voulu indiquer de manière très succincte quelques faits en faveur ou à l'encontre de nos peuples et pays. Par exemple, la manière dont s'est formée peu à peu la conscience politique des avant-gardes sociales qui surgissent et de secteurs de la population, mais de même, l'importance du tournant anti-libéral qui est en train de se produire. Celui-ci génère évidemment une avancée de la

conscience anti-impérialiste. On ne doit pas non plus oublier les multiples expériences d'auto-organisation et le poids des nouvelles avant-gardes de la gauche révolutionnaire (dans toutes leurs nuances) dans la région.

Carré rouge Alors, y a-t-il ou non une issue à cette situation ?

Ricardo Napuri Il est évident que la question nationale comprise comme l'émancipation nationale du joug de l'exploitation capitaliste-impérialiste, est à l'ordre du jour. Plus que jamais, l'anti-impérialisme dans nos pays ne peut se concevoir, de surcroît, que contre la propriété privée et les effets de l'application des plans néo-libéraux. Cependant, en ce qui concerne cette énorme tâche, il n'existe pas encore de prise de conscience chez les acteurs sociaux. De considérables luttes et résistances radicali-

sées et même des soulèvements et insurrections ont lieu, comme c'est le cas en Bolivie. Mais il existe un déficit qui consiste en ce que tous ces processus n'ont pu se coordonner, et entre autres les mobilisations pour des revendications communes à tous, contre les conditions d'exploitation, contre les guerres et agressions des pays impérialistes, surtout des USA, pour les revendications nationales et démocratiques. Ainsi, le combat pour une démocratie authentique est une question décisive pour le mouvement ouvrier et populaire.

J'affirme que si ceux qui sont arrivés à avoir un rôle d'avant-garde dans le mouvement populaire et même la gauche révolutionnaire, n'aident pas de manière décisive le processus en cours, rien n'est garanti car les ennemis sont implacables.

C'est-à-dire que la réalité, avec les formidables combats des masses populaires, apporte chaque jour, et plus qu'il n'en faut, son lot. Mais il faut cependant que la subjectivité s'exprime dans toute sa dimension. Heureusement, dans ce domaine, il y a des avancées, indubitablement. Mais il reste encore à couvrir un grand espace politique avant que le dilemme « socialisme ou barbarie » dise le mot de la fin.

Nous publions ici, en hommage à Edward Saïd, l'un de ses derniers articles, publié en langue anglaise dans Al-Ahram Weekly (on line) et traduit par l'équipe de A l'encontre.

La disparition d'Edward Saïd représente une perte pour toutes celles et pour tous ceux qui ont, à travers lui, pu saisir le sens effectif, universel, de la lutte de libération du peuple Palestinien. Dans cet article, Edward Saïd révèle sa lucidité et cette sensibilité humaniste qui touchaient tous ceux et toutes celles qui, une fois, l'avaient rencontré. Sa longue bataille, silencieuse, contre la maladie ne faisait qu'exacerber les traits les plus forts de son message, intelligent tout simplement.

Dignité et Solidarité

Au début du mois de mai, j'ai donné des cours à Seattle pendant quelques jours. Au cours de mon séjour, j'ai dîné un soir avec les parents et la sœur de Rachel Corrie, qui étaient encore sous le choc du meurtre de leur fille, le 16 mars, à Gaza par un bulldozer israélien. M. Corrie m'a dit qu'il a lui-même déjà conduit des bulldozers, quoique celui qui a tué délibérément sa fille, parce qu'elle essayait vaillamment de protéger de la destruction une maison palestinienne de Rafah, était un mastodonte de soixante tonnes spécialement conçu par Caterpillar pour la démolition de maisons, une machine beaucoup plus grosse que tout ce qu'il n'a jamais vu ou conduit.

Deux points m'ont frappé au cours de ma visite chez les Corrie. L'un d'entre eux est l'histoire de leur retour aux États-Unis avec le corps de leur fille. Ils ont immédiatement pris contact avec leurs sénatrices, Patty Murray et Mary Cantwell, toutes deux démocrates. Ils leur ont conté leur histoire et ont perçu les expressions attendues : le choc, l'indignation, la colère et des promesses d'enquête. Après que les deux femmes soient retournées à Washington, les Corrie n'ont pas reçu d'autres nouvelles de leur part et l'enquête promise ne s'est simplement pas concrétisée. Com-

me il était prévisible, le lobby israélien leur aura expliqué leur version des choses et les deux femmes auront simplement opiné du bonnet. Une citoyenne états-unienne, tuée volontairement par des soldats d'un État ami des États-Unis, sans qu'il y ait le moindre regard inquisiteur ni même l'enquête de rigueur promise à sa famille.

LES LETTRES

DE RACHEL CORRIE

Cependant, pour moi, le second point (et le plus important) de l'histoire de Rachel Corrie est l'action elle-même de la jeune femme, héroïque et pleine de dignité. Née et éduquée à Olympia, petite ville à une centaine de kilomètres de Seattle, elle a rejoint l'International Solidarity Movement [ISM, cette ONG organise des missions civiles dans les territoires occupés] et est allée à Gaza pour soutenir des êtres humains souffrants avec lesquels elle n'avait jamais eu de contact auparavant.

Les lettres qu'elle a envoyées à sa famille sont des documents vraiment remarquables témoignant de son humanité simple. Leur lecture est très difficile et émouvante. Particulièrement lorsque Rachel décrit la gentillesse et la sollicitude exprimées à son égard par tous les Palestiniens

qu'elle rencontrait, qui l'accueillaient clairement comme une des leurs car elle vivait leur quotidien, partageant leur vie et leurs préoccupations autant que les horreurs de l'occupation israélienne et ses effets terribles, frappant jusqu'au plus petit des enfants. Elle comprenait le sort des réfugiés et ce qu'elle nommait l'insidieuse tentative de commettre une sorte de génocide de la part du gouvernement israélien, en faisant en sorte qu'il soit presque impossible de survivre pour un groupe d'humains. Sa solidarité est tellement émouvante qu'elle a inspiré un réserviste israélien du nom de Danny qui a refusé de servir et lui a écrit : « Tu fais une belle action. Je t'en remercie. » Ce qui ressort de toutes ses lettres, qui ont été publiées par la suite dans le quotidien londonien *The Guardian*, est la résistance incroyable du peuple palestinien, des êtres humains ordinaires, englués dans la plus terrible situation de souffrance et de désespoir tout en continuant à vivre malgré tout.

LA RÉSISTANCE

ACHARNÉE DU PEUPLE

PALESTINIEN

Nous avons tant entendu parler récemment de la « feuille de route » et « des chances de succès pour la paix » que nous en avons oublié le plus élémentaire des faits, à savoir que les Palestiniens ont refusé de capituler et de se rendre, même sous le poids du châtement collectif qui leur est infligé par la puissance combinée des États-Unis et d'Israël. C'est ce fait extraordinaire qui explique la publication de la « feuille de route » et des nombreux autres prétendus « plans de paix » qui l'ont précédée. Et non pas le fait que les

États-Unis et Israël ainsi que la communauté internationale seraient tout d'un coup convaincus que les tueries et la violence doivent cesser pour des raisons humanitaires. Si nous ne comprenons pas cette vérité de la puissance de la résistance palestinienne (par quoi je ne veux pas du tout dire les attentats suicides, qui font plus de tort que de bien), et que nous n'en apprécions pas la portée malgré ses échecs et ses erreurs, nous ne comprenons rien.

De prétendues solutions ont été constamment proposées pour minimiser le problème au lieu de le résoudre. La politique officielle israélienne (peu importe qu'Ariel Sharon prononce ou non le mot « occupation » ou qu'il démantèle ou non une ou deux tours rouillées et inutilisées) a toujours été de ne pas accepter la réalité du peuple palestinien en tant qu'égal, ni même de reconnaître que ses droits ont été scandaleusement violés depuis le début par Israël. Bien que quelques Israéliens courageux aient essayé au fil des ans de mettre en lumière et de s'affronter à cette histoire dissimulée, la plupart des Israéliens et ce qui semble être la majorité des Juifs aux États-Unis ont fait tout ce qui leur est possible pour dénier, éviter ou nier cette réalité palestinienne. C'est pour cela qu'il n'y a pas de paix.

Ce que le travail de Rachel Corrie à Gaza reconnaissait était précisément la gravité et la densité de l'histoire vécue du peuple palestinien en tant que communauté nationale et non pas en tant que simple ramassis de réfugiés dépossédés. C'est avec cela qu'elle était solidaire. Il faut souligner cependant que ce genre de solidarité n'est dorénavant plus confiné à un petit nombre d'âmes intrépides ici et là, mais qu'elle est plutôt visible partout dans le monde.

Au cours des six derniers mois, j'ai donné des conférences dans quatre continents, devant des milliers de gens. C'est la Palestine qui les réunit et la lutte du peuple palestinien qui est maintenant devenue une métaphore de l'émancipation et de l'édification, malgré tous les dénigrements répandus par leurs ennemis.

Dès qu'on porte les faits à l'attention des gens, il y a une reconnaissance immédiate et une expression de la plus profonde solidarité avec la justice de la cause palestinienne et avec la lutte vaillante du peuple palestinien. Il est remarquable que la Palestine ait été, au cours de cette année, un sujet central autant du Sommet altermondialiste de Porto Alegre que des sommets de Davos (World Economic Forum) et d'Amman (organisé aussi par le WEF), représentant les deux pôles du spectre politique mondial.

UNE INFORMATION

TERRIBLEMENT BIAISÉE

Parce que nos concitoyens (étasuniens) sont soumis à un régime atrocement marqué par l'ignorance et la désinformation cultivées par les médias. Il est question de l'occupation seulement par l'entremise de sinistres descriptions d'attentats-suicides, alors que le Mur de l'apartheid qu'Israël construit, qui a huit mètres de haut, un mètre et demi de largeur et déjà trois cent cinquante kilomètres de longueur, n'est jamais montré sur CNN et les TV par câble (ou bien on y fait référence qu'en passant, au travers de la prose inanimée de la « feuille de route »). Les crimes de guerre, les destructions gratuites et les humiliations, les blessures, les démolitions de maisons, les ravages de l'agriculture et la mort imposée aux civils palestiniens ne

sont jamais montrés tels qu'ils sont, c'est-à-dire en tant qu'épreuve quotidienne, tout à fait routinière. Il ne faut donc pas être surpris si les Américains ont dans leur ensemble une opinion très mauvaise des Arabes et des Palestiniens.

Après tout, rappelez-vous que tous les principaux organes des médias institutionnels, de la gauche libérale jusqu'à la droite marginale, sont unanimement anti-arabes, anti-musulmans et anti-palestiniens. Regardez la pusillanimité des médias durant l'escalade vers une guerre illégale et injuste contre l'Irak, et observez combien peu de reportages ont traité des dommages immenses vécus par la société irakienne à cause des sanctions, et combien peu de comptes rendus il y a eu au sujet de l'immense effusion d'opinions contre la guerre à travers le monde.

Peu de journalistes, exceptée Helen Thomas [cette ancienne responsable du Bureau de la maison Blanche est appelée The First Lady of the Press ; elle a condamné ouvertement, lors de Conférence de presse, l'administration Bush] ont défié l'administration face aux mensonges outrageants et aux « faits » fabriqués qui ont été déversés au sujet de l'Irak en tant que menace militaire imminente pour les États-Unis avant la guerre. De même, aujourd'hui, les mêmes propagandistes gouvernementaux, dont les « faits » cyniquement inventés et manipulés au sujet des armes de destruction massive sont maintenant plus ou moins oubliés ou rejetés comme sans fondements, ne sont pas inquiétés par les poids lourds des médias en évoquant la situation horrible, littéralement inexcusable, dans laquelle est plongé le peuple de l'Irak. Une situation que États-Unis ont, de manière irresponsable, créée eux seuls par leur action.

Saddam Hussein était un tyran haineux, violent. Mais il était à la tête d'un régime issu d'un mouvement qui avait fourni au peuple irakien les meilleures infrastructures et services (comme l'eau, l'électricité, la santé et l'éducation) de tout le monde arabe. Depuis l'invasion et les destructions massives plus rien de cela n'existe.

Il n'est donc pas surprenant (avec la peur extraordinaire de sembler antisémite en critiquant Israël pour ses crimes de guerre quotidiens à l'encontre de civils palestiniens innocents et non armés, ou d'être qualifié d'« anti-américain » en critiquant le gouvernement états-unien pour sa guerre illégale et son occupation militaire horriblement conduite) que la campagne vicieuse des médias et du gouvernement contre la société, la culture, l'histoire et la mentalité arabes, menée par des publicistes et orientalistes néandertaliens tels que Bernard Lewis et Daniel Pipes, ait amené beaucoup trop d'entre nous [étasuniens] à croire que les Arabes forment vraiment un peuple sous-développé, incompetent et condamné. Et qu'avec tous leurs échecs dans le domaine de la démocratie et du développement, les Arabes sont les seuls dans ce monde à être attardés, en retard sur leur temps, arriérés et profondément réactionnaires. Voilà pourquoi la dignité et la pensée critique historique doivent être mobilisées afin d'éclaircir les faits et de démêler la vérité de la propagande.

Personne ne niera que la plupart des pays arabes sont dirigés par des régimes impopulaires et qu'un grand nombre de jeunes Arabes, pauvres et lésés, sont exposés à des formes de fondamentalisme religieux impitoyables. Pourtant, il est tout à fait mensonger de dire, comme le fait régulièrement le New York Times, que les sociétés arabes sont totalement

contrôlées et qu'il n'y a pas de liberté d'opinion ni d'institutions civiles ni de mouvements sociaux fonctionnels par et pour le peuple. Pourtant, nonobstant les lois sur la presse, on peut aujourd'hui se rendre dans le centre ville d'Amman et y acheter un journal d'un parti communiste autant qu'un journal islamiste. L'Égypte et le Liban fourmillent de journaux et de revues qui suggèrent beaucoup plus de débat et de discussion que ce dont on crédite ces sociétés. Les chaînes satellites se multiplient avec des opinions diverses d'une variété vertigineuse. Les institutions civiles (ayant à faire à plusieurs niveaux avec les services sociaux, les Organisations de défense des droits de l'Homme, les syndicats et les instituts de recherche) sont bien vivantes partout dans le monde arabe. Beaucoup doit être fait avant d'avoir un niveau approprié de démocratie, mais nous sommes sur la bonne voie.

Rien qu'en Palestine, il y a plus d'un millier d'ONG, et c'est cette vitalité et ce type d'activité qui a permis à la société de poursuivre son chemin, malgré tous les efforts états-uniens et israéliens pour la dénigrer, l'arrêter et la mutiler dans sa quotidienneté. Dans les pires circonstances, la société palestinienne n'a pas été défaite et ne s'est pas complètement effondrée. Les enfants vont encore à l'école ; les médecins et infirmières prennent encore soin de leurs patients ; les hommes et les femmes vont au travail ; les organisations tiennent leurs réunions et le peuple continue à vivre. Cela semble être une injure pour Sharon et les autres extrémistes qui veulent simplement l'emprisonnement des Palestiniens ou leur expulsion.

La solution militaire n'a jamais réussi et ne réussira jamais. Pourquoi est-ce si difficile pour les Israéliens de le

voir ? Nous devons les aider à le comprendre, non pas avec des attentats-suicides, mais avec des arguments rationnels, la désobéissance civile de masse, les manifestations organisées, ici et partout.

Ce que j'essaie d'expliquer ici, c'est que nous devons voir le monde arabe en général et en Palestine en particulier, de façon plus comparative et critique que ne le font des livres superficiels et méprisants tels que *What Went Wrong* de Lewis et que les déclarations ignorantes de Paul Wolfowitz, parlant d'apporter la démocratie au monde arabe et islamique. Ils veulent cacher aux étasuniens qu'il y a dans le monde arabe une dynamique active en action, parce qu'en tant qu'êtres humains réels, ceux-ci vivent dans une société avec toutes sortes de courants et contre-courants qui ne peuvent être aisément caricaturés sous les traits « d'une masse bouillante de violence et de fanatisme. » La lutte palestinienne pour la justice est particulièrement un aspect avec lequel on doit exprimer sa solidarité au lieu de critiques sans fin et de découragement exaspérant et frustrant et de discorde paralysante.

DES CIVILISATIONS

SUPÉRIEURES

ET D'AUTRES

INFÉRIEURES ?

N'oublions pas la solidarité ici et partout en Amérique latine, en Afrique, en Europe, en Asie et en Australie et rappelons-nous également qu'il y a une cause dans laquelle tant de personnes se sont engagées, sans tenir compte des difficultés et des terribles obstacles. Pourquoi ? Parce que c'est une cause juste, un idéal noble, une quête morale pour l'égalité et les

droits de l'Homme.

Je parle ici de la dignité, qui occupe, bien sûr, une place spéciale dans toute culture connue des historiens, des anthropologues, des sociologues et des humanistes. Je devrais commencer en disant, dès le début, qu'il est une proposition orientaliste, et en fait raciste, radicalement fautive, qui veut que, contrairement aux Européens et aux étasuniens, les Arabes n'aient pas le sens de l'individualité, aucune attention pour la vie individuelle ni valeur qui exprime l'amour, l'intimité et la compréhension. Ces dernières seraient soi-disant la propriété exclusive de cultures comme celles de l'Europe et des États-Unis qui ont eu une Renaissance, une Réforme et les Lumières. Parmi tant d'autres, c'est le vulgaire et fade Thomas Friedman [éditorialiste au *New York Times*], qui colporte ces sottises. Elles ont été intériorisées par des intellectuels arabes tout autant ignorants (inutile de mentionner des noms) qui ont vu dans les atrocités du 11 septembre un signe que les mondes arabes et islamiques sont en quelque sorte plus malades et dysfonctionnels que tout autre et que le terrorisme est un signe d'une plus grande déformation qu'il ne le semble.

Laissons de côté le fait qu'à eux deux, l'Europe et les États-Unis soient responsables du plus grand nombre de morts violentes au cours du XX^e siècle. Derrière tout le non-sens trompeur de l'idée de civilisations bonnes et mauvaises, se cache l'ombre grotesque du grand faux prophète Samuel Huntington [l'auteur du *Choc des civilisations*] qui a mené beaucoup de gens à croire que le monde peut être divisé en civilisations distinctes qui se battront entre elles jusqu'à la fin des temps. Or, Huntington se trompe sur tout. Aucune culture et civilisation n'existe isolée des autres ;

aucune n'est faite de tels concepts que l'individualité et les Lumières qui lui seraient complètement exclusives ; et aucune n'existe sans les attributs humains fondamentaux que sont la communauté, l'amour, la valorisation de la vie et tout le reste.

Suggérer autre chose relève du racisme pur, du même ordre que ceux qui prétendent que les Africains ont des cerveaux naturellement inférieurs ou que les Asiatiques sont réellement nés pour la servitude ou que les Européens forment naturellement une race supérieure. C'est là une sorte de parodie de science hitlérienne aujourd'hui dirigée uniquement contre les Arabes et les Musulmans. Et nous devons être très fermes en refusant ne serait-ce que d'essayer d'argumenter contre cela. C'est du pur radotage.

Par contre, il y a une affirmation bien plus sérieuse et crédible selon laquelle, comme tous les autres exemples humains, la vie arabe et musulmane possède une valeur et une dignité, exprimées par les Arabes et les Musulmans dans leur propre style culturel. De telles expressions ne doivent pas nécessairement ressembler ni être la copie d'un modèle approuvé par quelqu'un et convenant à tous.

Toute argumentation sur la diversité humaine repose sur le fait qu'à la fin c'est une forme de profonde coexistence entre différents styles d'individualité et d'expérience, qui ne peuvent être réduits à une seule forme supérieure. Ce genre d'arguments, fallacieux, nous est suggéré par des pontifes qui se lamentent sur le manque de développement et de savoir dans le monde arabe. Il suffit d'observer l'immense variété de la littérature, du cinéma, du théâtre, de la peinture, de la musique et de la culture populaire produite par et pour des Arabes, du Maroc jusqu'au Golfe. Assurément, cela doit être pris en consi-

dération si l'on veut juger du développement réel ou non des Arabes ; on ne peut s'en tenir à la façon dont, tel jour, des tableaux statistiques de la production industrielle indiquent un niveau approprié de développement ou un échec.

Le thème le plus important que j'essaie cependant de faire ressortir est qu'il y a aujourd'hui un écart très grand entre nos cultures et nos sociétés et le petit groupe de gens qui dirigent présentement ces sociétés. Un tel pouvoir a rarement été concentré, historiquement, sur un aussi petit groupe formé des quelques rois, généraux, sultans ou présidents qui dirigent les Arabes.

Ce qu'il y a de pire dans ce groupe, presque sans exception, est qu'il ne représente pas le meilleur des peuples. Ce n'est pas seulement une question de manque de démocratie. Ils semblent d'ailleurs commencer par tous se sous-estimer eux-mêmes radicalement, pour ne rien dire de la manière dont ils considèrent leurs peuples : cela les enferme, les rend intolérants et craintifs face au changement. Ils craignent de s'ouvrir à leurs propres peuples. Par-dessus tout, ils sont terrifiés à l'idée de fâcher « Big Brother », c'est-à-dire les États-Unis. Au lieu de voir leurs citoyens comme la richesse potentielle de la nation, ils les regardent comme des coupables conspirateurs qui envient le pouvoir du dirigeant.

Voilà le vrai échec : comment, durant la terrible guerre contre le peuple irakien, aucun dirigeant arabe n'a eu la dignité et la confiance de dire quelque chose sur le pillage et l'occupation militaire d'un pays arabes les plus importants ?

Certes, c'est une excellente chose que le régime terrifiant de Saddam Hussein ne soit plus, mais qui a désigné les États-Unis pour être le mentor

des Arabes ? Qui a demandé aux États-Unis de s'emparer du monde arabe, soi-disant au nom de ses citoyens, et de lui apporter quelque chose nommé « démocratie », particulièrement au moment où le système scolaire, le système de santé et toute l'économie des États-Unis dégénèrent à des niveaux jamais vus depuis la Dépression de 1929 ?

Pourquoi la voix collective arabe ne s'est-elle pas levée contre la flagrante intervention illégale des États-Unis, qui a fait tant de mal et infligé tant d'humiliation à l'ensemble de la nation arabe ? Voilà vraiment un manque colossal de cran, de dignité et de solidarité avec les siens.

Avec toutes les incantations de l'administration Bush indiquant qu'elle est guidée par le Tout-puissant, n'y a-t-il pas un seul dirigeant arabe qui aurait le courage de dire simplement que, en tant que grand peuple, nous sommes guidés par nos propres lumières, nos propres traditions et notre religion ?

Mais rien, pas un mot, alors que les pauvres citoyens d'Irak vivent les plus terribles épreuves et que le reste de la région tremble, chaque pays pétrifié à l'idée d'être le prochain. Quelle image désastreuse que celle de cette accolade entre Georges Bush (l'homme dont la guerre vient de détruire « gratuitement » un pays arabe) et la direction combinée des principaux pays arabes...

N'y avait-il personne pour avoir le cran de rappeler à George W. ce qu'il a fait pour humilier et porter encore plus de souffrances au peuple arabe que ne l'a fait quiconque avant lui ? Et doit-il toujours être accueilli avec des embrassades, des sourires, des baisers et des révérences ?

Où est le soutien diplomatique, politique et économique nécessaire pour soutenir un mouvement contre l'occu-

pation israélienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ? En lieu et place, tout ce qu'on entend, c'est que les ministres des affaires étrangères demandent aux Palestiniens de choisir leur voie, d'éviter la violence et de rester dans le cadre des « négociations de paix », même s'il est évident que l'intérêt que porte Sharon à la paix est nul.

Il n'y a pas eu de réponse concertée des Arabes à l'égard du mur de séparation, ni des assassinats, ni du châtiement collectif, seulement un ramassis de clichés usés, répétant les formules rebattues autorisées par le Département d'État.

Ce qui me frappe, à propos de l'incapacité arabe à saisir la dignité de la cause palestinienne, est exprimé par l'état actuel de l'Autorité palestinienne. Abou Mazen [Abou Abbas], une figure subalterne, disposant de peu de soutien politique au sein de son propre peuple, a été choisi pour l'emploi par Arafat, Israël et les États-Unis. Et cela précisément parce qu'il n'a pas de base, n'est pas un orateur ou un grand organisateur ou quoi que ce soit, excepté un auxiliaire soumis à Yasser Arafat.

Ils le voient comme un homme qui exécutera les ordres d'Israël. Mais comment Abou Mazen lui-même a-t-il pu se tenir là, à Aqaba [rencontre d'Abou Mazen avec Sharon et Bush, début juin 2003, tous trois reçus par le roi de Jordanie], prononçant les mots écrits pour lui, comme le pantin d'un ventriloque, par un quelconque fonctionnaire du Département d'État. Abou Mazen y parlé a parlé d'une manière louable des souffrances juives, Mais il n'a ensuite pratiquement rien dit de la souffrance de son peuple aux mains d'Israël ? Comment peut-il accepter un rôle si indigne et manipulé, et comment peut-il oublier sa propre dignité de représentant d'un peuple

qui s'est battu héroïquement pour ses droits depuis plus d'un siècle, seulement parce que les États-Unis et Israël lui ont dit qu'il devait le faire ?

Et quand Israël affirme simplement qu'il y aura un État palestinien temporaire, sans la moindre contrition pour l'horrible quantité de dommages qu'il a causés, les innombrables crimes de guerre, l'humiliation véritablement sadique et systématique de tout Palestinien, homme, femme et enfant, je dois que je ne comprend absolument pas : pour quelle raison un dirigeant ou un représentant de ce peuple qui souffre depuis si longtemps n'en prend-il même pas note ?

A-t-il totalement perdu tout sens de la dignité ? A-t-il oublié qu'il n'est pas simplement un individu, mais aussi le garant du destin de son peuple à un moment particulièrement crucial ?

N'y a-t-il personne qui n'ait été amèrement déçu par cette incapacité absolue à être à la hauteur et à se tenir avec dignité (la dignité de l'expérience de son peuple et de sa cause) et témoigner de sa fierté, et sans compromis, sans ambiguïté, sans ce ton un peu embarrassé, qui semble s'excuser, que prennent les dirigeants palestiniens lorsqu'ils mendient une petite gentillesse de la part d'un père blanc totalement indigne de confiance ?

Mais cela a été le comportement des dirigeants palestiniens depuis Oslo (et en fait depuis Haj Amin [Haj Amin al-Husseini, 1893-1974, Mufti de Jérusalem mis en place par les Britanniques en 1921]) une combinaison de défiance juvénile déplacée et de supplication plaintive. Pourquoi donc croient-ils toujours qu'il leur est absolument nécessaire de lire des scripts écrits pour eux par leurs ennemis ?

La simple dignité de notre vie en tant qu'Arabes de Palestine, à travers le monde arabe et ici en Amérique, est

que nous sommes nous-mêmes, avec un héritage, une histoire, une tradition et par-dessus tout une langue qui est plus qu'adéquate pour représenter nos réelles aspirations, aspirations qui trouvent leur source dans l'expérience de dépossession et de souffrance qui a été imposée à tout Palestinien depuis 1948.

Pas un seul de nos porte-parole politiques (ce qui est valable pour les Arabes depuis le temps d'Abdel Nasser) ne parle avec respect de soi et dignité de ce que nous sommes, de ce que nous voulons, de ce que nous avons fait et de là où nous voulons aller.

Lentement, toutefois, la situation change et le vieux régime des Abou Mazen et Abou Ammar [nom d'Arafat] passe et sera graduellement remplacé par un nouveau groupe de dirigeants émergeant un peu partout dans le monde arabe.

Les plus prometteurs sont les membres de l'Initiative Nationale Palestinienne (NPI). Ce sont des militants populaires dont l'activité principale n'est pas de pousser un crayon ni de jongler avec des comptes bancaires, ni de surveiller des journalistes. Ils viennent des rangs des professions libérales [médecins avant tout], des classes laborieuses et de jeunes intellectuels et militants. Ce sont des enseignants, des médecins, des avocats et des ouvriers qui ont gardé la société sur ses pieds tout en parant les attaques israéliennes quotidiennes. Deuxièmement, ce sont des gens attachés au type de démocratie et de participation populaire inimaginable pour l'Autorité palestinienne, pour qui l'idée de démocratie signifie la stabilité et la sécurité pour eux-mêmes. Finalement, ils offrent des services sociaux aux sans-emploi, des soins de santé aux non-assurés et aux pauvres, une éducation

laïque adéquate à une nouvelle génération de Palestiniens à qui on doit apprendre les réalités du monde moderne et non pas seulement la valeur extraordinaire du vieux monde. Pour de tels programmes, la NPI stipule que se débarrasser de l'occupation est la seule voie envisageable, et que pour cela, une direction nationale unifiée et représentative doit être élue librement pour remplacer les vieux copains, les dépassés et les incapables qui ont empoisonné la direction palestinienne au cours du dernier siècle.

Ce n'est que si nous nous respectons nous-mêmes en tant qu'Arabes et Américains, et si nous comprenons la véritable dignité et justice de notre lutte, c'est à ce moment-là seulement nous pourrions apprécier pourquoi, presque malgré nous, tant de gens à travers le monde, en premier lieu Rachel Corrie et les deux jeunes gens blessés, comme elle, de l'ISM, Tom Hurdall et Brian Avery ont cru possible d'exprimer leur solidarité avec nous.

Je conclus sur une dernière note relevant d'une ironie de l'histoire. N'est-il pas surprenant que tous les signes de solidarité populaire que la Palestine et les Arabes reçoivent ne soient pas accompagnés par des signes comparables de solidarité et de dignité envers nous-mêmes, que d'autres nous admirent et nous respectent plus que nous ne le faisons nous-mêmes ? Ne serait-il pas temps que nous retrouvions notre propre statut et que nous nous assurions que nos représentants, ici et ailleurs, réalisent, en premier lieu, qu'ils se battent pour une cause juste et noble, et qu'ils n'ont pas à s'excuser pour rien, pas plus qu'à en être embarrassés ? Au contraire, ils devraient être fiers de ce que leur peuple a fait, et fier de le représenter.

¶

Nous publions ici, en hommage à Edward Saïd, l'un de ses derniers articles, publié en langue anglaise dans Al-Ahram Weekly (on line) et traduit par l'équipe de A l'encontre.

La disparition d'Edward Saïd représente une perte pour toutes celles et pour tous ceux qui ont, à travers lui, pu saisir le sens effectif, universel, de la lutte de libération du peuple Palestinien. Dans cet article, Edward Saïd révèle sa lucidité et cette sensibilité humaniste qui touchaient tous ceux et toutes celles qui, une fois, l'avaient rencontré. Sa longue bataille, silencieuse, contre la maladie ne faisait qu'exacerber les traits les plus forts de son message, intelligent tout simplement.

Dignité et Solidarité

Au début du mois de mai, j'ai donné des cours à Seattle pendant quelques jours. Au cours de mon séjour, j'ai dîné un soir avec les parents et la sœur de Rachel Corrie, qui étaient encore sous le choc du meurtre de leur fille, le 16 mars, à Gaza par un bulldozer israélien. M. Corrie m'a dit qu'il a lui-même déjà conduit des bulldozers, quoique celui qui a tué délibérément sa fille, parce qu'elle essayait vaillamment de protéger de la destruction une maison palestinienne de Rafah, était un mastodonte de soixante tonnes spécialement conçu par Caterpillar pour la démolition de maisons, une machine beaucoup plus grosse que tout ce qu'il n'a jamais vu ou conduit.

Deux points m'ont frappé au cours de ma visite chez les Corrie. L'un d'entre eux est l'histoire de leur retour aux États-Unis avec le corps de leur fille. Ils ont immédiatement pris contact avec leurs sénatrices, Patty Murray et Mary Cantwell, toutes deux démocrates. Ils leur ont conté leur histoire et ont perçu les expressions atten-

dues : le choc, l'indignation, la colère et des promesses d'enquête. Après que les deux femmes soient retournées à Washington, les Corrie n'ont pas reçu d'autres nouvelles de leur part et l'enquête promise ne s'est simplement pas concrétisée. Comme il était prévisible, le lobby israélien leur aura expliqué leur version des choses et les deux femmes auront simplement opiné du bonnet. Une citoyenne états-unienne, tuée volontairement par des soldats d'un État ami des États-Unis, sans qu'il y ait le moindre regard inquisiteur ni même l'enquête de rigueur promise à sa famille.

LES LETTRES

DE RACHEL CORRIE

Cependant, pour moi, le second point (et le plus important) de l'histoire de Rachel Corrie est l'action elle-même de la jeune femme, héroïque et pleine de dignité. Née et éduquée à Olympia, petite ville à une centaine de kilomètres de Seattle, elle a rejoint l'International Solidarity Move-

ment [ISM, cette ONG organise des missions civiles dans les territoires occupés] et est allée à Gaza pour soutenir des êtres humains souffrants avec lesquels elle n'avait jamais eu de contact auparavant.

Les lettres qu'elle a envoyées à sa famille sont des documents vraiment remarquables témoignant de son humanité simple. Leur lecture est très difficile et émouvante. Particulièrement lorsque Rachel décrit la gentillesse et la sollicitude exprimées à son égard par tous les Palestiniens qu'elle rencontrait, qui l'accueillaient clairement comme une des leurs car elle vivait leur quotidien, partageant leur vie et leurs préoccupations autant que les horreurs de l'occupation israélienne et ses effets terribles, frappant jusqu'au plus petit des enfants. Elle comprenait le sort des réfugiés et ce qu'elle nommait l'insidieuse tentative de commettre une sorte de génocide de la part du gouvernement israélien, en faisant en sorte qu'il soit presque impossible de survivre pour un groupe d'humains. Sa solidarité est tellement émouvante qu'elle a inspiré un réserviste israélien du nom de Danny qui a refusé de servir et lui a écrit : « Tu fais une belle action. Je t'en remercie. » Ce qui ressort de toutes ses lettres, qui ont été publiées par la suite dans le quotidien londonien *The Guardian*, est la résistance incroyable du peuple palestinien, des êtres humains ordinaires, englués dans la plus terrible situation de souffrance et de désespoir tout en continuant à vivre malgré tout.

LA RÉSISTANCE

ACHARNÉE DU PEUPLE

PALESTINIEN

Nous avons tant entendu parler ré-

cemment de la « feuille de route » et « des chances de succès pour la paix » que nous en avons oublié le plus élémentaire des faits, à savoir que les Palestiniens ont refusé de capituler et de se rendre, même sous le poids du châtement collectif qui leur est infligé par la puissance combinée des États-Unis et d'Israël.

C'est ce fait extraordinaire qui explique la publication de la « feuille de route » et des nombreux autres prétendus « plans de paix » qui l'ont précédée. Et non pas le fait que les États-Unis et Israël ainsi que la communauté internationale seraient tout d'un coup convaincus que les tueries et la violence doivent cesser pour des raisons humanitaires. Si nous ne comprenons pas cette vérité de la puissance de la résistance palestinienne (par quoi je ne veux pas du tout dire les attentats suicides, qui font plus de tort que de bien), et que nous n'en apprécions pas la portée malgré ses échecs et ses erreurs, nous ne comprenons rien.

De prétendues solutions ont été constamment proposées pour minimiser le problème au lieu de le résoudre. La politique officielle israélienne (peu importe qu'Ariel Sharon prononce ou non le mot « occupation » ou qu'il démantèle ou non une ou deux tours rouillées et inutilisées) a toujours été de ne pas accepter la réalité du peuple palestinien en tant qu'égal, ni même de reconnaître que ses droits ont été scandaleusement violés depuis le début par Israël. Bien que quelques Israéliens courageux aient essayé au fil des ans de mettre en lumière et de s'affronter à cette histoire dissimulée, la plupart des Israéliens et ce qui semble être la majorité des Juifs aux États-Unis ont fait tout ce qui leur est possible pour dénier, éviter ou nier cette réalité palestinienne. C'est pour cela qu'il

n'y a pas de paix.

Ce que le travail de Rachel Corrie à Gaza reconnaissait était précisément la gravité et la densité de l'histoire vécue du peuple palestinien en tant que communauté nationale et non pas en tant que simple ramassis de réfugiés dépossédés. C'est avec cela qu'elle était solidaire. Il faut souligner cependant que ce genre de solidarité n'est dorénavant plus confiné à un petit nombre d'âmes intrépides ici et là, mais qu'elle est plutôt visible partout dans le monde.

Au cours des six derniers mois, j'ai donné des conférences dans quatre continents, devant des milliers de gens. C'est la Palestine qui les réunit et la lutte du peuple palestinien qui est maintenant devenue une métaphore de l'émancipation et de l'édification, malgré tous les dénigrements répandus par leurs ennemis.

Dès qu'on porte les faits à l'attention des gens, il y a une reconnaissance immédiate et une expression de la plus profonde solidarité avec la justice de la cause palestinienne et avec la lutte vaillante du peuple palestinien. Il est remarquable que la Palestine ait été, au cours de cette année, un sujet central autant du Sommet altermondialiste de Porto Alegre que des sommets de Davos (World Economic Forum) et d'Amman (organisé aussi par le WEF), représentant les deux pôles du spectre politique mondial.

UNE INFORMATION

TERRIBLEMENT BIAISÉE

Parce que nos concitoyens (étasuniens) sont soumis à un régime atrocement marqué par l'ignorance et la désinformation cultivées par les médias. Il est question de l'occupation seulement par l'entremise de sinistres descriptions d'attentats-sui-

cides, alors que le Mur de l'apartheid qu'Israël construit, qui a huit mètres de haut, un mètre et demi de largeur et déjà trois cent cinquante kilomètres de longueur, n'est jamais montré sur CNN et les TV par câble (ou bien on y fait référence qu'en passant, au travers de la prose inanimée de la « feuille de route »). Les crimes de guerre, les destructions gratuites et les humiliations, les blessures, les démolitions de maisons, les ravages de l'agriculture et la mort imposée aux civils palestiniens ne sont jamais montrés tels qu'ils sont, c'est-à-dire en tant qu'épreuve quotidienne, tout à fait routinière. Il ne faut donc pas être surpris si les Américains ont dans leur ensemble une opinion très mauvaise des Arabes et des Palestiniens.

Après tout, rappelez-vous que tous les principaux organes des médias institutionnels, de la gauche libérale jusqu'à la droite marginale, sont unanimement anti-arabes, anti-musulmans et anti-palestiniens. Regardez la pusillanimité des médias durant l'escalade vers une guerre illégale et injuste contre l'Irak, et observez combien peu de reportages ont traité des dommages immenses vécus par la société irakienne à cause des sanctions, et combien peu de comptes rendus il y a eu au sujet de l'immense effusion d'opinions contre la guerre à travers le monde.

Peu de journalistes, exceptée Helen Thomas [cette ancienne responsable du Bureau de la maison Blanche est appelée The First Lady of the Press ; elle a condamné ouvertement, lors de Conférence de presse, l'administration Bush] ont défié l'administration face aux mensonges outrageants et aux « faits » fabriqués qui ont été déversés au sujet de l'Irak en tant que menace militaire imminente pour les États-Unis avant la guerre.

De même, aujourd'hui, les mêmes propagandistes gouvernementaux, dont les « faits » cyniquement inventés et manipulés au sujet des armes de destruction massive sont maintenant plus ou moins oubliés ou rejetés comme sans fondements, ne sont pas inquiétés par les poids lourds des médias en évoquant la situation horrible, littéralement inexcusable, dans laquelle est plongé le peuple de l'Irak. Une situation que États-Unis ont, de manière irresponsable, créée eux seuls par leur action.

Saddam Hussein était un tyran haïeux, violent. Mais il était à la tête d'un régime issu d'un mouvement qui avait fourni au peuple irakien les meilleures infrastructures et services (comme l'eau, l'électricité, la santé et l'éducation) de tout le monde arabe. Depuis l'invasion et les destructions massives plus rien de cela n'existe.

Il n'est donc pas surprenant (avec la peur extraordinaire de sembler antisémite en critiquant Israël pour ses crimes de guerre quotidiens à l'encontre de civils palestiniens innocents et non armés, ou d'être qualifié d'« anti-américain » en critiquant le gouvernement états-unien pour sa guerre illégale et son occupation militaire horriblement conduite) que la campagne vicieuse des médias et du gouvernement contre la société, la culture, l'histoire et la mentalité arabes, menée par des publicistes et orientalistes néandertaliens tels que Bernard Lewis et Daniel Pipes, ait amené beaucoup trop d'entre nous [étasuniens] à croire que les Arabes forment vraiment un peuple sous-développé, incompetent et condamné. Et qu'avec tous leurs échecs dans le domaine de la démocratie et du développement, les Arabes sont les seuls dans ce monde à être attardés, en retard sur leur temps, arriérés et profondément réactionnaires. Voilà

pourquoi la dignité et la pensée critique historique doivent être mobilisées afin d'éclaircir les faits et de démêler la vérité de la propagande.

Personne ne niera que la plupart des pays arabes sont dirigés par des régimes impopulaires et qu'un grand nombre de jeunes Arabes, pauvres et lésés, sont exposés à des formes de fondamentalisme religieux impitoyables. Pourtant, il est tout à fait mensonger de dire, comme le fait régulièrement le New York Times, que les sociétés arabes sont totalement contrôlées et qu'il n'y a pas de liberté d'opinion ni d'institutions civiles ni de mouvements sociaux fonctionnels par et pour le peuple. Pourtant, nonobstant les lois sur la presse, on peut aujourd'hui se rendre dans le centre ville d'Amman et y acheter un journal d'un parti communiste autant qu'un journal islamiste. L'Égypte et le Liban fourmillent de journaux et de revues qui suggèrent beaucoup plus de débat et de discussion que ce dont on crédite ces sociétés. Les chaînes satellites se multiplient avec des opinions diverses d'une variété vertigineuse. Les institutions civiles (ayant à faire à plusieurs niveaux avec les services sociaux, les Organisations de défense des droits de l'Homme, les syndicats et les instituts de recherche) sont bien vivantes partout dans le monde arabe. Beaucoup doit être fait avant d'avoir un niveau approprié de démocratie, mais nous sommes sur la bonne voie.

Rien qu'en Palestine, il y a plus d'un millier d'ONG, et c'est cette vitalité et ce type d'activité qui a permis à la société de poursuivre son chemin, malgré tous les efforts états-uniens et israéliens pour la dénigrer, l'arrêter et la mutiler dans sa quotidienneté. Dans les pires circonstances, la société palestinienne n'a pas été défaite et ne s'est pas complètement ef-

fondrée. Les enfants vont encore à l'école ; les médecins et infirmières prennent encore soin de leurs patients ; les hommes et les femmes vont au travail ; les organisations tiennent leurs réunions et le peuple continue à vivre. Cela semble être une injure pour Sharon et les autres extrémistes qui veulent simplement l'emprisonnement des Palestiniens ou leur expulsion.

La solution militaire n'a jamais réussi et ne réussira jamais. Pourquoi est-ce si difficile pour les Israéliens de le voir ? Nous devons les aider à le comprendre, non pas avec des attentats-suicides, mais avec des arguments rationnels, la désobéissance civile de masse, les manifestations organisées, ici et partout.

Ce que j'essaie d'expliquer ici, c'est que nous devons voir le monde arabe en général et en Palestine en particulier, de façon plus comparative et critique que ne le font des livres superficiels et méprisants tels que *What Went Wrong* de Lewis et que les déclarations ignorantes de Paul Wolfowitz, parlant d'apporter la démocratie au monde arabe et islamique. Ils veulent cacher aux étasuniens qu'il y a dans le monde arabe une dynamique active en action, parce qu'en tant qu'êtres humains réels, ceux-ci vivent dans une société avec toutes sortes de courants et contre-courants qui ne peuvent être aisément caricaturés sous les traits « d'une masse bouillante de violence et de fanatisme. » La lutte palestinienne pour la justice est particulièrement un aspect avec lequel on doit exprimer sa solidarité au lieu de critiques sans fin et de découragement exaspérant et frustrant et de discorde paralysante.

DES CIVILISATIONS

SUPÉRIEURES

ET D'AUTRES

INFÉRIEURES ?

N'oublions pas la solidarité ici et partout en Amérique latine, en Afrique, en Europe, en Asie et en Australie et rappelons-nous également qu'il y a une cause dans laquelle tant de personnes se sont engagées, sans tenir compte des difficultés et des terribles obstacles. Pourquoi ? Parce que c'est une cause juste, un idéal noble, une quête morale pour l'égalité et les droits de l'Homme.

Je parle ici de la dignité, qui occupe, bien sûr, une place spéciale dans toute culture connue des historiens, des anthropologues, des sociologues et des humanistes. Je devrais commencer en disant, dès le début, qu'il est une proposition orientaliste, et en fait raciste, radicalement fausse, qui veut que, contrairement aux Européens et aux étasuniens, les Arabes n'aient pas le sens de l'individualité, aucune attention pour la vie individuelle ni valeur qui exprime l'amour, l'intimité et la compréhension. Ces dernières seraient soi-disant la propriété exclusive de cultures comme celles de l'Europe et des États-Unis qui ont eu une Renaissance, une Réforme et les Lumières. Parmi tant d'autres, c'est le vulgaire et fade Thomas Friedman [éditorialiste au *New York Times*], qui colporte ces sottises. Elles ont été intériorisées par des intellectuels arabes tout autant ignorants (inutile de mentionner des noms) qui ont vu dans les atrocités du 11 septembre un signe que les mondes arabes et islamiques sont en quelque sorte plus malades et dysfonctionnels que tout autre et que le terrorisme est un signe d'une plus grande déformation qu'il ne le semble.

Laissons de côté le fait qu'à eux deux,

l'Europe et les États-Unis soient responsables du plus grand nombre de morts violentes au cours du XX^e siècle. Derrière tout le non-sens trompeur de l'idée de civilisations bonnes et mauvaises, se cache l'ombre grotesque du grand faux prophète Samuel Huntington [l'auteur du *Choc des civilisations*] qui a mené beaucoup de gens à croire que le monde peut être divisé en civilisations distinctes qui se battront entre elles jusqu'à la fin des temps. Or, Huntington se trompe sur tout. Aucune culture et civilisation n'existe isolée des autres ; aucune n'est faite de tels concepts que l'individualité et les Lumières qui lui seraient complètement exclusives ; et aucune n'existe sans les attributs humains fondamentaux que sont la communauté, l'amour, la valorisation de la vie et tout le reste.

Suggérer autre chose relève du racisme pur, du même ordre que ceux qui prétendent que les Africains ont des cerveaux naturellement inférieurs ou que les Asiatiques sont réellement nés pour la servitude ou que les Européens forment naturellement une race supérieure. C'est là une sorte de parodie de science hitlérienne aujourd'hui dirigée uniquement contre les Arabes et les Musulmans. Et nous devons être très fermes en refusant ne serait-ce que d'essayer d'argumenter contre cela. C'est du pur radotage.

Par contre, il y a une affirmation bien plus sérieuse et crédible selon laquelle, comme tous les autres exemples humains, la vie arabe et musulmane possède une valeur et une dignité, exprimées par les Arabes et les Musulmans dans leur propre style culturel. De telles expressions ne doivent pas nécessairement ressembler ni être la copie d'un modèle approuvé par quelqu'un et convenant à tous.

Toute argumentation sur la diversité humaine repose sur le fait qu'à la fin

c'est une forme de profonde coexistence entre différents styles d'individualité et d'expérience, qui ne peuvent être réduits à une seule forme supérieure. Ce genre d'arguments, fallacieux, nous est suggéré par des pontifes qui se lamentent sur le manque de développement et de savoir dans le monde arabe. Il suffit d'observer l'immense variété de la littérature, du cinéma, du théâtre, de la peinture, de la musique et de la culture populaire produite par et pour des Arabes, du Maroc jusqu'au Golfe. Assurément, cela doit être pris en considération si l'on veut juger du développement réel ou non des Arabes ; on ne peut s'en tenir à la façon dont, tel jour, des tableaux statistiques de la production industrielle indiquent un niveau approprié de développement ou un échec.

Le thème le plus important que j'essaie cependant de faire ressortir est qu'il y a aujourd'hui un écart très grand entre nos cultures et nos sociétés et le petit groupe de gens qui dirigent présentement ces sociétés. Un tel pouvoir a rarement été concentré, historiquement, sur un aussi petit groupe formé des quelques rois, généraux, sultans ou présidents qui dirigent les Arabes.

Ce qu'il y a de pire dans ce groupe, presque sans exception, est qu'il ne représente pas le meilleur des peuples. Ce n'est pas seulement une question de manque de démocratie. Ils semblent d'ailleurs commencer par tous se sous-estimer eux-mêmes radicalement, pour ne rien dire de la manière dont ils considèrent leurs peuples : cela les enferme, les rend intolérants et craintifs face au changement. Ils craignent de s'ouvrir à leurs propres peuples. Par-dessus tout, ils sont terrifiés à l'idée de fâcher « Big Brother », c'est-à-dire les États-Unis. Au lieu de voir leurs citoyens comme

la richesse potentielle de la nation, ils les regardent comme des coupables conspirateurs qui envient le pouvoir du dirigeant.

Voilà le vrai échec : comment, durant la terrible guerre contre le peuple irakien, aucun dirigeant arabe n'a eu la dignité et la confiance de dire quelque chose sur le pillage et l'occupation militaire d'un pays arabe les plus importants ?

Certes, c'est une excellente chose que le régime terrifiant de Saddam Hussein ne soit plus, mais qui a désigné les États-Unis pour être le mentor des Arabes ? Qui a demandé aux États-Unis de s'emparer du monde arabe, soi-disant au nom de ses citoyens, et de lui apporter quelque chose nommé « démocratie », particulièrement au moment où le système scolaire, le système de santé et toute l'économie des États-Unis dégénérent à des niveaux jamais vus depuis la Dépression de 1929 ?

Pourquoi la voix collective arabe ne s'est-elle pas levée contre la flagrante intervention illégale des États-Unis, qui a fait tant de mal et infligé tant d'humiliation à l'ensemble de la nation arabe ? Voilà vraiment un manque colossal de cran, de dignité et de solidarité avec les siens.

Avec toutes les incantations de l'administration Bush indiquant qu'elle est guidée par le Tout-puissant, n'y a-t-il pas un seul dirigeant arabe qui aurait le courage de dire simplement que, en tant que grand peuple, nous sommes guidés par nos propres lumières, nos propres traditions et notre religion ?

Mais rien, pas un mot, alors que les pauvres citoyens d'Irak vivent les plus terribles épreuves et que le reste de la région tremble, chaque pays pétrifié à l'idée d'être le prochain. Quelle image désastreuse que celle de cette accolade entre Georges Bush (l'homme

dont la guerre vient de détruire « gratuitement » un pays arabe) et la direction combinée des principaux pays arabes...

N'y avait-il personne pour avoir le cran de rappeler à George W. ce qu'il a fait pour humilier et porter encore plus de souffrances au peuple arabe que ne l'a fait quiconque avant lui ? Et doit-il toujours être accueilli avec des embrassades, des sourires, des baisers et des révérences ?

Où est le soutien diplomatique, politique et économique nécessaire pour soutenir un mouvement contre l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ? En lieu et place, tout ce qu'on entend, c'est que les ministres des affaires étrangères demandent aux Palestiniens de choisir leur voie, d'éviter la violence et de rester dans le cadre des « négociations de paix », même s'il est évident que l'intérêt que porte Sharon à la paix est nul.

Il n'y a pas eu de réponse concertée des Arabes à l'égard du mur de séparation, ni des assassinats, ni du châtiement collectif, seulement un ramassis de clichés usés, répétant les formules rebattues autorisées par le Département d'État.

Ce qui me frappe, à propos de l'incapacité arabe à saisir la dignité de la cause palestinienne, est exprimé par l'état actuel de l'Autorité palestinienne. Abou Mazen [Abou Abbas], une figure subalterne, disposant de peu de soutien politique au sein de son propre peuple, a été choisi pour l'emploi par Arafat, Israël et les États-Unis. Et cela précisément parce qu'il n'a pas de base, n'est pas un orateur ou un grand organisateur ou quoi que ce soit, excepté un auxiliaire soumis à Yasser Arafat.

Ils le voient comme un homme qui exécutera les ordres d'Israël. Mais comment Abou Mazen lui-même a-t-il

pu se tenir là, à Aqaba [rencontre d'Abou Mazen avec Sharon et Bush, début juin 2003, tous trois reçus par le roi de Jordanie], prononçant les mots écrits pour lui, comme le pantin d'un ventriloque, par un quelconque fonctionnaire du Département d'État. Abou Mazen y parlé a parlé d'une manière louable des souffrances juives, Mais il n'a ensuite pratiquement rien dit de la souffrance de son peuple aux mains d'Israël ? Comment peut-il accepter un rôle si indigne et manipulé, et comment peut-il oublier sa propre dignité de représentant d'un peuple qui s'est battu héroïquement pour ses droits depuis plus d'un siècle, seulement parce que les États-Unis et Israël lui ont dit qu'il devait le faire ?

Et quand Israël affirme simplement qu'il y aura un État palestinien temporaire, sans la moindre contrition pour l'horrible quantité de dommages qu'il a causés, les innombrables crimes de guerre, l'humiliation véritablement sadique et systématique de tout Palestinien, homme, femme et enfant, je dois que je ne comprend absolument pas : pour quelle raison un dirigeant ou un représentant de ce peuple qui souffre depuis si longtemps n'en prend-il même pas note ?

A-t-il totalement perdu tout sens de la dignité ? A-t-il oublié qu'il n'est pas simplement un individu, mais aussi le garant du destin de son peuple à un moment particulièrement crucial ?

N'y a-t-il personne qui n'ait été amèrement déçu par cette incapacité absolue à être à la hauteur et à se tenir avec dignité (la dignité de l'expérience de son peuple et de sa cause) et témoigner de sa fierté, et sans compromis, sans ambiguïté, sans ce ton un peu embarrassé, qui semble s'excuser, que prennent les dirigeants palestiniens lorsqu'ils mendient une petite gentillesse de la part d'un père blanc totalement indigne de confiance

?

Mais cela a été le comportement des dirigeants palestiniens depuis Oslo (et en fait depuis Haj Amin [Haj Amin al-Husseini, 1893-1974, Mufti de Jérusalem mis en place par les Britanniques en 1921]) une combinaison de défiance juvénile déplacée et de supplication plaintive. Pourquoi donc croient-ils toujours qu'il leur est absolument nécessaire de lire des scripts écrits pour eux par leurs ennemis ?

La simple dignité de notre vie en tant qu'Arabes de Palestine, à travers le monde arabe et ici en Amérique, est que nous sommes nous-mêmes, avec un héritage, une histoire, une tradition et par-dessus tout une langue qui est plus qu'adéquate pour représenter nos réelles aspirations, aspirations qui trouvent leur source dans l'expérience de dépossession et de souffrance qui a été imposée à tout Palestinien depuis 1948.

Pas un seul de nos porte-parole politiques (ce qui est valable pour les Arabes depuis le temps d'Abdel Nasser) ne parle avec respect de soi et dignité de ce que nous sommes, de ce que nous voulons, de ce que nous avons fait et de là où nous voulons aller.

Lentement, toutefois, la situation change et le vieux régime des Abou Mazen et Abou Ammar [nom d'Arafat] passe et sera graduellement remplacé par un nouveau groupe de dirigeants émergeant un peu partout dans le monde arabe.

Les plus prometteurs sont les membres de l'Initiative Nationale Palestinienne (NPI). Ce sont des militants populaires dont l'activité principale n'est pas de pousser un crayon ni de jongler avec des comptes bancaires, ni de surveiller des journalistes. Ils viennent des rangs des professions libérales [médecins avant tout], des classes laborieuses et de

jeunes intellectuels et militants. Ce sont des enseignants, des médecins, des avocats et des ouvriers qui ont gardé la société sur ses pieds tout en parant les attaques israéliennes quotidiennes. Deuxièmement, ce sont des gens attachés au type de démocratie et de participation populaire inimaginable pour l'Autorité palestinienne, pour qui l'idée de démocratie signifie la stabilité et la sécurité pour eux-mêmes. Finalement, ils offrent des services sociaux aux sans-emploi, des soins de santé aux non-assurés et aux pauvres, une éducation laïque adéquate à une nouvelle génération de Palestiniens à qui on doit apprendre les réalités du monde moderne et non pas seulement la valeur extraordinaire du vieux monde. Pour de tels programmes, la NPI stipule que se débarrasser de l'occupation est la seule voie envisageable, et que pour cela, une direction nationale unifiée et représentative doit être élue librement pour remplacer les vieux copains, les dépassés et les incapables qui ont empoisonné la direction palestinienne au cours du dernier siècle.

Ce n'est que si nous nous respectons nous-mêmes en tant qu'Arabes et Américains, et si nous comprenons la véritable dignité et justice de notre lutte, c'est à ce moment-là seulement nous pourrions apprécier pourquoi, presque malgré nous, tant de gens à travers le monde, en premier lieu Rachel Corrie et les deux jeunes gens blessés, comme elle, de l'ISM, Tom Hurdall et Brian Avery ont cru possible d'exprimer leur solidarité avec nous.

Je conclus sur une dernière note relevant d'une ironie de l'histoire. N'est-il pas surprenant que tous les signes de solidarité populaire que la Palestine et les Arabes reçoivent ne soient pas accompagnés par des signes comparables de solidarité et de dignité en-

vers nous-mêmes, que d'autres nous admirent et nous respectent plus que nous ne le faisons nous-mêmes ? Ne serait-il pas temps que nous retrouvions notre propre statut et que nous nous assurions que nos représentants, ici et ailleurs, réalisent, en premier lieu, qu'ils se battent pour une cause juste et noble, et qu'ils n'ont pas à s'excuser pour rien, pas plus qu'à en être embarrassés ? Au contraire, ils devraient être fiers de ce que leur peuple a fait, et fier de le représenter.

n

Le 11 septembre 2001, le journal argentin *Página 12* écrivait : « l'Amérique Latine a des motifs fondés d'hostilité contre l'interventionnisme Nord Américain [...] Ce 11 septembre fut aussi le 28^e anniversaire du renversement du président Allende par un coup d'état soutenu par les USA [...] Il serait dommage que le gouvernement national et d'autres, pour être au côté des USA en ce moment si difficile, y voient une obligation de les soutenir à tout prix ».

30 ans après le 11 septembre chilien

Ce rappel salutaire dans un contexte d'images des tours en feu 24 heures sur 24, et de minutes de silence tous azimuts a été suivi de ce que l'on sait: Afghanistan et Irak, et d'un mouvement contre l'intervention militaire sans précédent dans l'histoire humaine. En ce 30^e anniversaire, les médias n'ont pas oublié le Chili, mais sous forme d'iconographie réduisant cet épisode extraordinaire et dramatique de la lutte des classes à l'action de la décidément insortable CIA et du non moins affreux Kissinger face au président Allende qui « se suicide » avec le fusil offert par Fidel Castro. Bien évidemment, en soutenant, finançant, armant, la bourgeoisie chilienne et ses organisations, la CIA a joué un rôle fondamental, Nixon déclarant dès l'élection d'Allende « we have to kick out this bastard » [Il faut foutre dehors cet enfoiré] à son entourage, mais n'y a-t-il eu que cela: le pot de fer contre le pot de terre ? On oublie, et pour cause, deux éléments tout aussi déterminants: la politique des dirigeants de l'Unité Populaire, c'est-à-dire essentiellement du PS d'Allende et du PC de Corvalán qui, au nom de « la voie chilienne au

socialisme » et de l'alliance avec la petite bourgeoisie, vont, dans les faits, quémander sans cesse un compromis avec la Démocratie Chrétienne de Frei qui, dès la fin 71, commence cependant à tout mettre en œuvre pour liquider le gouvernement d'Unité Populaire, en manœuvrant, en faisant jouer à fond les institutions bourgeoises contre ceux qui ont décidé de les respecter scrupuleusement. La DC finira la besogne en soutenant le coup d'État.

Le dernier élément est celui du contexte international de l'époque: la coexistence pacifique qui se traduit par la politique des blocs où chacun est maître chez soi. La première concrétisation de cette politique sera le retrait par l'URSS des fusées de Cuba, sans même en informer le gouvernement cubain, et l'isolement de la révolution cubaine par le coup d'État de 73 et la mise en place des dictatures au Brésil, en Argentine, en Bolivie...

C'est au nom de cette politique que les dirigeants des PC aux ordres de Moscou impuissanteront les masses citadines et paysannes, condamnant toute une génération de militants ré-

volutionnaires courageux et sincères, à l'impasse du guérillérisme et du foquisme, impuissants à mobiliser les couches opprimées des villes et des campagnes contre la bourgeoisie et l'impérialisme. L'épisode terrible de l'assassinat du Che, et le rôle du PC bolivien dans cette exécution est éclairant à tous égards.

J'ai, pour ma part, replongé dans les documents de l'époque et les pages internet, sans oublier la chaîne Planète où l'on redonne le documentaire en trois parties (qui dure 5 heures) de Patricio Guzmán « la bataille du Chili: la lutte d'un peuple sans armes » dont l'extraordinaire caméraman Jorge Muller Silva, (militant du MIR, qui fut arrêté en 74 et assassiné par la DINA au centre de Cuatro Alamos) suit les événements, caméra à l'épaule, dans les assemblées, les cordons industriels, les mines, chez les bourgeois, au sénat, dans l'armée... en interviewant les acteurs connus mais aussi, et surtout, anonymes de ces événements. Bien que le commentaire en voix off soit assez peu critique envers le gouvernement de l'UP, son œil d'observateur passionné du processus met en relief à travers tous les témoignages, toutes les contradictions, les oppositions quotidiennes entre paysans, ouvriers, chômeurs, et le gouvernement pour la défense duquel ils manifestent cependant contre la bourgeoisie.

Ce qui frappe c'est:

- La rapidité du processus et les changements considérables qui interviennent.
- C'est aussi le mouvement pendulaire entre les classes qui s'opposent. A chaque mobilisation de la bourgeoisie et des médias (manifestations, grèves, sabotages...) répond une mobilisation bien plus considérable des masses engagées dans le pro-

cessus révolutionnaire.

En avril et juin 1973, en réponse aux manifestations fascistes, aux attentats, au meurtre d'un militant du PC, et au « tancazo » (tentative avortée de coup d'État d'une unité de blindés) deux manifestations de 300 000 et de 700 000 travailleurs répondront. En août, c'est contre Allende que les cordons industriels manifesteront. Car la réponse qu'il apporte aux manifestations massives d'ouvriers qui lui réclament des armes contre les agissements des fascistes et de l'armée, qui est maintenant majoritairement acquise au coup d'État, c'est la constitution d'un cabinet de sécurité nationale comprenant les chefs militaires des trois armes et des carabiniers.

Ceux-ci, non contents de perquisitionner depuis juillet 1973 quotidiennement dans les usines et au domicile des militants (grâce à la « loi de contrôle des armements » votée en octobre 1972 par l'assemblée, PC et PS compris, sous prétexte de combattre les fascistes et qui, appliquée par l'armée, va servir à arrêter les militants et délégués ouvriers), vont maintenant arrêter et torturer à mort les soldats et sous-officiers favorables à l'UP, la justice militaire ouvrant pour sa part une instruction contre les secrétaires généraux du PS, du MIR et du MAPU qui avaient défendu les anti-putschistes.

Le 4 septembre, 3^e anniversaire de l'UP, ce seront 800 000 personnes qui défilent encore une fois en demandant des armes et « *mano dura contra los momios y los milicos* » (le peuple désigne ainsi les bourgeois et les militaires). Une semaine plus tard, ce sera la fin et Allende mourra courageusement et dignement par la main de ceux qu'il avait intronisés un mois auparavant, ironie tragique de l'histoire et de la politique, suivi de

milliers d'anonymes de toutes tendances qui avaient tout donné pour abattre le vieux monde et moururent abattus comme des chiens et souvent torturés.

Ce qui frappe aussi (car il s'agit ici d'une contribution qui n'a aucune prétention à l'analyse exhaustive, qui nécessiterait des dizaines de pages, tant cette réalité fut riche et les questions posées nombreuses), c'est justement le destin de cet homme dont la politique de Front Populaire a malheureusement confirmé ce qu'affirmait Trotsky : « une politique qui voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme [...] qui est la dernière ressource politique de l'impérialisme dans sa lutte contre la révolution prolétarienne », et qui pourtant va payer de sa vie cette politique en déclarant « je paierai de ma vie la loyauté envers le peuple ». Il y a 30 ans, une discussion avait lieu entre l'OCI, à laquelle j'appartenais, et des groupes trotskystes comme « la trinchera » ou « ofensiva » que nous condamnions parce qu'ils caractérisaient la politique de l'U.P. comme « réformiste » alors que l'OCI pensait que c'était l'image que l'U.P. voulait donner d'elle-même, « image qui faisait partie intégrante de la besogne qu'il lui fallait accomplir au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme ».

Comment imaginer cependant que cet homme ait été un agent conscient... de sa propre mort ? N'était-ce pas justement la conviction complètement folle d'un authentique réformiste, qui ne comprend pas que les masses soient à cent pas devant ce qu'il a planifié, et qui prend de ce fait des mesures tout aussi authentiquement contre-révolutionnaires au nom du respect de la constitution ? Le réformisme n'est il pas contre-révolutionnaire ?

Quant à Corvalán, dirigeant du PC, il appliqua à la lettre la politique décidée au Kremlin de gendarme zélé de tout ce qui pouvait se développer en dehors et à gauche du cadre fixé par l'U.P., qu'il s'agisse des cordons industriels ou autres formes d'organisation autonomes des travailleurs ou des organisations d'extrême gauche. El siglo, journal du PC, écrit « toutes ces transgressions au programme de l'unité populaire aident les contre-révolutionnaires à former une plate forme à une échelle de masse pour le fascisme ». Ce sera son leitmotiv: l'impatience des travailleurs et des révolutionnaires fait le lit du fascisme. On avait déjà entendu ce refrain lors de la révolution et guerre en Espagne. Corvalán sera incarcéré puis échangé plus tard contre Plioutch.

Ce qui frappe encore, à travers tous ces documents écrits ou filmés, c'est la force du mouvement qui jette les travailleurs dans la bataille. Un exemple entre mille: dans le film de Guzmán, on interroge à plusieurs reprises des travailleurs, électeurs ou adhérents de la démocratie chrétienne. Ils étaient apparemment relativement nombreux (et certainement moins proportionnellement que les mineurs de Lorraine électeurs du RPR qui ont pourtant fait vaciller De Gaulle lors de la grève des mineurs de 63) et tous ceux qui s'expriment s'organisent avec les cordons industriels, les comités de ravitaillement et des prix (J.A.P), participent à la réorganisation de l'usine occupée, manifestent avec leurs camarades.

Ce qu'on en retient aussi, c'est la vitesse à laquelle la conscience politique progresse et comment les masses réagissent à chaque sabotage des grands propriétaires terriens, des patrons, des commerçants, comme corps collectif qui, naturellement, tend à réorganiser la société sur

d'autres bases, dans une impressionnante unité.

Question: « quels changements se sont produits à partir de l'occupation de l'usine ? » (qui a répondu à la grève patronale)

Réponse: « Bien, la leçon que tous les ouvriers ont apprise est la suivante: sans patrons et sans employés, tout marche très bien et même mieux ; nous avons un sens plus grand de la responsabilité ; nous produisons davantage et meilleur marché »

- « Avez vous l'appui d'autres camarades, d'autres usines ? »

- « Non seulement des usines, mais des centres de mères, des juntes de voisins, de travailleurs de la santé, des étudiants, c'est-à-dire du système de coordination de ce secteur... Il y a 39 usines. Ah, il y a aussi les pay-sans ».

Le même continue: « la direction ici est entre les mains des camarades du FTR (MIR). Je suis socialiste, mais nous sommes tous unis. »

Question à une militante du PC de la même usine: « Êtes vous d'accord avec la direction du FTR ? »

- « Oui, les camarades représentent l'expression de tous les travailleurs ; ici, il n'y a pas de sectarisme, que cela reste bien clair, il n'y a qu'unité des exploités ».

- « Mais ne pensez-vous pas que le FTR soit extrémiste ? »

- « Non, et je ne crois pas non plus qu'il créera des problèmes au gouvernement ; les communistes d'ici luttent aussi pour que les patrons ne reviennent pas, et bien que nous ayons reçu l'ordre d'évacuer, nous resterons fermes jusqu'au bout. »

Tout ceci se passe en octobre 1972, lors de « l'Octobre chilien » qui répond aux grèves des patrons, des transporteurs routiers, de la petite bourgeoisie et des professions libérales. Le 29 octobre, la D.C., affolée,

propose qu'un cabinet d'Union Nationale se constitue. La réponse de l'U.P. sera la constitution d'un gouvernement ouvert aux chefs militaires et aux dirigeants de la CUT, alors que le pays a vu les comités de toutes sortes se multiplier partout pour briser l'offensive de la bourgeoisie.

Ou encore ce mineur qui, en 73, intervient dans une assemblée dans ces termes (dans le film de Guzmán):

« En ce moment, on semble remettre en question la constitution et les lois. Si la classe ouvrière remet en question le pouvoir judiciaire, la constitution, le gouvernement, cela signifie que nous commençons à prendre le pouvoir, car tout ça n'est pas valable. Nous avons les cordons industriels, et le pouvoir populaire naissant prend le pas sur l'État lui même, car les institutions existantes ne sont plus en état de remplir leurs fonctions. Nous, les travailleurs, en créons donc de nouvelles, car l'appareil gouvernemental doit maintenant être utilisé par la classe ouvrière pour écraser l'autre classe, celle qui nous a toujours écrasés. Prouvons que le vent peut tourner ».

A l'évidence Allende et l'U.P. n'ont pas entendu et encore moins écouté ce mineur ; ce n'est pas aux cordons industriels qu'ils ont ouvert les portes du gouvernement dès 72, mais aux militaires et aux dirigeants de la CUT qui ont passé une bonne partie de leur temps à combattre les revendications jugées incompatibles avec le programme de l'UP, et l'indépendance des formes de regroupement autonomes des travailleurs.

• Une autre question très débattue à l'époque ressurgit avec force dans tous les documents lus et vus. Qu'a-t-il manqué pour que cela se passe autrement ? Bien évidemment le

contexte de la politique des blocs et le rôle de « Big brother » étaient des obstacles considérables, mais pour quoi les masses qui, dès la fin de la première année de l'UP, ont compris que l'affrontement avec la bourgeoisie est inévitable et qui, dès l'octobre rouge ont définitivement acquis qu'elles ne peuvent compter que sur leur organisation propre et leur action pour s'affronter aux institutions (Allende se fait siffler après le « *tancazo* », à plusieurs reprises elles manifestent contre le Sénat qui détient la réalité du pouvoir auquel se plie l'UP) n'arrivent pas à forcer l'entrée du gouvernement ou à centraliser leurs organismes indépendants face à lui ?

Il y a la réponse classique ; il manquait un authentique parti révolutionnaire. Dans d'autres circonstances (Allemagne 1918), il y a eu et cela n'a pourtant pas suffi. Par ailleurs, il est évident que des milliers d'ouvriers, comme ce mineur dont je cite l'extraordinaire intervention, membres ou non de tous les partis de gauche ou d'extrême gauche, étaient arrivés aux mêmes conclusions: « bien que l'UP soit arrivée à 46 % des suffrages en 1972 (Allende avait été élu avec 36 %), bien qu'elle dirige le gouvernement, bien qu'on ait nationalisé des tas de choses, le pouvoir économique et le pouvoir d'État nous échappent et il faut s'en emparer » ! Dans les manifestations, le mot d'ordre de « Pouvoir Populaire » scandé partout (contrairement à ce beaucoup pensent) s'opposait pour une bonne partie des manifestants à celui de « l'unité populaire ». Cela signifiait: pouvoir des cordons industriels, comme le dit très clairement ce mineur qui s'oppose au gouvernement. Dans le documentaire de Guzmán, on voit bien que même des cadres intermédiaires de l'UP

(conseillers dans les mines, les usines, à la campagne) partagent une bonne partie de ces convictions, confrontés à la réalité quotidienne et à ce que disent et pensent les travailleurs.

Évidemment le mot d'ordre « gouvernement des cordons » ou « les cordons au gouvernement » ne s'est jamais clairement dégagé comme un objectif porté quotidiennement par des milliers d'hommes et de femmes. Apparemment, aucune organisation ne l'a clairement exprimé non plus. Seule est apparue la formule « pouvoir populaire » suffisamment ambiguë pour ménager la chèvre et le chou, le gouvernement de l'UP et les cordons industriels. Même la revendication des armes, qui mettait clairement en cause la présence des militaires au gouvernement, était un vœu pieux, adressé à Allende, qui certes s'est fait siffler après le « *tancazo* », mais a refusé catégoriquement de les donner.

Ces centaines de milliers d'hommes et de femmes, dont la conscience de classe et la lucidité sont ahurissants et qui crient « pouvoir populaire », « cordons industriels partout », « des armes », sont amenés à chaque fois à se porter en défense d'Allende qu'ils ont élu dès que la bourgeoisie l'attaque (qu'il s'agisse des décisions du Sénat, de l'appareil judiciaire, des manifestations violentes, du « *tancazo* ») et là, on entend aussi le mot d'ordre « Allende, Allende el pueblo te defiende » (réaction compréhensible qui nourrit cependant l'ambiguïté de la situation) et à chaque fois, au lieu de s'appuyer sur cette force rassemblée, Allende fait des concessions à la bourgeoisie.

C'est d'ailleurs l'histoire du MIR dont on dit qu'il avait un pied dans l'UP et l'autre dehors. Ses militants ont à la fois joué un rôle très important dans

la constitution des cordons industriels (dont le MIR a pourtant souhaité à la fin l'intégration dans la CUT), dans les « *comandos comunales* », JAP et autres, et ont constitué en même temps avec des militants du PS le GAP (garde rapprochée d'Allende) qui est resté avec lui à la Moneda le 11 septembre.

Évidemment, beaucoup de travailleurs ont encore l'illusion qu'ils vont faire aller ce gouvernement dans le bon sens. Dans le documentaire on les voit exiger de lui, critiquer l'entrée des militaires en son sein, lui donner des conseils, dire qu'en s'organisant contre les patrons ils vont l'aider à les réduire au silence. Bref, ils exigent ou suggèrent qu'il fasse ce qu'un authentique gouvernement ouvrier se devrait de faire.

Il faudra pourtant attendre la situation de crise de l'été 73 et le « *tancazo* » pour qu'Allende reconnaisse les cordons industriels ; mais quand le général Prats démissionnera, harcelé par les putschistes, ce ne sont pas les cordons industriels qu'il appellera au gouvernement cette fois encore, mais Augusto Pinochet, le plus haut gradé, que ses camarades de promotion appelaient « *el burro* » (il avait échoué deux fois au concours) et dont Letellier (ministre de la défense dont il était l'aide de camp et qu'il fit assassiner à l'étranger) disait que sa servilité était écœurante ; « *el burro* » ne se rallia d'ailleurs au plan de la marine que le 9 septembre en hésitant et en déclarant « Cela pourrait nous coûter la vie ».

Personne ne peut refaire l'histoire, mais on peut en tout cas affirmer que lorsque tout aurait pu basculer, c'est-à-dire dès l'octobre chilien et peut-être même avant, si au lieu de combattre les cordons industriels, et de gouverner avec les généraux, le gouvernement avait pris appui sur eux et

sur la combativité de la classe ouvrière et des paysans, la victoire n'était peut-être pas garantie, mais en revanche il est certain qu'en ne suivant pas cette voie, la défaite était inévitable.

L'histoire ne se répète pas, et pourtant ces événements d'il y a trente ans restent d'une actualité brûlante. Même Raffarin nous y ramena, quand il déclara en juin « la démocratie n'est pas dans la rue mais dans les urnes ». Apparemment, les centaines

de milliers de fonctionnaires et autres salariés de mai et juin 2003 ne l'entendaient pas de cette oreille. Leurs collègues brésiliens non plus, ni les « sans terre » face au gouvernement de Lula pour lequel ils ont pourtant voté massivement pour l'élection présidentielle ; que dire des Argentins lors de la lame de fond de décembre 2001 et de la constitution des assemblées populaires dans tout le pays. En Angleterre, en Italie et en Espagne, ce sont des millions qui ont désavoué les

gouvernements en place, lors de l'intervention en Irak.

Quels que soient le gouvernement, le régime, les institutions, la situation, la seule garantie de la démocratie c'est l'action et l'organisation indépendante des masses. Quiconque va contre ce principe en est le fossoyeur.

C'est en ne le respectant pas, au nom de la légalité républicaine, de la constitution, des institutions (dont la sacro-sainte « armée constitutionnaliste chilienne »), que dans « la plus vieille démocratie d'Amérique latine » Allende est tombé, victime de sa politique de soumission aux exigences de la bourgeoisie et de son État, entraînant dans la mort des milliers d'hommes et de femmes admirables qui ont tout donné pour changer le monde, alors que son dernier ministre de la défense instaurait une dictature qui allait condamner le pays à des décennies d'amnésie forcée.

Une lettre de Janos Borovi

Paris, le 14 juillet 2003

Cher Yves,

Je viens de recevoir le numéro 26, juin 2003, de Carré Rouge. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les contributions, analyses sur le mouvement de grève de mai-juin. Différentes sensibilités, compréhensions s'y expriment, je m'y retrouve parfois, parfois pas, c'est normal, c'est la vie, le débat continue.

Si je me prend mon clavier aujourd'hui c'est pour exprimer mon étonnement et désapprobation par rapport à la conclusion de ton article (pages 11-16). Dans toute la partie consacrée à la grève, 27 pages grand format de la revue, il n'y a aucune critique, sans parler d'attaques nominatives, personnelles contre qui que ce soit, on se contente d'analyser et d'ouvrir des pistes. Et c'est bien comme ça.

C'est seulement toi qui déroges à ce comportement, en mettant en cause (page 14 et page 15) nominalement Olivier Vinay, militant de l'École Émancipée dans le SNES. Tu le décris comme une « figure préhistorique de l'École Émancipée dans le 93 », représentant des « vieux militants qui ont été élevés en politique dans l'intériorisation de leur illégitimité », puis tu reproduit le texte de Rouen et la version adoptée par la Coordination nationale, réunie à Paris le 21 juin 2003, en invitant le lecteur à « jouer le jeu des 7 erreurs », c'est-à-dire comparer le texte adopté avec « le texte original, avant "amendement" Vinay ! ».

Si je t'écris (et j'aimerais bien que cette lettre soit publiée dans le prochain numéro de Carré Rouge) ce n'est pas pour défendre Olivier Vinay. Il ne se débrouille pas mal tout seul. C'est parce que je suis choqué

par ta méthode et tes insinuations qu'on a pu croire reléguées dans les combles d'un passé. Par exemple pourquoi tu mets entre guillemets le mot amendement quand il s'agit de celui de Vinay ? Veux-tu suggérer que ses amendements ne sont pas des vrais amendements, qu'ils ne sont pas légitimes ? Je ne peux pas le croire. De la même manière pourquoi tu mets entre guillemets le mot coordination quand tu parles de celles de 1986, celle des cheminots ? Elles ne seraient pas des vraies coordinations, elles ne seraient pas légitimes, non plus, à ton sens ?

Ce ton me gêne, car tu suggères des choses sans aller jusqu'au bout, je suis d'autant plus perturbé par tes non-dits, moitié-dits et insinuations qu'ils arrivent dans une situation pour le moins très malsaine où, suite à une scission organisée par la LCR, avec des méthodes inadmissibles, dans l'École Émancipée, Olivier et les autres animateurs de l'École Émancipée non LCR sont l'objet de toute une campagne de dénigrement. Et les auteurs de ces dénigrements sont justement certains militants de la Ligue, des militants qui sont justement bien installés à la direction de la FSU, du SNES, du SNUIPP...

Alors s'il faut chercher des militants qui s'opposeraient au mouvement, aux jeunes qui ont joué un rôle déterminant dans la grève, c'est plutôt du côté de ces gens qu'il faut chercher et pas du côté d'Olivier.

François Chesnais insiste, dans son article, sur la nécessité de « se doter de formes d'organisation et de combat » qui assurent la « représentation indépendante des appareils intégrés à l'État. » (page 6). Justement, ton offensive contre Olivier est d'autant plus incompréhensible qu'il était par-

mi ceux, qui de coordinations en coordination, ont mené la bagarre pour constituer une représentativité démocratique de la grève, en toute indépendance des appareils bureaucratiques.

Je précise, pour éviter tout polémique inutile, que je ne suis pas membre de l'EE, que j'ai considéré et que je considère encore que les tentatives des camarades de l'EE pour influencer la FSU, notamment le SNES par la construction d'une tendance EE est une perte d'énergie, donc sur ce point je suis en désaccord avec Olivier V., c'est pour cette raison que, pour ma part, je suis syndiqué à SUD-Education, encore que je ne considère pas que la construction de SUD - E, et celle des autres SUD puisse constituer, en elle-même, une solution suffisante à la crise du syndicalisme et/ou celle du mouvement ouvrier.

Cela dit, j'ai toujours connu Olivier Vinay comme un militant (sans les guillemets, SVP !) de l'indépendance syndicale, promoteur de l'auto-organisation, animateur de la lutte contre la précarité, pour la titularisation sans condition de tous les précaires. Pour finir, la preuve de l'opposition, selon toi, entre les vieux militants, qu'Olivier est censé incarner à tes yeux et les jeunes serait la transformation du texte de Rouen lue à la coordination nationale du 14 juin par les amendements d'Olivier. Franchement, j'ai cherché les « 7 erreurs » que tu proposes aux lecteurs de Carré rouge et je ne les ai pas trouvées. On peut dire qu'il aurait fallu dire ici et là ceci et cela mieux, mais je trouve les deux textes bons en ce qui concerne leur ligne générale, ils se valent. Je ne vois pas dans les amendements d'Olivier la preuve de son « illégitimité ». Tu aurais été plus

convaincant si, au lieu de lancer le lecteur dans un jeu d'oie, tu nous avais précisé quels sont les « "amendements" Vinay » qui justifiaient, à ton sens, une telle caractérisation. Tu ne l'as pas fait. C'est dommage. J'ai vécu cette grève, avec des milliers d'autres, comme un moment de la « vraie vie », un moment de démocratie directe, de joie, avec le sentiment d'avoir pu agir enfin, ensemble avec mes camarades de l'EN, cheminots, postiers, communaux, ouvriers d'usine..., en tant qu'être social. Par la conclusion de ton article,

Réponse de Yves Bonin

tu veux nous ramener en arrière, vers les combats de sectes. C'est dommage.

Bien sincèrement, János Borovi
(militant de SUD-Education 92)

Cher Janos,

Comme j'ai le privilège d'avoir sur le numéro en cours une vision d'ensemble, je me permets de te renvoyer (et de renvoyer tous les lecteurs) à l'excellent article de Samuel Holder (page 20). J'en partage chaque aspect, mais je suis surtout absolument d'accord avec le développement qu'il consacre aux « militants ». Sa réflexion va au cœur de l'un des problèmes selon moi les plus essentiels du combat pour l'émancipation. Je croyais y avoir contribué dans un article du numéro 23 de Carré rouge (10/02). Je ne m'étais pas bien fait comprendre. Son article fait, sur un ton plus serein, le point sur cette question.

Nous avons vécu dans le XIII^e arrondissement de Paris, en mai-juin, une

expérience, qui se poursuit, qui illustre tout à fait ce problème. La grève y a été menée par une représentation démocratique des grévistes. Petit à petit s'est créée une assemblée qui a traduit au plus juste la nature politique de ce mouvement, une sorte d'embryon (ne nous emballons pas) d'« assemblée populaire », où l'« interprofessionnel », loin d'être une construction artificielle et bureaucratique, a pris toute sa signification : une population qui comprend à un haut niveau la menace civilisationnelle que fait peser ce système sur tous, et qui commence à se poser le problème de ce que voudrait dire « gouverner à partir du bas ». Les militants y ont pris leur place, sans brandir leur étiquette, sans partir des « intérêts » de leur groupe, mais en contribuant (et de manière irremplaçable) à la réflexion, au débat. Parmi les meilleures contributions, celles de militants FO et PT (eh oui !), en quelque sorte « anonymement » Or, c'est l'une des caractéristiques de ce mouvement, et l'une des raisons d'espérer les plus fortes : si les dirigeants, les « orgas », ont souvent été en retard sur le mouvement (ce que relève de son côté Michel Martin, voir page 38, à propos du Larzac), les militants, eux, dans la configuration du XIII^e (et évidemment ailleurs aussi) n'ont pas été en retard, ont animé, contribué, alimenté ce mouvement.

Nous continuons dans le XIII^e. Nous travaillons sur la perspective d'une réunion locale (qui peut alors donner tout son sens au Forum social local) qui aurait pour objectif d'élaborer ce que serait un « système de santé réellement démocratique » (le grand hôpital de La Pitié-Salpêtrière est sur « nos terres »), réunion « populaire », à caractère programmatique : on ne peut plus confier à quiconque le soin de s'en occuper à notre place. C'est

cela « France année zéro ». Il va sans dire que l'apport des « militants » sera essentiel pour que cela se fasse (ils sont en quelque sorte les « permanents » du combat, au bon sens du terme), mais aussi pour l'alimenter. Et là, l'article de Chesnais dans ce numéro va nous permettre de réfléchir, d'aider, d'argumenter. A vrai dire, tout ce numéro de Carré rouge. C'est à cela que sert notre revue.

Voilà ce que j'ai très maladroitement voulu résumer par « militants » avec des guillemets très malheureux. Mettons cela sur le compte de la fatigue. Les « moments de vie » sont crevants, surtout qu'ils sont rares. Tu as confié à Libération cet été que tu étais toi aussi très fatigué après avoir tant vécu. Tu comprendras...

Les guillemets, à propos, sont vraiment à utiliser avec prudence et parcimonie. Ceux que je mettais à « militant » étaient donc porteurs d'une intention politique. Heureusement Samuel les explicite mieux que je ne l'aurais fait. Ceux que je mettais à « amendement » n'avaient en revanche aucun sens particulier. Mea culpa : je n'aurais pas dû. Ils étaient même anodins. Il ne fallait donc pas les mettre...

Il faut d'ailleurs que tu te méfies toi aussi : en en ajoutant à « illégitimité » (3^e colonne en bas), tu me fais dire que je doute de celle d'O.V. ! C'est l'inverse que je veux souligner : je déplore que toute une génération de militants (sans guillemets) ait été élevé dans le sentiment de sa « propre » illégitimité comme direction alternative, ait intériorisé le statut auquel le stalinisme les a condamnés, celui d'aiguillons sans véritable espoir. Nous faisons partie de ces militants-là. Mais nous nous soignons. Tout ce numéro l'atteste. Quant à « préhistorique », tu as raison : ce n'est pas gentil et c'est gratuit. Je retire. D'autant

qu'il est fondé à penser la même chose de moi...

En revanche, je reviendrai paisiblement sur la question de l'« amendement » (sans malice) dans le prochain numéro. Elle le mérite.

Amicalement, Yves.

problèmes quotidiens des salariés et de leurs familles crée une situation politique où couvent les conditions de la rupture. Comment accepter un horizon sans aucune autre possibilité de gouvernement qu'une combinaison dirigée par l'UMP ou par la démocratie-chrétienne de François Bayrou, complétée en cas de crise grave par des membres du Parti socialiste ? La situation en gestation est de celles qui suscitent l'action politique propre des salariés. Ils ne pourront pas subir les agressions du capital dans un contexte où il n'y a pas d'alternative de gouvernement. Ils chercheront à la créer eux-mêmes.

Au Brésil, quelques mois après la victoire de Lula, le peuple brésilien se frotte les yeux : Lula, leur président, décide que l'urgence des urgences est de s'attaquer au système de retraites des agents de la fonction publique et des enseignants, de les réduire, de les rendre imposables et d'en fixer le plafond de telle façon qu'ils seront très nombreux à être soumis à un système de retraite par capitalisation. En créant des fonds de pension de marché financier pour la fonction publique, Lula se fait agent du capital financier national et étranger. En décrétant une austérité budgétaire accrue alors que le pays est en récession, il se fait l'agent oppressé du FMI. En désignant les enseignants et les fonctionnaires comme des « privilégiés », dans un pays qui figure au rang des tout premiers au monde pour la concentration de la richesse, un pays où les riches (qui

sont vraiment très, très riches) échappent à l'impôt et font passer une large partie de leur argent à New York et dans les paradis fiscaux, Lula se range dans le camp des ennemis de ceux qui ont construit le Parti des Travailleurs et lui ont donné leurs voix. Sa décision de continuer la politique de son prédécesseur haï Fernando Henrique Cardoso dans les campagnes l'a conduit à se dresser contre les occupations des terres incultes pour imposer une « réforme agraire » avec indemnisation et rachat, dont le rythme est déterminé par le budget, donc par le FMI. Ici encore Lula se situe dans le camp des ennemis des exploités et permet à la très grande propriété foncière (le latifundium) de perdurer et de continuer à être l'un des piliers de la domination bourgeoise et impérialiste au Brésil.

Les élus du Parti des Travailleurs qui refusent cette trahison sont en voie d'exclusion. Lorsqu'en 1917 Karl Liebknecht refusait de voter les crédits de guerre, dénonçait l'union sacrée, au-delà de l'Allemagne, il représentait les intérêts des opprimés du monde entier. La sénatrice Héloïsa Helena, les députés Luciana Genro, Joao Fontes et Baba, qui se dressent avec courage et fierté contre Lula et son gouvernement, portent l'honneur, l'avenir du combat pour l'émancipation, au Brésil comme au plan international.

Ceux qui sont en France les amis et associés des dirigeants pourris du PT, qui s'apprêtent à prononcer ces

exclusions, sont ceux qui, au Parti socialiste, depuis vingt ans, ont gouverné au service du capitalisme, en partenariat avec les partis de « droite » et avec Jacques Chirac. Le soutien aux exclus du PT n'est pas seulement une affaire de solidarité militante. C'est une orientation stratégique. Socialisme démocratique ou social-capitalisme. C'est dire que la question de la démocratie est au cœur des articles de notre revue.

Dans notre prochain numéro, nous poursuivrons la discussion engagée à propos de l'invasion de l'Irak. L'enlisement des États-Unis et de leur allié Tony Blair, leurs pertes en tant qu'armées d'occupation, la décision de jeter encore plus d'huile sur le feu en engageant la Turquie comme mercenaire, sont autant d'éléments qui appuient l'idée d'une fuite en avant, d'une politique fondée sur la force dans un environnement politique non maîtrisé et même très mal connu. Nous ferons le point sur la récession ou quasi récession mondiale et sur l'impasse des médecines néolibérales.

Le site internet (carre-rouge.org) maintenant bien ouvert connaît un réel succès. Depuis plus de sept ans, notre revue est un outil d'élaboration, d'analyses, de débats. Il nous faut faire plus, mieux.

Une nouvelle période politique est en gestation. Nous préparons collectivement un manifeste de re-fondation de Carré Rouge, intégrant ces éléments, fixant de nouveaux objectifs. Joignez-vous à nous. Vendez, faites circuler Carré Rouge.

Le Comité de rédaction